

La géopolitique pour nuis



en 50 notions clés

L'essentiel pour tout comprendre

Philippe Moreau Defarges

La géopolitique pour les nuls se 50 notions clés

Philippe Moreau Defarges



La géopolitique pour les Nuls en 50 notions clés

Pour les Nuls est une marque déposée de John Wiley & Sons, Inc. For Dummies est une marque déposée de John Wiley & Sons, Inc.

© Éditions First, un département d'Édi8, Paris, 2017. Publié en accord avec John Wiley & Sons, Inc.

ISBN: 978-2-412-02942-8

ISBN numérique : 9782412033548

Dépôt légal : septembre 2017

Lecture-correction: Nathalie Reyss

Couverture et mise en page : Catherine Kédémos

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

Éditions First, un département d'Édi8 12, avenue d'Italie

75013 Paris – France

Tél.: 01 44 16 09 00 Fax: 01 44 16 09 01

Courriel : <u>firstinfo@editionsfirst.fr</u> Site Internet : <u>www.pourlesnuls.fr</u> Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.

Introduction

epuis l'extrême fin du XX^e siècle, la géopolitique fait un retour en force. Cent ans plus tôt, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, cette discipline se constitue, se donnant pour objet l'analyse des interactions entre réalités spatiales et choix politiques. La géopolitique s'autoproclame d'emblée comme une science. Son ambition est prométhéenne : fournir aux gouvernants les instruments conceptuels pour expliquer et maîtriser la puissance. Toute puissance s'inscrit dans environnement géographique et historique. Pourquoi et comment cet environnement façonne-t-il les entités politiques, principalement les États ? À l'inverse, de quelle manière ces entités s'approprient-elles cet environnement, le mettent au service de leurs buts ? Dans l'Europe et les États-Unis de la première moitié du XX^e siècle s'élaborent des visions et des doctrines géopolitiques prétendant appréhender le secret de la puissance absolue et perpétuelle. Ainsi celui qui tiendrait le *Heartland* (le cœur du monde, espace aux frontières mouvantes correspondant plus ou moins à la Russie d'Europe) régnerait sur le monde ou au moins sur l'immense Eurasie, de l'Atlantique au Pacifique.

En 1945, la géopolitique est condamnée comme science hitlérienne, justifiant un droit illimité de conquête (espace vital, *Lebensraum*). Loin de disparaître, elle se maintient plus ou moins clandestinement. L'affrontement Est-Ouest, réduit à une compétition entre

deux idéologies — le capitalisme démocratique et le communisme soviétique —, appelle une ou même des lectures géopolitiques. Il s'agit d'un énième bras de fer entre deux empires, l'un dirigé par le géant américain, universaliste, rayonnant sur les rivages de l'Europe et de l'Asie, l'autre tenu par l'ours russe métamorphosé en Union soviétique.

Ainsi se répète le face-à-face multiséculaire entre le maître des océans et une forteresse continentale tentant de briser son enclavement. Tous les conflits majeurs du XX^e siècle, des Balkans au Moyen-Orient, du Caucase à l'Asie-Pacifique, sont en dernier ressort des luttes pour des territoires, les peuples se battant soit pour acquérir un espace propre soit pour le défendre contre les appétits d'autres.

La Terre s'unifie inexorablement, l'humanité étant vouée à se constituer en ensemble politique pour ne pas s'autodétruire. Les problématiques géopolitiques ne disparaissent pas pour autant. Les rapports de force sont toujours là : partage des territoires et des ressources, luttes entre forts et faibles, compétitions sans fin... L'administration de la planète est porteuse d'innombrables tensions et conflits entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, entre nomades et sédentaires, entre États et acteurs privés.

La mondialisation, enserrant toute la planète dans une multitude de réseaux et de circulations, réclame une « nouvelle » géopolitique, mais si elle remodèle l'ancienne, elle ne l'abolit pas. La vieille géopolitique ne voit que les États et leurs rivalités, ces totalités organiques ayant le monopole des relations

internationales. La nouvelle géopolitique intègre l'infraétatique (mouvements de biens, de personnes, d'idées) et le supra-étatique (bureaucraties internationales). Elle prend en considération le jeu sans fin entre les entités soudées à un territoire (États) et tous ceux qui bougent ou peuvent bouger : individus, entreprises... Le contrôle des territoires est toujours un enjeu majeur. Les nomades, s'ils circulent entre eux, finissent tout de même par s'installer quelque part. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, selon lequel ceux-ci doivent disposer d'un territoire à eux destiné de toute éternité, régit plus que jamais les rapports internationaux, mais les migrations d'individus ou de groupes et la réinvention des peuples (Écossais, Catalans et tant d'autres) entraînent tant une mise en cause des pactes étatiques qu'une recomposition des territoires : dans les années 1990, l'éclatement de la Yougoslavie, la dissolution de l'Union soviétique, le divorce entre Tchèques et Slovaques.

Le raccourcissement spectaculaire des distances, la circulation accélérée des informations, les mouvements multiformes de personnes font qu'aucune société n'est en mesure de s'isoler de l'extérieur (sauf à opter pour une extrême pauvreté). Les zones dites exotiques sont désormais proches, aucune guerre n'est lointaine. La géopolitique est censée traiter de l'inexplicable ; plus clairement, serait géopolitique tout ce qui n'est pas réductible à la rationalité, dans le sens étriqué du héritages l'histoire. de traditions. comportements regardés comme étranges... Mais elle raisonnements aussi faite de est compréhensibles, fournissant de vraies clés d'analyse :

causes des poussées de violence, motivations et raisonnements des stratégies de puissance...

1 AFRIQUE LE CONTINENT PROIE



De l'aube de l'histoire au milieu du XIXe siècle, l'Afrique est une immensité impénétrable. Colossale, isolée tant par une nature extrême que par la peur de ses endémiques (comme maladies celle du sommeil par la véhiculée mouche tsé-tsé), l'Afrique contournée et observée de loin par des navigateurs phéniciens, romains, portugais, chinois... Pourtant, dès l'Antiquité, l'Afrique se trouve accrochée aux flux et réseaux d'échanges par les caravanes traversant le Sahara, chargées de sel et d'or. Surtout, pendant des siècles, l'Afrique est la pourvoyeuse d'esclaves pour les plantations tant de canne à sucre (Mésopotamie, puis Caraïbes) que de coton (sud des États-Unis).

Dépecée, exploitée, abandonnée, à nouveau exploitée

Dans les années 1850-1914, sous la pression des progrès de la médecine, ainsi que de l'avidité et du zèle missionnaire des puissances européennes, l'Afrique est le dernier continent colonisé. Elle est partagée (congrès de Berlin, 1884-1885) et intégrée dans les réseaux impériaux (France, Belgique, Angleterre...). Elle est le parent pauvre des impérialismes européens, le « *cœur des ténèbres* » (Joseph Conrad) du système européen.

Dans les années 1960-1975, l'Afrique achève la décolonisation, commencée en Asie. Le processus est rapide (Afrique subsaharienne française) et souvent bâclé (Congo belge, Mozambique et Angola portugais). Les colonisateurs soit tournent la page (Belgique, Royaume-

Uni), soit préservent un pré carré, ultime marque d'une puissance évanouie (France). À l'extrémité méridionale du continent, l'Afrique du Sud s'enferme, des années 1900 au milieu des années 1990, dans une séparation stricte entre blancs et noirs (apartheid).

Dans les années 1990, cette Afrique délaissée finit par être accrochée à la mondialisation : mise à bas des dictatures et diffusion du multipartisme ; déferlement des Chinois et d'autres peuples du Sud attirés par les richesses minérales et autres du continent... Tout autorise le pillage : faiblesse des États, résistance des liens tribaux et ethniques, corruption des élites, territoires tenus par des seigneurs de la guerre prêts à tout pour se procurer de l'argent...

L'Afrique décollera-t-elle ?



En ce début de XXI^e siècle, l'Afrique bénéficierait enfin, du fait de la multiplication des liens de toutes sortes entre sociétés, d'atouts pour s'imposer comme protagoniste du jeu planétaire : diffusion spectaculaire du téléphone portable facilitant la connexion des territoires les plus éloignés ; décollage des zones côtières ; formation de classes moyennes ; nombre croissant d'Africains les en contact avec bureaucraties internationales : ébauche de structures continentales... Mais la modernisation n'agit jamais de manière univoque. Le Sahel, cette large bande plus ou moins désertique, coupant le continent en deux de l'Atlantique à la mer Rouge, subit de plein fouet les chocs de la mondialisation : extension des sécheresses, luttes entre

nomades et sédentaires, enracinement des trafics de tous ordres comme de l'islamisme radical. La rapidité et la brutalité de l'urbanisation disloquent les restes des solidarités traditionnelles.



L'avenir de l'Afrique est dominé par son explosion démographique : en 1960, au moment des indépendances, moins de 300 millions d'habitants (près de 10 % de la population mondiale) ; en 2010, 1 milliard (15 %) ; en 2100, plus de 4 milliards (autour de 40 % de la population mondiale).

L'Afrique, entité géopolitique. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'expansion coloniale des puissances européennes érige l'Afrique en terrain d'affrontements indirects. Elle est alors l'ultime proie géopolitique d'une planète âprement partagée. En ce début de XXI^e siècle, l'Afrique peutelle devenir un acteur géopolitique ? Elle doit réunir deux conditions loin d'être atteintes :

- 1. L'unité politique et institutionnelle de l'Afrique, cette dernière s'exprimant d'une seule voix. L'Union africaine (UA), substituée en 2001 à l'Organisation de l'unité africaine (OUA, 1963), incarne sur le papier cette unité, mais elle reste l'enceinte de plus de 50 États, en général crispés sur leur souveraineté.
- 2. La création de capacités financières, militaires, politiques matérialisant l'unité. Par exemple, des forces africaines de maintien de la paix. Or, en ces années 2000, l'Afrique reste le premier terrain d'intervention des Casques bleus onusiens.

Afrique Le continent proie

L'essentiel en 5 secondes

- » Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'Afrique demeure en marge des flux mondiaux, ne s'y trouvant enchaînée que par des trafics de ressources trop convoitées (ainsi, des esclaves).
- » L'Afrique, le continent en retard, se « normalise », mais ce processus s'accompagne de déséquilibres lourds d'incertitudes.
- » L'accession des Africains à une modernité maîtrisée requiert qu'ils s'approprient la mondialisation et donc examinent lucidement les raisons de leur retard.

2 ALLEMAGNE AU CENTRE DE L'EUROPE



Allemagne ou plus exactement l'espace germanique fait partie des zones charnières. Ces dernières se trouvent prises entre plusieurs empires ou plusieurs cultures. Soit ces zones restent tiraillées ou même ravagées par ces voisinages envahissants, soit elles se lancent dans une course dangereuse pour briser leur enfermement. Ainsi l'aire germanique, romaine dans sa partie occidentale, barbare dans sa partie orientale. Cette cassure parcourt les siècles : au XVI^e siècle, Allemagne de Luther contre Allemagne de Charles-Quint; aux XIX^e et XX^e siècles, Allemagne rhénane libérale contre prussienne autoritaire. Allemagne Cette civilisationnelle ne se sépare pas de la problématique géopolitique de l'Allemagne : son enclavement au cœur de l'Europe.

Entre Est et Ouest, la nation tardive

Depuis le Moyen Âge, l'espace allemand est, avec la botte italienne, l'un des grands champs de bataille de l'Europe. Ainsi l'effroyable guerre de Trente Ans (1618-1648) cumulant luttes religieuses et rivalités entre grandes puissances d'alors.

Napoléon I^{er}, ses victoires (en 1806, Iéna contre la Prusse), ses humiliations sèment en Allemagne une graine qui se retournera contre la France : l'aspiration des Allemands à une unification étatique leur conférant enfin la capacité de tenir tête à l'Europe. L'Allemagne des XVIII^e-XIX^e siècles est un

exceptionnel chaudron intellectuel et scientifique. Au lendemain des révolutions de 1848, l'unification est à portée de la main, le junker prussien Otto von Bismarck la scelle par l'écrasement de la France (le 18 janvier 1871, proclamation de l'unité allemande dans la galerie des Glaces du château de Versailles).



Alors s'installe pour l'Allemagne le « cauchemar des coalitions ». La « nation tardive », se sentant étouffer au milieu de l'Europe, revendique son espace vital (*Lebensraum*) à l'est, dans l'immense plaine russe. Mais la soif de revanche et de conquête de l'Allemagne ne peut que susciter l'alliance des autres puissances européennes pour la bloquer. Deux guerres mondiales (1914-1918, 1939-1945) finissent par briser le rêve de domination. En 1945, l'Allemagne est réduite en cendres, placée sous le contrôle de ses vainqueurs et divisée de 1949 à 1989 en deux États.

Une nation comme les autres ? Dans la seconde moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e, l'Allemagne est emportée par une ambition faustienne : édifier un empire de mille ans, égalant ou même dépassant le Royaume-Uni victorien ou les États-Unis. L'aventure s'achève en 1945 dans un crépuscule des dieux wagnérien. C'est l'Allemagne année zéro. Depuis cette défaite apocalyptique, sous la direction étroite de Washington et de Moscou, elle se normalise, se vouant au commerce, et s'ancrant dans la construction européenne.

Européanisée ou/et vieillissante

L'Allemagne, réunifiée et retrouvant une complète souveraineté en 1991, avec la fin de l'antagonisme Est-Ouest, est-elle guérie de son oscillation destructrice entre émiettement impuissant et agressivité destructrice ? Depuis 1945, elle s'est démocratisée, contrainte de réexaminer son histoire. Elle s'est intégrée dans des organisations qui l'encadrent : Alliance atlantique, Communauté puis Union européenne... L'Allemagne apparaît vaccinée contre tout délire de domination. Elle s'engage très prudemment dans toute intervention internationale. Vieillissant, le pays semble s'être emprisonné dans une frilosité égoïste (méfiance extrême

à l'encontre de toute solidarité financière entre les États de la zone euro).



Peut-être l'Allemagne rêve-t-elle d'être une grande Suisse... Mais, comme tout autre État, elle n'échappe pas à sa géographie.

- » Ancrée à l'ouest, elle sent tout le poids de l'est, des nationalismes prompts à s'enflammer d'Europe centrale et au-delà de l'ours russe qu'il faut à la fois apaiser et dompter.
- » En ce début de XXI^e siècle, le sud, à son tour, s'impose : bourbier balkanique, turbulences méditerranéennes à la suite du choc des printemps arabes (afflux brutal et massif de réfugiés).
- » L'Allemagne, consciente de son passé tourmenté, ne peut s'isoler. Elle doit accepter de se lier dans l'Union européenne avec des États qui n'ont pas sa discipline. La relation étroite et compliquée avec la France met en lumière cette nécessité irritante où se trouve l'Allemagne de travailler avec des partenaires toujours imparfaits à ses yeux.

Allemagne Au centre de l'Europe

L'essentiel en 5 secondes

- » De la fin du XIX^e siècle à 1945, l'Allemagne, revendiquant une part substantielle de l'hégémonie mondiale, défie les puissances établies. Ratant son pari extrême, elle est anéantie.
- » Reconstruite, démocratisée, intégrée dans les instances internationales, l'Allemagne devient et se veut un État normal.
- » L'Allemagne s'accepte comme le membre d'une équipe, celle de l'Europe en construction, tout en redoutant le laxisme de ses partenaires.

ALLIANCE MON AMI? NON, L'ENNEMI DE MON ENNEMI



ans la géopolitique classique, l'État souverain, luttant sans cesse pour une survie toujours contestée, ne peut bénéficier du luxe d'avoir des amis. L'« amitié » entre États n'est qu'un lien de circonstances soudé par une menace commune. Du jour au lendemain, l'ennemi d'hier se transforme en meilleur ami du moment, tout en redevenant plus tard le pire des adversaires. Or, depuis la fin du XVIIIe siècle (1795 : *paix perpétuelle* d'Emmanuel de l'édification chaotique d'une société interétatique, la multiplication des interdépendances mettent en cause la notion même d'alliance. Les États concluant un contrat social (Organisation des Nations unies - ONU) ne peuvent plus être ennemis ; si l'un d'eux agresse l'une des autres parties, il n'est plus un ennemi mais un État voyou, un délinquant devant être sanctionné et ramené dans le droit chemin par le dispositif onusien.

Des jeux sans fin aux motifs complexes et changeants



Depuis l'aube de l'histoire, les entités politiques (cités, empires, États...) s'affrontent, concluant des alliances éphémères ou bricolant des ligues tant pour asseoir leur domination que pour stopper telle ou telle ambition hégémonique (Sparte contre Athènes, Carthage contre Rome, Angleterre contre France...). Des alliances sont initiées aussi bien pour retarder un affrontement inéluctable (23 août 1939 : pacte dit de « non-agression » entre l'Allemagne hitlérienne et l'Union soviétique

déterminées à s'entretuer... plus tard, entre 1941 et 1945) que pour surmonter des haines multiséculaires (1904 : Entente cordiale entre France et Royaume-Uni).

Durant le XX^e siècle s'affirme un nouveau type d'alliance, plus rigide, visant toujours à faire face à un ennemi mais aussi sous-tendu par une vision globale du futur. Des lendemains de la Deuxième Guerre mondiale à l'effondrement de l'utopie soviétique (1989-1991), les blocs occidental et communiste se constituent contre un « autre » à abattre (l'Ouest contre l'URSS, l'Est contre les démocraties capitalistes). Ces blocs s'inscrivent dans le « conflit du siècle » : lutte à mort entre deux ordres sociaux, l'un libéral, l'autre collectiviste.

Il faut toujours être le plus fort, le patron et gardien de la prochaine paix. Il faut aussi être le bâtisseur du monde à venir.

Abolies ou remodelées par la sécurité collective

La conclusion de pactes interétatiques à vocation universelle (1919 : Société des Nations – SDN – et surtout en 1945, ONU) appelle la suppression des alliances, rendues inutiles par le ralliement des Étatsparties à un authentique contrat social.

Alliance, sécurité collective. Les alliances sont inhérentes à la jungle interétatique : les États y coexistent tels des animaux sauvages ; chacun, veillant constamment à prouver qu'il est le plus fort, doit être toujours prêt à affronter tout rival et se trouve souvent condamné à chercher des alliés. La sécurité collective naît d'un pacte entre les États (notamment charte des Nations unies, 1945). Une société est créée entre les États-parties ; ceux-ci, liés par une loi supérieure commune, ne peuvent plus se poser comme ennemis. Tout agresseur violant cette règle a désormais le statut de délinquant.

Le traumatisme des guerres mondiales, le réalisme froid de surprenants rapprochements (grande alliance entre les démocraties anglo-américaines et l'ennemi soviétique contre l'hydre nazie) obligent les alliances à revêtir les habits de la sécurité collective. En 1949, l'Alliance atlantique puis, en 1955, le pacte de Varsovie restent dirigés contre un ennemi – certes non nommé –, tout en se coulant dans le moule de la sécurité collective. Ces alliances se présentent comme des outils régionaux de police respectueux des principes onusiens.

» Les alliances subsisteront aussi longtemps que se maintiendront des États souverains, inégaux en puissance, et ne pouvant renoncer

- à la guerre comme moyen ultime de fixation des équilibres internationaux.
- » Mais ces alliances se mettent au service de la paix et de l'ordre, la très grande majorité des États prenant conscience que leur survie, le respect de leur intégrité territoriale dépendent du pacte onusien.

En 1990-1991, une alliance éphémère se noue sous la direction des États-Unis entre États occidentaux et plusieurs États arabes pour libérer le Koweït de son occupation par l'Irak de Saddam Hussein. Cette alliance, afin d'assurer sa légitimité, se fait accompagner par des résolutions des Nations unies.

Alliance Mon ami? Non, l'ennemi de mon ennemi

L'essentiel en 5 secondes

- » Une alliance lie des entités politiques souveraines contre un ennemi identifié comme commun. Une alliance est par nature précaire.
- » La multiplication des circulations et des liens entre sociétés, entre États, subordonne toute alliance à des intérêts supérieurs, ceux de l'humanité en construction.
- » En même temps, des alliances subsisteront toujours tant qu'il y aura des États souverains ou plutôt se croyant tels.

4 ARABIE LA PATRIE DU PROPHÈTE AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION DU PÉTROLE



De l'aube de l'histoire au XX^e siècle, l'Arabie fait partie des terres lointaines et mystérieuses, isolées tant par leur éloignement des zones peuplées que par une nature difficile pour l'homme (déserts de tous types, températures extrêmes...).

L'islam wahhabite, levier et carcan

Au VII^e siècle, l'Arabie entre dans la grande histoire en devenant le berceau du dernier monothéisme, l'islam fondé par un marchand de La Mecque, Mahomet (570 ?-632). À sa mort, ses successeurs, portés par la jeunesse de leur foi, édifient, en un siècle et par les armes, un empire s'étendant de l'Espagne à l'Asie centrale.



La péninsule arabique n'en demeure pas moins ailleurs. Les empires musulmans prennent des capitales plus au nord, beaucoup moins excentriques : Damas des Omeyades puis Bagdad des Abbassides. L'Arabie reste une zone troublée, peuplée de tribus nomades, plus ou moins dans l'orbite de l'Empire ottoman. Au XVIIIe bouleversement faconnant l'Arabie vit un siècle. irréversiblement son histoire, l'union entre Muhammad Ibn Abd al-Wahhab (1703-1792), promoteur d'un islam strict (absolue unité du divin, caractère incréé du Coran, condamnation de toute innovation) et la famille des Sa'ūd, fondatrice du Royaume d'Arabie en 1932.

Le cadeau maléfique de l'or noir

Années 1930. Les colossales ressources pétrolières de la péninsule sont mises en exploitation. Le 14 février 1945, le président Franklin D. Roosevelt, de retour de la conférence de Yalta, proche de la mort, et le roi Ibn Saoud concluent le pacte historique du Quincy, du nom du croiseur sur lequel est signé l'accord.

- » L'Arabie saoudite réserve toute sa production d'hydrocarbures aux seuls États-Unis.
- » Les États-Unis sont érigés en protecteur du royaume.



À partir des années 1970 (multiplication spectaculaire des prix du pétrole), l'Arabie saoudite s'enrichit fabuleusement. Ce déferlement d'argent transforme en quelques décennies un peuple de Bédouins en une société vivant de la rente pétrolière. Derrière la modernisation du décor (urbanisation, construction d'autoroutes, d'universités...), les Saoudiens demeurent façonnés par leurs mœurs tribales : police religieuse, maintien sous tutelle des femmes.

Crépuscule d'une union théocraticopolitique

Le pacte fatal ? 20 novembre 1979. La Grande Mosquée de La Mecque est occupée par un commando de fondamentalistes islamistes. La tragédie ébranle tout le monde musulman : la gardienne des lieux saints de l'islam, l'Arabie saoudite, montre son incapacité à les protéger. Face à cette crise majeure, la monarchie saoudienne opte pour un renforcement du pacte avec le clergé wahhabite. Ce dernier donne sa caution à toutes les décisions du pouvoir royal (1990-1991 : accueil de centaines de milliers de soldats infidèles - troupes américaines - sur le sol sacré de la terre d'islam – l'Arabie saoudite – pour libérer un État musulman – le Koweït – de l'armée d'un État musulman – l'Irak de Saddam Hussein). En récompense de son soutien, le clergé wahhabite reçoit le monopole de l'éducation de la jeunesse saoudienne.



En ce début de XXI^e siècle, l'Arabie saoudite se retrouve confrontée à cinq chocs interagissant les uns contre les autres :

» L'insurrection houthiste au Yémen

Depuis 2015, l'Arabie saoudite, championne du sunnisme le plus strict, enlise son armée au

Yémen afin d'y éradiquer le chiisme houthiste, soutenu par le grand ennemi iranien.

» L'effondrement de la rente pétrolière

Les capacités financières de l'Arabie saoudite ne sont plus illimitées du fait tant de la chute des recettes issues des hydrocarbures que de l'ampleur de la redistribution chargée d'apaiser les revendications politiques.

» L'impasse de la monarchie

Cette dernière, assiégée par une insatiable famille, approche à pas comptés la moindre libéralisation, brèche dans laquelle s'engouffreraient toutes les frustrations de la société saoudienne.

» L'incertitude de la protection américaine

Si jamais l'Arabie saoudite est emportée par un ébranlement révolutionnaire, Washington, tout comme en 1979 face à l'embrasement de l'Iran du shah, assistera très probablement impuissante à la tourmente.

» Le défi iranien

L'Arabie saoudite et l'Iran apparaissent engagés dans un duel mortel pour la domination de la région. L'une et l'autre sont des colosses aux pieds d'argile, leurs atouts constituent autant de cibles (ainsi La Mecque attirant des millions de musulmans et donc excitant les terroristes).

Arabie La patrie du Prophète au cœur de la révolution du pétrole

L'essentiel en 5 secondes

- » Jusque dans les années 1930, la péninsule arabique reste en marge des turbulences du monde.
- » La mise en exploitation des colossales ressources en hydrocarbures emporte brutalement cette terre de Bédouins dans les séductions et les anxiétés de la modernité.
- » La valeur géopolitique de l'Arabie réside d'abord dans son lien avec l'islam. L'Arabie est la terre du Prophète, tout musulman doit accomplir le pèlerinage de La Mecque.

AUSTRALIE UNE ÎLE-CONTINENT RATTRAPÉE PAR LA GÉOGRAPHIE



An 1770. L'Australie, isolée de la masse eurasiatique depuis le crétacé, peuplée d'Aborigènes depuis plus de 40 000 ans, vit une aventure humaine spécifique. Soudain, des bateaux venus de la très lointaine Angleterre, jettent l'ancre dans une baie proche de la future Sidney (Botany Bay) et déversent 800 forçats (repris de justice et opposants irlandais), plus quelques centaines d'hommes libres. Ainsi naît l'Australie moderne, bouleversant des équilibres millénaires (ainsi les lapins venus d'Europe se multipliant de manière exponentielle et ravageant la faune et la flore).

La marque glorieuse de la Couronne

Au XIX^e siècle, l'Australie est, comme les deux Amériques, l'Afrique australe ou même la très hostile Sibérie, l'une de ces immensités à conquérir et à exploiter vers lesquelles se bousculent des Européens poussés hors de leur continent par la surpopulation. En quelques décennies, lors de la « première mondialisation » (1850-1914), l'Australie se trouve intégrée dans le réseau économique planétaire du Royaume-Uni.



En 1901, l'Australie, organisée et dominée par les colonisateurs blancs, se fédère en un Commonwealth d'Australie approuvé par le Parlement britannique. Lors des deux guerres mondiales, elle fournit à la métropole britannique soldats, denrées alimentaires et crédits, s'imposant comme l'un des piliers les plus solides de l'Empire.



L'Australie est l'un des seize États gardant pour chef d'État le monarque britannique.

Le 6 novembre 1999, le gouvernement souhaitant l'instauration en Australie d'une République saisit le peuple par référendum lui demandant de mettre fin au lien avec la Couronne britannique. Plus de 95 % des Australiens participent à la consultation, près de 55 % des votants se prononcent en faveur du maintien du lien, exprimant, en dépit de l'éloignement géographique, leur attachement viscéral à leur terre d'origine, à sa monarchie de mille ans.

L'Australie, impossibles États unis du Pacifique

L'Australie et les États-Unis se caractérisent l'une et les autres par un territoire ouvert à la conquête, bénéficiant de la protection naturelle de l'Océan mondial. Mais l'Australie est trop excentrée pour s'imposer comme le cœur d'un système d'échanges. Au XVI^e siècle, l'Atlantique ne sépare plus l'Europe et l'Amérique mais les relie. Même au XXI^e siècle, le Pacifique demeure immense.

L'Australie peut être perçue comme une ultime terre promise offrant aux migrants toutes sortes d'occasions. Mais l'Australie est un État parmi les autres, contrôlant et défendant ses frontières. Arrivée trop tard sur le théâtre du monde, elle ne saurait prétendre être le laboratoire d'une utopie guidant toute l'humanité, elle ne propose que d'agréables loisirs, comme le surf sur ses déferlantes uniques.

Entre deux colosses plus les autres



- L'Empire britannique n'est plus qu'un magnifique souvenir qui s'éloigne. Depuis les combats très durs de la Deuxième Guerre mondiale contre le Japon impérial, l'Australie sent tout le poids du pullulement asiatique.
- En 1945, l'écrasement du Japon par les États-Unis fait de l'océan Pacifique une mer américaine.
 L'Australie devient l'un des points d'appui majeurs pour contrôler le bassin.
- L'Asie-Pacifique de la fin du XX^e siècle opère un décollage économique d'une ampleur et d'une vitesse peut-être uniques dans l'histoire. La vaste zone met face à face les deux premiers colosses du monde, les États-Unis et la Chine. D'autres se profilent avec leurs appétits ou leurs inquiétudes : Japon, Inde, Indonésie, Vietnam...



Quelle géopolitique pour l'Australie?

- Se consolider en forteresse « blanche » tenant tête au péril « jaune » ? Aucune forteresse ne peut survivre longtemps sans alliés extérieurs l'approvisionnant et lui garantissant des secours extérieurs si elle est assiégée. Les États-Unis ne sont peut-être plus cette puissance suprême volant automatiquement au secours de tout agressé.
- S'accepter comme une composante de l'Asie-Pacifique? L'Australie ne saurait renoncer à son héritage anglo-saxon et se laisser submerger par des millions d'Asiatiques. Mais le formidable développement de l'Asie et sa consommation massive de produits bruts dont regorge l'Australie imposent à cette dernière de se repenser comme une plaque tournante, une puissance intermédiaire s'efforçant d'éviter ou d'amortir les chocs entre les colosses.

Australie Une île-continent rattrapée par la géographie

L'essentiel en 5 secondes

- » L'Australie est l'un des plus beaux enfants de l'aventure impériale britannique, elle ne saurait l'oublier.
- L'Australie, île-continent du Pacifique Sud, est prise dans les bouleversements géopolitiques, provoqués par l'émergence du bassin du Pacifique comme centre du monde au XXI^e siècle.
- » Les atouts de l'Australie sont considérables, mais elle reste une immensité vide, excitant bien des convoitises.

6 AUTOSUFFISANCE L'OBSESSION GÉOPOLITIQUE



L'autosuffisance est l'un des deux buts fondamentaux de la géopolitique classique, l'autre – complémentaire du précédent – étant le contrôle d'un territoire aussi vaste que possible. Toutes les politiques d'autosuffisance mènent à la guerre ou au rationnement et à la pauvreté. Or, l'autosuffisance, loin de ne plus être qu'un rêve reconnu comme inaccessible, hante toujours les populismes.

Un objectif voué à l'échec

Au tournant des XIX^e-XX^e siècles, la géopolitique naissante – notamment dans son expression allemande – est modelée par le darwinisme social. Les États sont analysés comme des organismes vivants, devant croître s'ils ne veulent pas décliner, et engagés entre eux dans une lutte à mort pour le contrôle de la planète. L'autosuffisance doit garantir à toute grande puissance la maîtrise de ses approvisionnements, essentiellement ceux en matières premières stratégiques (en premier lieu, hydrocarbures).

L'espace vital (*Der Lebensraum*). Cette notion organise la géopolitique allemande de la première moitié du XX^e siècle. De 1933 à 1945, l'Allemagne d'Hitler, convaincue d'être asphyxiée dans un territoire trop petit pour sa population, se lance dans un combat total pour son espace vital, ce dernier devant lui garantir toutes les ressources (alimentaires, minières...) dont elle a besoin. Rien n'est interdit, notamment l'élimination des peuples habitant les zones revendiquées. La délirante aventure se termine par l'anéantissement de l'Allemagne.



La revendication d'autosuffisance régit tout État convaincu que l'ordre économique international est au service des seules puissances établies et voue ceux qui ne s'y soumettent pas à une exclusion permanente : Allemagne hitlérienne et Japon impérial dans les années 1930-1945 ; Union soviétique, forteresse assiégée par le capitalisme occidental ; dans la seconde moitié du XX^e siècle, ultimes bastions de la révolution marxiste-léniniste (Chine maoïste, Cuba castriste, Corée du Nord).



L'autosuffisance fait partie de ces ambitions auxquelles l'homme renonce d'autant moins qu'il ne peut pas les atteindre. Des tribus isolées par la mer ou la forêt sont sans doute vouées à l'autosuffisance. Mais plus les sociétés se développent et se complexifient, plus

leurs besoins se diversifient. Même des colosses avec de vastes territoires, comme les États-Unis ou la Chine post maoïste, s'inscrivent dans des réseaux à la géographie en adaptation permanente : importations de produits bruts, chaînes de fabrication associant des usines très éloignées, échanges financiers...

Une quête toujours déçue, toujours renaissante



En ce début de XXI^e siècle, la formidable poussée de mondialisation depuis les années 1970 appelle inévitablement des chocs en retour, chaque société tendant à se fragmenter entre gagnants et perdants. D'où d'innombrables rejets, beaucoup idéalisant un avant où chacun aurait eu sa place et aurait bénéficié d'une authentique sécurité.

- » La revendication d'autosuffisance, de souveraineté se manifeste dans des pays très intégrés dans le système économique mondial : États-Unis du Tea Party (2008-2010) et de Donald Trump (2017) ; France brandissant le patriotisme économique ; et même Royaume-Uni du Brexit dénonçant le carcan de l'Union européenne.
- » Les pays du Sud (Chine, Inde, Vietnam...), lors de leur libération ou de leur indépendance, optent

pour l'autarcie, rompant avec l'Occident et sa domination de l'économie mondiale, même si cet enfermement a pour prix la pauvreté. À partir des années 1970, la pression démographique, le besoin d'une croissance forte convainquent ces États que leur développement, leur enrichissement requièrent leur ouverture, notamment l'accueil d'investisseurs étrangers.

» La solution résiderait-elle dans une autosuffisance continentale? Dans les années 1930-1945, la dislocation du système économique mondial, à la suite du Jeudi noir de Wall Street (24 octobre 1929), entraîne la formation de blocs se prétendant autosuffisants: Commonwealth britannique, empire colonial français, Europe allemande, sphère de coprospérité de la grande Asie orientale autour du Japon. Aucun de ces dispositifs, tous tenus par une puissance directrice, n'est autosuffisant (la ressource décisive, le pétrole, échappe à chacun). Aujourd'hui, l'explosion des interdépendances de toute nature soumet toute

construction autosuffisante à des pénuries graves (notamment métaux rares).

Autosuffisance L'obsession géopolitique

L'essentiel en 5 secondes

- » L'autosuffisance est le concept économique fondamental de la géopolitique classique.
- » Toute politique d'autosuffisance ne saurait qu'échouer, aucun territoire aussi vaste soit-il (à l'exception peut-être de la terre dans sa totalité) n'offrant toutes les ressources indispensables à une société développée.
- » Pourtant, la revendication d'autosuffisance ne cesse de resurgir à travers le souverainisme, pour lequel un État doit être le maître absolu de lui-même.

7 BALKANS CARREFOUR ET TOMBEAU D'EMPIRES



La péninsule balkanique, cul-de-sac superposant et enchevêtrant d'innombrables couches d'invasions barbares venues du fond de l'Eurasie, est l'une de ces zones intermédiaires où se heurtent et s'épuisent des dynamiques impériales : aux XVe-XVIIe siècles, affrontement entre Autriche des Habsbourg et Empire ottoman ; en 1914, bras de fer mortel entre Autriche-Hongrie et Russie, tous les deux engloutis par la Grande Guerre... Tout au long des années 1990, les combats meurtriers de l'ex-Yougoslavie confirment la malédiction embrasant périodiquement les Balkans. Cette fatalité peut-elle prendre fin ?

Un enchevêtrement d'ambitions frustrées et indestructibles

Les Balkans, région de montagnes et de corridors, sont un refuge accueillant des perdants revêtant aisément les habits de résistants. Poudrière de l'Europe. Dans les dernières décennies du XIX^e siècle, les Balkans sont analysés comme un baril de dynamite. Les mèches se dépeçage multiplient des possessions européennes de l'Empire ottoman ; bousculade d'appétits ; anxiété des grands fauves (Autriche-Hongrie, Russie...) redoutant toute humiliation d'un parvenu – Serbie, Grèce, Bulgarie... En 1914, la guerre est enclenchée par l'agression d'un grand très fatigué - l'Autriche-Hongrie - contre un petit - Serbie, ce dernier n'ayant cessé d'exciter le colosse fissuré par les haines nationales (28 juin 1914, assassinat du futur empereur, l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche, par l'étudiant serbe Gavrilo Princip, à Sarajevo).



» Banlieue d'empires

Toute banlieue est une zone grise aux frontières floues et mouvantes. Aucune cité prestigieuse mais des bourgs alignant des caravansérails défraîchis. Les métropoles impériales, conscientes qu'elles ont tout à perdre, interviennent parce qu'elles ne peuvent plus faire

autrement. En juillet 1914, l'Autriche-Hongrie tient à venger l'assassinat de celui qui devait régner sur elle, elle finit démantelée en 1918.

» Micro-impérialismes

Les Balkans, comme le Caucase ou l'Asie centrale, sont des creusets de revendications identitaires. Chaque peuple en pointillés délimite le territoire auquel il a, à ses yeux, légitimement droit au nom de l'histoire : Grande Serbie, Grande Albanie, Grande Roumanie, Grande Bulgarie, Grande Grèce... Et tous s'entredéchirent (par exemple, sur la question toujours actuelle de la Macédoine).

» De fragmentations en recompositions

En 1918, la Yougoslavie naît sous le nom de royaume des Serbes, Croates et Slovènes.
En 1929, elle reçoit le nom de Yougoslavie.
En 1941, elle est démembrée par Hitler. En 1945, la voici reconstituée par la poigne de Tito et la volonté des vainqueurs, soucieux de remettre le couvercle sur le chaudron balkanique. En 1991, la Yougoslavie éclate à nouveau.

Paix barricadée, insaisissable réconciliation



En 1876, le chancelier Bismarck, fidèle à son réalisme brutal, déclare que les Balkans ne valent pas qu'on leur sacrifie les os d'un seul grenadier poméranien. Comme le rappellent tant la descente aux enfers de l'été 1914 que les tueries de la décennie 1990 (Croatie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo...) ou la crise financière grecque des années 2010, les Balkans restent un lieu de carambolages entre nationalismes.



Le 14 décembre 1995, les accords de Dayton (en Ohio, aux États-Unis), conclus sous les vives pressions de l'administration Clinton, doivent mettre fin aux combats et massacres yougoslaves de la première moitié des années 1990. La Bosnie-Herzégovine, agglomérat de nations, condensé de l'ex-Yougoslavie, est proclamée république multiethnique, ses principales composantes – Serbes, Croates, Bosniaques – s'engageant à gouverner ensemble. Aucune réconciliation n'intervient. Les Balkans paraissent verrouillés dans un cauchemar dont ils ne se réveillent pas. Dans l'ombre, les nostalgies impériales rôdent toujours (Turquie de Recep Tayyip Erdoğan aspirant à ressusciter l'hégémonie ottomane).

La mondialisation pénètre dans les zones chaotiques par ses flux les plus déstabilisants, des commerces douteux (drogues, armes, argent sale...) à l'entassement des damnés de la Terre. Dans les années 2010, les Balkans redécouvrent l'une des fatalités de leur histoire : l'afflux de migrants déferlant cette fois-ci non de la plaine russe mais de l'est et du sud de la Méditerranée (Libyens, Syriens...). Les réflexes pluriséculaires

reviennent vite : érection de murailles, ruses multiples des nouveaux venus pour contourner les barrières...

Balkans Carrefour et tombeau d'empires

L'essentiel en 5 secondes

- » Les Balkans font partie des zones de frottement des aires impériales : promptes à exploser et attirer dans leur brasier les empires voisins.
- Les micronationalismes disposent dans les Balkans du plus virulent des bouillons de culture.
- » Une paix balkanique est probablement inaccessible, aucune puissance ne se montrant prête à mettre au pas les semeurs de désordre, ces derniers survivant par de nombreux trafics.

CHINE UN EMPIRE-MONDE QUI N'EST PLUS QU'UNE GRANDE PUISSANCE



Du premier empereur Shi Huangdi (vers – 259-210) aux guerres de l'opium (1839-1842, 1856-1860), la Chine est l'empire du Milieu, la civilisation ou du moins en est-elle sûre... Au milieu du XIX^e siècle, les canons européens font de la Chine un paria dans son propre pays.



En ce début de XXI^e siècle, la Chine dépasserait les États-Unis et accéderait à la position très convoitée de première puissance mondiale. La Chine reste-t-elle la Chine, une planète à part ? Ou n'est-elle plus que l'un des deux meilleurs élèves de la compétition mondiale ?

Une ascension si ample et si rapide

1793. Lord Macartney, ambassadeur de George III d'Angleterre, arrive en Chine afin de négocier l'accès à son immense marché. Le contact tourne court : il refuse se prosterner devant l'empereur. Près d'un demi-siècle plus tard, les Britanniques ouvrent l'empire du Milieu à coups de canon.

Du milieu du XIX^e siècle aux dernières décennies du XX^e siècle (avec les Quatre modernisations de Deng Xiaoping), la Chine s'effondre : dépeçage par les puissances européennes, renversement de l'empire, impuissance de la République, occupation japonaise,

prise du pouvoir par les communistes de Mao Zedong, marches forcées vers la collectivisation...

À la fin des années 1970, le collaborateur (maltraité) et successeur de Mao, Deng Xiaoping, décide une rupture sans précédent. La Chine renonce à son enfermement pluriséculaire et se jette dans la mondialisation : accueil des capitalistes étrangers, envoi de milliers dans universités occidentales, d'étudiants les multiplication des touristes chinois... La Chine s'impose comme l'usine du monde. Le régime continue de se définir comme marxiste-léniniste alors que se multiplient les milliardaires chinois et que les inégalités explosent. Le pays connaît à la fois un début d'aisance (développement des classes moyennes) et souffre déjà des maux d'une société riche : pollutions massives, désillusions des ratés de la croissance, poids des personnes âgées.

Entre nationalisme et universalisme

Quelle Chine au XXIe siècle?

DÉBAT

» Tout colosse humilié veut prendre sa revanche et rappeler au monde qu'il était et reste le numéro un. Cette réaction façonne les priorités internationales de la Chine : édification d'îles artificielles en mer de Chine ; dépenses militaires massives ; création de banques

- alternatives (notamment Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures AIIB) face au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale).
- » La Chine ne peut oublier que sa renaissance spectaculaire se fait sur une terre mondialisée, devant répondre à des urgences globales : changement climatique, gestion des équilibres dits naturels... Pour être reconnu comme un « phare de l'humanité » (selon le titre prestigieux attribué à Mao Zedong), il ne suffit pas de brandir sa force, il faut se montrer exemplaire dans la maîtrise du développement économique, l'élimination des pollutions, la préservation des espèces menacées... La Chine connaît cet impératif incontournable.
- » La Chine bute alors contre un cumul de dilemmes inédits pour elle: créer suffisamment d'emplois pour des jeunes avides de mieux vivre, alors que les revendications sociales se durcissent et que les dépenses de solidarité s'alourdissent; assurer plus de fluidité, plus d'ouverture afin de ne pas faire dérailler la modernisation, tandis que le régime communiste



- se résigne mal à perdre ses privilèges et à relâcher son emprise sur la société ; s'affirmer comme le nouveau géant du monde sans susciter la coalition hostile de tous ceux convaincus d'être menacés ou déstabilisés.
- » Le défi géopolitique majeur pour la Chine est incontestablement sa relation avec les États-Unis. Les deux éléphants s'accepteront-ils comme égaux travaillant ensemble pour contribuer à une administration plus raisonnable du monde ou au contraire leur rivalité les enfermera-t-elle dans une rivalité destructrice ? Finalement, l'issue dépendra de l'intelligence de leurs gouvernants.

Chine Un empire-monde qui n'est plus qu'une grande puissance

L'essentiel en 5 secondes

- » Pendant plusieurs milliers d'années, la Chine se ressent comme « la civilisation » dans un monde de barbarie.
- » Le dépeçage de la Chine durant la seconde moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e lui impose de se réinventer en État-nation parmi d'autres.
- » En ce début du XXI^e siècle, la Chine doit parvenir à une relation équilibrée avec le numéro un des deux derniers siècles, les États-Unis. Il lui faudra, comme toujours, beaucoup de lucidité et de raison pour atteindre ce but.

9 CLIMAT VARIABLE GÉOPOLITIQUE?



ans les dernières décennies du XX^e siècle, les instabilités du climat planétaire, de mieux en mieux évaluées par des outils sophistiqués, deviennent une préoccupation géopolitique. Nombre d'enceintes internationales prennent conscience que ces changements ne se réduisent pas à des caprices de la nature mais s'inscrivent dans des mouvements de fond, comme la Terre en a vécu durant sa très longue histoire. Surtout, phénomènes sont porteurs de désordres sociopolitiques : deltas surpeuplés submergés par les eaux, engloutissement d'États insulaires, extension des zones désertiques, migrations climatiques...

Le changement climatique fait partie des problèmes globaux. Ces derniers portent-ils une nouvelle géopolitique ? Et/ou sont-ils finalement absorbés dans et par les rivalités géopolitiques traditionnelles ?

Un exemple majeur de la globalisation de la géopolitique



Une nouvelle géopolitique, produit de mondialisation des phénomènes et de la bureaucratisation de leur gestion. Le changement climatique se caractérise par une approche planétaire : par exemple, en novembredécembre 2015, à Paris, la conférence des Étatsparties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques dite COP 21. Le Groupe d'experts intergouvernemental l'évolution du climat (GIEC ou IPCC), créé en 1988, est initialement **scientifique** : mesurer de manière possible aussi neutre que les changements du climat. Le GIEC devient inévitablement l'un des lieux et enjeux d'un débat **politique** : les modifications du climat sont-elles normales », obéissant à des oscillations multiséculaires et donc devant être acceptées par l'homme ? Ou résultent-elles d'actions humaines (révolutions industrielles depuis la fin du XVIIIe siècle) exigeant que l'homme répare ou maîtrise ce qu'il a perturbé par ses comportements d'apprenti sorcier?

Le XX^e siècle, marqué par les guerres les plus meurtrières de l'histoire humaine, accouche en même

temps de travaux toujours en cours sur l'édification d'un système mondial amenant l'humanité à s'administrer comme une société responsable d'elle-même et de sa maison, la Terre. Ces réflexions se font plus en plus pressantes du fait de mutations de tous ordres :

- » Contraction massive de l'espace et du temps, amplifiant et accélérant toutes les circulations, même d'éléments naturels comme l'air et l'eau, créant des chocs d'une taille inattendue : inondations, tsunamis...
- » Constitution de la Terre entière en un espace unique d'échanges (ainsi les émissions artificielles de gaz carbonique – CO₂ –, dont les déplacements ignorent les frontières interétatiques).
- Enfin, globalisation de tout problème social, de l'organisation du commerce à la fiscalité, des droits humains aux armements, du réchauffement des pôles au changement climatique. Est définie comme problème global toute question ayant des dimensions tant sectorielles (scientifiques, industrielles, financières, politiques...) que géographiques (locales, nationales, continentales, planétaires...)



L'affrontement géopolitique du futur



Le changement climatique, comme tout défi global, ne promet pas une humanité enfin adulte, assumant ensemble la Terre et ses ressources.

Au contraire, pour tous ceux convaincus que les richesses du monde sont surexploitées, la lutte pour leur appropriation durera tant qu'il y aura des **hommes.** En ces années 2010, les nationalismes celui protectionnistes. en premier lieu. l'administration Trump aux États-Unis et de son slogan « *America First* », font de la souveraineté étatique un égoïsme sacré, l'intérêt national ne devant être subordonné à aucun intérêt supérieur, comme meilleure maîtrise du climat. Ce réflexe d'enfermement dans une forteresse sûre d'être imprenable demeure viscéral chez l'homme ; pourtant tous les camps retranchés soit sont pris par les assiégeants, soit s'autodétruisent!



Les grands conflits géopolitiques de l'avenir seront globaux, dressant l'une contre l'autre la vieille obsession de rester maître absolu chez soi et la quête laborieuse de règles universelles encadrant l'humanité tout en ne l'empêchant pas d'avancer, tout progrès dans le domaine écologique impliquant des innovations techniques.

Ainsi la maîtrise du changement climatique passe-telle très probablement par une révolution énergétique, en clair l'abandon progressif des hydrocarbures et le développement des énergies « inépuisables », comme le Soleil.

Climat Variable géopolitique?

L'essentiel en 5 secondes

- » Le changement du climat constitue le problème global par excellence avec ses innombrables dimensions sectorielles et géographiques.
- » Le changement du climat fournit un exemple majeur d'une nouvelle géopolitique se centrant non sur la lutte pour les territoires, mais sur les enjeux d'une administration de la Terre comme une totalité.
- » Ce bouleversement de la problématique porte un affrontement inquiétant entre souverainetés étatiques et gouvernance planétaire.

10 CONSTRUCTION EUROPÉENNE AU-DELÀ DE LA GÉOPOLITIQUE?



Al'issue des deux guerres mondiales, l'Europe et ses puissances en faillite se retrouvent sous la cotutelle des deux vainqueurs majeurs, les États-Unis et l'URSS. Dans la moitié occidentale, sous la garde et à l'abri du bouclier de Washington, les Européens sont fermement invités à se reconstruire et à s'unifier (notamment avec le plan Marshall de rétablissement de l'Europe, 1947-1951). Le projet de construction européenne se cristallise, devant guérir le vieux continent de la « *geopolitik* », cette science dite allemande de la puissance.

Un processus technocratique

La construction européenne vise à lier ensemble des États (dans les années 1950, six États ouest-européens au sein des Communautés européennes ; en ces années 2010, les 27 ou 28 États de l'Union européenne, le Royaume-Uni se préparant à divorcer) par la multiplication de leurs échanges, ces interdépendances produisant inexorablement une forme d'unité politique



La méthode Monnet. Le Français Jean Monnet (1888-1979), ancien marchand de cognac, devient lors de la Première Guerre mondiale l'un des premiers hauts fonctionnaires internationaux (il organise la répartition des matières premières entre les puissances alliées de l'Entente). Pour Monnet, les peuples, prisonniers de leurs passions nationales. cherchent finalement ne qu'à s'entretuer. La paix n'est possible qu'en contournant et en s'appuyant sur des techniciens de l'administration ou des affaires formés pour faciliter les échanges.



» Des domaines d'intégration qualifiés de techniques

Les Communautés européennes s'appuient sur le « technique » : charbon, acier, atome, échanges industriels et agricoles... La création de marchés encadrés par des règles et des organes de contrôle (Commission européenne régulatrice de la concurrence, Cour de justice des Communautés puis de l'Union européenne) doit transformer le politique, les interdépendances modelant une forme de conscience commune.



» Des États s'autodisciplinant

La construction européenne progresse par accords interétatiques, des traités fondateurs des années 1950 aux actes à vocation constitutionnelle des années 1990-2000. Ces pactes fabriquent un édifice de plus en plus complexe (par exemple, émergence confuse d'un pouvoir parlementaire européen), devant amener les États participants à se concevoir comme une équipe.



» La supranationalité

La « supranationalité » masque sous un terme technocratique une démarche politique très classique, la fédéralisation, processus par lequel des entités politiques (États fédérés) se lient dans un ensemble juridico-politique, régi par des normes et des procédures supérieures (fédération).

Chassez la géopolitique...

La construction européenne ne peut échapper à l'entêtement des réalités, ces dernières lui rappelant la persistance des données géopolitiques.

» Le parrain américain

La construction européenne se fait à l'abri à la fois du Rideau de fer verrouillant l'Europe orientale et du bouclier américain bloquant la menace soviétique. Depuis les années 1990, la fin de la guerre froide et, en cette fin des années 2010, l'administration Trump rappelle aux Européens la précarité de toute protection et l'impératif pour eux d'une défense assumée.

» Incontournable légitimité

La méthode Monnet, en faisant du politique un sous-produit de la compétence technocratique, oublie que tout processus historique (comme la construction européenne) requiert pour réussir une légitimité, en clair, dans un monde démocratique, une implication active des peuples prenant conscience d'un destin commun. Depuis les années 1990, la difficulté croissante des gouvernements à faire ratifier tout traité européen de réforme des institutions de l'Union confirme la difficile création d'une conscience européenne d'un avenir assumé en commun.

» Un territoire avec des frontières

Enfin, l'Union européenne ne cesse de redécouvrir la contrainte incontournable de son voisinage : ours russe, qu'il faut ancrer dans l'Europe en dépit de ses nostalgies impériales ; est et sud de la Méditerranée renversant les dictatures pour s'enfoncer dans une combinaison de luttes religieuses et de guerres civiles ; Afrique subsaharienne tiraillée entre décollages inégaux et poussées terroristes...

Construction européenne Au-delà de la géopolitique ?

L'essentiel en 5 secondes

- » Au lendemain des deux guerres mondiales, la construction européenne réinvente l'Europe occidentale de continent de la guerre en laboratoire d'une utopie pacifique.
- » La construction européenne parie sur la multiplication des interdépendances technicoéconomiques pour transformer le politique.
- » Dans les années 1990, l'écroulement des murs entre Est et Ouest, pays développés et pays pauvres contraint l'Europe occidentale à se repenser en processus géopolitique entre Atlantique, Moyen-Orient et Afrique.

11 DÉMOCRATIE UN ÉTAT COMME LES AUTRES ?



ans les années 1990, l'effondrement de l'URSS ainsi que la conversion de l'Asie maritime et de l'Afrique subsaharienne à la démocratie pluraliste promettent un âge d'or de paix, d'économie de marché et de promotion des droits de l'homme. Mais bientôt. le 11 septembre 2001, les attentats-suicides contre le World Trade Center montrent tant les haines que suscite cette démocratie à l'occidentale que la hâte de ce régime politique à adopter des mesures d'exception mettant gravement en danger les libertés sur lesquels il est fondé. La démocratie se prétend exemplaire, apportant aux hommes le bonheur politique, mais pour autant échappet-elle aux contraintes de la géopolitique ?

Un État avec un territoire et une population à défendre

Toute démocratie est une construction humaine, soumise à tous les aléas de l'histoire.

» Les idéaux démocratiques d'égalité et de liberté se matérialisent dans des entités territoriales précaires : cités grecques dans l'Antiquité, États-nations depuis la fin du XVIII^e siècle.

Toute démocratie implique un peuple, un « nous » (citoyens, nationaux) clairement séparé des « autres » dépourvus de droits au sein de

l'ensemble constitué et donc « inférieurs ». Égalité et liberté se déploient dans ce peuple, communauté ayant pour première priorité sa survie, toutes ses lois se trouvant subordonnées à cet impératif.

» La démocratie se croit un régime de paix, mais elle ne vit pas sans ennemi

Les démocraties se font dans et par la guerre, l'affrontement à l'autre – souvent qualifié d'ennemi héréditaire – transformant une population hétérogène, un territoire dessiné par le hasard des victoires et des défaites en une totalité cohérente, voulue par Dieu ou par l'histoire.

» Nombre de démocraties sont impériales

De l'Athènes de Périclès à la République américaine ou à la France de Jules Ferry, beaucoup de démocraties conquièrent des empires et, loin d'en être honteuses, en tirent une immense fierté. Ces démocraties ont tout de même besoin de se sentir universelles, leur appétit de domination – composante essentielle de la géopolitique – étant masqué ou transcendé par un discours émancipateur.



Les États-Unis et la démocratie universelle. Les États-Unis, tant avec la Société des Nations (SDN, 1919) qu'avec l'Organisation des Nations unies (ONU, 1945), sont les initiateurs d'un pacte démocratique planétaire, voué à lier tous les États par des droits et des devoirs communs et égaux. Mais les États-Unis sont également une très grande puissance, la première du milieu du XIX^e siècle à l'aube du XXI^e. Cette double position soumet en permanence les États-Unis à un dilemme sans solution satisfaisante pour eux : doivent-ils, au nom de la démocratie, accepter d'être un État à égalité avec le plus petit d'entre eux ou doivent-ils préserver leur prééminence en raison des charges

exceptionnelles que leur supériorité leur impose?

L'ordre international démocratique peut-il être « a-géopolitique » ?



La démocratie se définit comme le régime du droit, la force n'est plus qu'un instrument mobilisable en dernier recours pour ramener les violeurs de la règle dans la norme. La démocratie, pour se sentir pleinement en sécurité, doit non seulement être entourée de démocraties mais aussi lier toutes ces démocraties par un contrat

garantissant que toutes se comportent conformément à ce pacte.

» Une égalité équivoque

L'ordre démocratique du multilatéralisme (système onusien) repose sur l'égalité de droits et de devoirs des États. Or, les inégalités de puissance ne sont pas près de disparaître, même s'il leur faut se dissimuler sous la rhétorique démocratique. Les colosses (États-Unis, Russie, Chine...) aiment à rappeler qu'ils sont au-dessus des autres.

» La terre, unité géopolitique

L'ordre démocratique ne saurait qu'être planétaire, régi par des normes communes devenant pour les acteurs sociaux, et d'abord pour les États souverains, une seconde nature. L'universalisme démocratique fait de notre planète une unité géopolitique. Il ne s'agit plus de se disputer et de se répartir des territoires, il faut désormais administrer le territoire terrestre comme une totalité. Les rapports de force se centrent alors sur la négociation des règles, sur l'équilibre toujours instable entre préservation de domaines intérieurs autonomes et soumission à des cadres juridiques planétaires.



Démocratie Un État comme les autres?

L'essentiel en 5 secondes

- » La démocratie se rêve comme la cité idéale, mettant en place un ordre enfin juste. Mais la démocratie n'échappe pas aux réalités géopolitiques.
- » L'ordre international démocratique pose les États souverains comme égaux en droits et en devoirs. Ces entités n'en restent pas moins inégales de mille manières : taille, richesse, puissance...
- » La paix démocratique requiert non seulement des États démocratiques mais aussi un pacte social entre ces États garantissant qu'ils se traitent en égaux.

12 DÉMOGRAPHIE LA POPULATION, ATOUT ET CHARGE



l n'est de richesse que d'hommes », selon la formule célèbre du légiste Jean Bodin. Le poids des hommes ne se réduit pas à leur nombre, il dépend également de leur qualité, de leur formation, de leur organisation. Une foule, submergée par une émotion forte, se transforme en horde incontrôlable. Ce rassemblement désordonné, remodelé par une discipline brutale, peut devenir une redoutable machine de guerre.

Un facteur indissociable d'une configuration de forces

L'impact d'une population ne se dissocie des multiples autres éléments modelant la géopolitique d'un État.

» Chine

De l'aube de l'histoire au XXI^e siècle, la Chine est et reste le premier des géants démographiques, oscillant entre phases de cohésion et de splendeur et décompositions spectaculaires.

Dans ces alternances, ce qui demeure, c'est la masse chinoise. Tout conquérant, inéluctablement absorbé, soit se fait chinois (Mongols au XIII^e siècle) soit s'enlise (Japon impérial dans les années 1931-1945). Les Chinois semblent ne pouvoir former une unité qu'enfermés derrière une muraille et poussés en

avant par les caprices d'un tyran. La Chine ouverte du XXI^e siècle se révèle à nouveau tiraillée entre risques de fragmentation et tentations de renfermement.

» États de petite taille et de population réduite

Ces États doivent exploiter leurs spécificités géographiques et jouer sur les rivalités de leur zone. La Suisse (8 millions d'habitants), en partie protégée par ses montagnes, affirme une neutralité calculée entre l'Allemagne et la France. En ce début de XXI^e siècle, Singapour (5,5 millions d'habitants), État-archipel, entouré de voisins pesants (Malaisie, Indonésie), est très consciente de son extrême vulnérabilité; elle développe obstinément le patriotisme singapourien et veille jalousement à se maintenir dans le peloton de tête des États compétitifs.





La France : une géopolitique du déclin démographique. Colosse démographique de l'Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles, la France est rattrapée puis dépassée par ses ennemis tant britannique qu'allemand. À l'issue de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, la France vaincue ne garde qu'une option : nouer des alliances d'abord avec la Russie puis avec l'Angleterre pourtant détestée afin de compenser son irrémédiable manque d'hommes.

L'emprise aléatoire du politique



Une régulation volontariste de la population peut viser tant à accroître son nombre dans un objectif de puissance et de domination que pour contenir son augmentation par crainte d'être submergée par un afflux excessif de jeunes. Ce volontarisme définit l'État moderne dans toutes ses dimensions ; cet État, même dans sa forme démocratique et libérale, a pour ambition ultime de maîtriser la société dans sa totalité. Mais les résultats obtenus sont souvent bien éloignés des objectifs fixés.

» Contrôle de la natalité

La Chine maoïste opte, de 1979 à 2015, pour la politique de l'enfant unique, afin de freiner la multiplication des jeunes Chinois. Les Chinois, tout en obéissant, gardent leur préférence pour les garçons (notamment par l'élimination des filles non désirées). Ainsi s'installe un déséquilibre quantitatif entre les deux sexes (108 hommes pour 100 femmes en 2014). Toute société se sentant violée par les diktats du pouvoir soumet les ordres d'en haut à ses traditions!

L'Afrique subsaharienne des années 2000, où les taux de natalité tardent à diminuer, confirme que la régulation des populations exige une mutation des mentalités. Le pouvoir politique ne peut se contenter de poser des interdits, il lui faut organiser par des transferts sociaux institutionnels la solidarité entre les générations.

» Stimulation de la natalité

L'encouragement de la natalité est l'un des instruments majeurs de tout régime expansionniste, relançant en permanence la mobilisation de sa population (Union soviétique de Staline, États fascistes). Le succès est loin d'être garanti : comment concilier familles nombreuses et heureuses avec des ambitions conquérantes entraînant très probablement la

guerre? En ce début de XXI^e siècle, l'islamisme radical, comme nombre de dogmatismes, condamne la maîtrise des naissances; pourtant, en particulier dans l'Iran khomeiniste, la natalité baisse inexorablement, l'éducation et l'information des femmes progressant en dépit des interdits sociaux.

Démographie La population, atout et charge

L'essentiel en 5 secondes

- » La population est une source essentielle de puissance comme de faiblesse. Comme tout facteur humain, la population requiert d'être organisée.
- » La démographie fait partie des contraintes de toute entité politique. Tout État fait dans une certaine mesure la géopolitique de sa démographie.
- » La maîtrise de la population, de son nombre est l'une des grandes préoccupations de l'État contemporain. Mais l'efficacité des politiques familiales demeure très variable.

13 DÉTERRITORIALISATION FIN OU REMODELAGE DE LA GÉOPOLITIQUE ?



ans les dernières décennies du XX^e siècle, les flux et les réseaux entre sociétés, entre États se multiplient, donnant le sentiment à beaucoup que les territoires, espaces aux limites clairement fixées, disparaissent, se fondant dans une immensité planétaire sans bornes. L'homme surestime toujours ce qui lui arrive, décrétant comme radicalement nouveau ce qui n'est qu'un remodelage de réalités du passé en un bricolage inédit. Les territoires, en premier lieu le plus géopolitique l'État eux. souverain, s'évanouissent-ils, d'entre emportés par le mouvement bourbeux de l'histoire, ou ne font-ils qu'être administrés ou gérés d'une manière inédite afin de répondre aux innovations technologiques, moteur fondamental du changement?

Dissolution des territoires ou...

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'expansion spectaculaire des flux et des réseaux de toutes sortes, couronnée par la mise en place du réseau des réseaux, l'Internet, affecte les territoires et d'abord celui de l'État, par trois mécanismes.



» Pénétration

Les mouvements de tous types – marchandises, capitaux, individus, idées, modes... – explosent et se faufilent partout, s'installant au cœur des sociétés les plus isolées ou les plus fermées. Tout facilite la circulation, qu'il s'agisse des outils

techniques (avion, téléphone...) ou des valeurs dominantes, la mobilité professionnelle et géographique apparaissant comme le vecteur de la réussite.

DE

» Liaison

Les flux produisent inévitablement des réseaux assurant la régularité, la permanence des échanges et appelant leur institutionnalisation. Les territoires, de plus en plus liés ensemble, perdent leur homogénéité, leur cohésion du fait de ces innombrables connexions brouillant et gommant les séparations entre intérieur et extérieur.



» Régulation

Ces liens multiples, croisés, enchevêtrés imposent la négociation de structures supérieures, recevant pour double mission de mettre de l'ordre dans cette effervescence anarchique et d'établir des réglementations, débordements et dérapages survenant nécessairement.

Internet et les États. Internet met en lumière les défis nés du développement simultanément national et international d'instruments permettant et donc amplifiant les échanges (d'abord verbaux ou écrits) entre les êtres humains. Les acteurs, les opérateurs, au nom de la créativité, revendiquent une liberté totale. Les autorités publiques, elles, sont confrontées à des enjeux graves de sécurité : utilisation du réseau des réseaux par des mouvements terroristes, des trafiquants de drogues, d'organes, d'enfants...

L'homme est et reste un animal territorial



Les territoires, même si leurs limites deviennent invisibles par l'allégement des contrôles ou plus exactement par une autre organisation de ces contrôles, sont toujours là. Les distances peuvent être massivement raccourcies, elles n'en subsistent pas moins, infimes mais présentes.



» L'État territorial demeure un mode difficilement contournable d'organisation sociale

L'État, indissociable de son territoire, en est le maître, ce qui lui confère un pouvoir unique,

toute personne physique ou morale ayant besoin d'un ancrage territorial (nationalité pour les individus, adresse du siège social, des usines, des bureaux pour les entreprises). Cet impératif territorial ne peut disparaître tant que les êtres humains ont un corps et les entités ont besoin d'une localisation.

» L'appropriation des territoires, conflit sans fin

La géopolitique naît au tournant des XIX^e-XX^e siècles pour étudier les États dans leurs dimensions territoriales. Les échanges, les flux sont perçus comme des liens précaires, n'altérant pas le cœur des rapports entre entités politiques, ces dernières n'ayant que deux préoccupations : soit étendre leur territoire, soit le défendre. Aujourd'hui, flux et réseaux, par leur importance et leur diversité, deviennent des moyens de pouvoir (déplacements de capitaux, manipulation d'informations, utilisation des migrants par les États d'origine pour peser sur les États d'accueil).

La déterritorialisation ou plus exactement l'utilisation des flux et des réseaux peuvent être la continuation de la géopolitique par d'autres moyens.

Déterritorialisation Fin ou remodelage de la géopolitique ?

L'essentiel en 5 secondes

- Relèvent de la déterritorialisation tous les phénomènes de pénétration et parfois de dislocation des territoires et surtout du plus organisé d'entre eux, l'État souverain défini notamment par ses frontières.
- » La déterritorialisation contribue à remodeler les problématiques géopolitiques, la conquête des territoires tendant à être remplacée par leur appropriation par les flux et les réseaux.
- » La déterritorialisation reformule le conflit sans fin entre nomades et sédentaires du fait, cette fois-ci, des innovations technologiques souvent nommées « révolution de l'Internet ».

14 DIASPORAS AU SERVICE D'ÉTATS OU D'ELLES-MÊMES?

es diasporas, morceaux ou prolongements de nations dispersés hors de leur terre d'origine, sont perçues jusque dans les dernières décennies du XX^e siècle comme propres aux peuples n'ayant pas de vraie patrie dans laquelle ils puissent s'épanouir. Ainsi les juifs éparpillés dans nombreux pays, souvent maltraités et se souhaitant chaque année « l'an prochain à Jérusalem ». Ainsi les Libanais, formidables marchands d'un pays, le Liban, regardé avec condescendance comme un faux État.



Or, le positionnement des diasporas change : craintives et silencieuses, elles prennent la parole, affirmant une autonomie problématique d'abord pour leur État d'hébergement.

Des groupes pris entre au moins deux loyautés



Toute diaspora est le produit d'innombrables cheminements d'individus, de familles finissant par former une communauté dans un monde étranger. Une diaspora doit se dissoudre dans son pays d'accueil, mais est-ce possible ?

» luifs

À l'aube du XIX^e siècle, dans le sillage de la Révolution française, les juifs d'Europe occidentale sont libérés de leur carcan pluriséculaire. Leur émancipation a un prix : l'assimilation, la renonciation à l'identité juive. À la fin du XIX^e siècle, notamment lors de l'affaire Dreyfus (1894-1906), des juifs, en particulier le père du sionisme Theodor Herzl, prennent conscience qu'un juif parfaitement assimilé reste un juif. La diaspora juive doit retrouver une terre (en clair, le lieu de ses origines, la Palestine) et s'y réenraciner. Cette diaspora ne peut qu'osciller entre un désir peut-être impossible de se fondre dans la culture d'accueil et le retour à Sion (Israël). La diaspora (plus de la moitié du nombre total de juifs) ne saurait oublier son lien avec l'État hébreu, se trouvant condamnée à être soupçonnée d'être au service de la géopolitique de cet État.

» Chinois

Le marchand chinois est une figure de beaucoup de pays, notamment d'Asie du Sud-Est. Le commerçant étant un très commode bouc émissaire, la diaspora chinoise, très consciente de ce problème, veille à se montrer aussi discrète que possible.

Des acteurs géopolitiques?

Les diasporas sont des minorités parmi d'autres. Elles aussi promeuvent le droit de chacun et de tous d'être soi.

Travailleurs migrants de la péninsule arabique

Des millions de migrants venant du souscontinent indien ou des Philippines offrent une
main-d'œuvre soumise et peu coûteuse aux
riches monarchies de la péninsule arabique. Ces
hommes et ces femmes constituent-ils des
diasporas? Une diaspora implique des réunions,
des institutions, des fêtes périodiques. Les
ouvriers et domestiques étrangers dans le Golfe
disposent de si peu de liberté et de droits et sont
si surveillés qu'il leur est probablement
impossible de développer des espaces
autonomes de vie sociale.

» Musulmans d'Europe occidentale

Les musulmans d'Europe occidentale constituent de multiples diasporas, prenant forme autour de leur identité de naissance, et s'inscrivant dans le cadre de leur État d'accueil (par exemple, Marocains de France). Ces diasporas sont attentivement suivies par leur État d'origine. Les individus ne sauraient que se fragmenter entre

ceux tenant à demeurer fidèles à leur première patrie et ceux ayant pour priorité l'assimilation.

Union européenne. **Diasporas** L'Union et européenne a parmi ses fondements la libre circulation des personnes, leurs migrations devant faciliter et encourager le mélange des peuples. En 2017, le Brexit confirme l'extrême difficulté pour tout peuple d'accepter l'arrivée brutale et massive sur son territoire d'étrangers même considérés comme proches (au Royaume-Uni, afflux d'Européens de l'Est).



L'émergence des diasporas comme acteurs sociaux peut éventuellement en faire des moyens géopolitiques d'influence pour leurs États d'origine, ce qui ne peut que susciter la méfiance des États d'accueil. La présence des diasporas illustre surtout la complexification de la problématique géopolitique, avec la multiplication des acteurs non étatiques (organisations non gouvernementales – ONG, mouvements de tous ordres et évidemment diasporas...) développant des jeux spécifiques entre sociétés, États et bureaucraties internationales.

Diasporas Au service d'États ou d'elles-mêmes?

L'essentiel en 5 secondes

- » Longtemps, les diasporas, composantes de peuples dispersés hors de leur territoire d'origine, ne peuvent oublier leur position fondamentalement précaire au sein de leurs États d'accueil.
- » La problématique géopolitique des diasporas change radicalement dans les dernières décennies du XX^e siècle en raison de la reconnaissance du droit de toute identité à être elle-même.
- » Les rapports entre diasporas, États d'origine et États d'accueil sont voués à se compliquer, ces diasporas se montrant tiraillées entre leurs diverses loyautés.

15 DROIT CIVILISER LES JEUX GÉOPOLITIQUES

Pour la géopolitique classique, le droit se réduit à des accords de troc. Tels sont les traités de paix fixant le déséquilibre entre vainqueurs auxquels est reconnu le droit de prendre tout ce qu'ils peuvent piller et vaincus n'ayant pas d'autre alternative que la soumission. Le droit sert alors à photographier les rapports de force.

Depuis le XVII^e siècle, la multiplication des relations entre entités s'accompagne d'une formidable expansion du droit. Les États, sans renoncer à la guerre, développent, presque malgré eux, une société de plus en plus complexe et sophistiquée.



Le droit civilise la géopolitique, mais l'abolit-il?

Instrument, enjeu, cadre

Le droit entre les États met d'abord en forme leurs inégalités. Le fort impose, arrête les règles du jeu et les modifie si de nouvelles lui conviennent mieux. Le faible obéit, veillant à ne pas protester ou à ne pas se plaindre pour ne pas agacer le maître de l'ordre et de la paix. Mais le droit échappe aux puissants par trois mécanismes, tous en bousculant le réalisme de la géopolitique.



» Un impératif égalitaire

Le droit international, essentiellement interétatique, est l'un des nombreux enfants de la modernité individualiste et égalitariste. Les États, quelles que soient leurs inégalités de fait,

sont posés comme égaux en droits et en devoirs. L'égalité doit tout régir, de l'organisation des échanges à la protection des droits de l'homme.

La « multilatéralisation »

Les traités bilatéraux ne vont pas au-delà du marchandage. Les négociations multilatérales, quant à elles, font des États participants les membres d'un ensemble, d'un club à construire avec des intérêts supérieurs.

La pénétration de toute la vie sociale

Les droits tant nationaux qu'internationaux remodèlent toute la vie sociale, des pratiques concurrentielles aux normes sanitaires, de l'environnement à la justice pénale. Aucune action n'est souveraine, toutes relèvent de pactes informels ou officiels liant des nombres variables. d'États.



La géopolitique ne peut plus traiter son sujet privilégié, l'État, comme une entité souveraine. Le voici ligoté, encadré, subordonné! Mais cesse-t-il d'être un acteur géopolitique ?

Abolir les rapports de force?







Le pacte Briand-Kellogg (27 août 1928). En pleine fin d'été, 57 États, soit la quasi-totalité des entités souveraines d'alors, mettent par traité un international la guerre hors la loi. Un peu plus de dix ans plus tard, le plus atroce des conflits, la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) ravage le monde. Ce que se refusent de voir les maîtres de l'ordre international, c'est que le droit n'est respecté que dans deux situations : 1. les parties prenantes se montrent intimement, presque charnellement décidées à assumer leurs engagements ; 2. une puissance supérieure dispose de la volonté et de la capacité de ramener dans le droit chemin récalcitrants et délinquants.



» Le droit est une abstraction. Seuls existent des systèmes juridiques, les acteurs (d'abord les États) jouant de leurs contraintes et de leurs opportunités.

La géopolitique ne peut effacer son idée fondatrice : les entités politiques sont les animaux d'une jungle, chacun lutte pour sa survie. Tout pacte entre des États a pour

ambition de dompter cette jungle et d'ébaucher une société. Mais les États sont-ils prêts à jouer le jeu, à renoncer à ce qui les met à part : le contrôle d'un territoire, l'octroi de la citoyenneté, le monopole de la force.

Tant que les États souverains resteront les responsables ultimes de la sécurité de leur territoire et de leur population, aucun pacte social interétatique ne saurait effacer la jungle.

Un ordre juridique appelle un arbitre, un policier garantissant le règlement des conflits. Jusqu'à présent ce gardien reste soit une puissance (États-Unis en particulier), soit une enceinte n'ayant de volonté que si les grandes puissances le veulent (Conseil de sécurité des Nations unies). Le droit a besoin de la force pour que chacun sache que sa violation donnera lieu à une sanction et que cette sanction sera appliquée. En outre, la force, pour être légitime, doit être ressentie comme juste. Dans cette perspective, l'ordre international reste pris dans les équilibres et les déséquilibres de la géopolitique.



Droit Civiliser les jeux géopolitiques

L'essentiel en 5 secondes

- » Les États souverains concluent entre eux des pactes sociaux, régionaux et universels, techniques et politiques. Ces contrats encadrent et disciplinent les États, les mettent à égalité. Ainsi se constitue l'environnement juridique planétaire.
- » Les États, tout en se subordonnant au droit, savent qu'en dernier ressort leur sécurité dépend d'eux, le policier mondial, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, n'agissant que si les plus puissants le veulent bien.
- » Le droit, sans contrat social l'établissant, ne supprime pas la géopolitique, il la soumet, avec des succès variables, à des règles.

16 EMPIRE LE PREMIER BÂTISSEUR DE PAIX



Les époques de paix coïncident presque toujours avec une hégémonie impériale : *Pax romana* dans le sillage du triomphe d'Octave-Auguste (I^{er}-II^e siècles) ; *Pax mongolica* (XIII^e siècle) permettant le développement de la route de la soie ; *Pax britannica* (1815-1914) sous la garde de la Royal Navy, veillant à la sécurité des océans... Toute paix impériale est imposée par une puissance l'emportant par les armes ; mais ces dernières se révèlent dérisoires si elles ne sont pas au service d'une authentique intelligence politique.

Au XXI^e siècle, dans un monde fondamentalement démocratique, où tout pouvoir se trouve immédiatement contesté, une paix impériale est-elle possible ?

Conditions et incertitudes de la paix impériale

La paix impériale combine trois éléments en interaction, tous se détériorant inexorablement.



Une puissance incontestée et incontestable

La puissance unificatrice s'impose par ses victoires sur les champs de bataille. Chaque coup la frappant déchaîne sa vengeance ou sa répression, rappelant aux rebelles qu'aucune révolte ne restera impunie. Cette puissance ne doit, ni ne peut se contenter de frapper, il lui faut apporter

à ceux qu'elle soumet un mode de vie envié : Rome couvrant les rivages de la Méditerranée de villes à son image ; l'Angleterre victorienne diffusant ses pratiques sociales (rite du thé, cricket...) à toutes ses possessions.



Une emprise territoriale bien définie

L'ordre impérial requiert une stricte séparation, une muraille entre intérieur et extérieur, entre civilisation et barbarie. Tout empire, pour durer, exige des pactes en général non écrits entre lui et ses protégés. L'empire garantit la sécurité de ceux qu'il domine, ces derniers fournissant des contingents de soldats et contribuant au financement des charges communes. Si le mur craque, et que l'empire échoue à colmater les brèches, l'effondrement est inexorable.



Une paix intégrant les défaites

Un empire a besoin de défaites. Celles-ci prouvent sa capacité à subir et à se redresser. Face à Napoléon puis à Hitler, l'Angleterre encaisse... puis rend coup pour coup. Cette résilience fait le prestige d'un empire.

La Pax americana. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale aux années 2000, la paix mondiale est fondamentalement une Pax americana, les États-Unis garantissant tant la sécurité de plusieurs continents (Europe, Asie maritime, Moyen-Orient...) que la libre circulation sur les océans. Toute paix États-Unis donnent et s'use. Les reçoivent beaucoup de coups. Tant l'administration Obama (2009-2017) l'administration que Trump (depuis 2017) annoncent et amorcent le repli. America First!

Décomposition de la paix impériale



Toute paix est un processus incertain et sans fin. Chaque type de paix se défait selon ses dynamiques spécifiques.

» Éphémère puissance exceptionnelle

La puissance impériale doit toujours se montrer la plus forte et, en outre, être suffisamment audessus des autres pour combiner sévérité et pardon. Puis vient le déclin, plus ou moins long, durant lequel cette puissance doit négocier, compromettre, multiplier tolérances et concessions. Ainsi les États-Unis s'appuyant sur

des alliés à la solidité et à la loyauté équivoques : Iran de Muhammad Rizā, Arabie saoudite...

» Une bousculade d'appétits

Souvent se profilent un ou des prétendants à la succession. Aujourd'hui la Chine, du fait de sa masse, de son spectaculaire développement, paraît prétendre s'emparer du trône des États-Unis, mais les doutes ne manquent pas, de l'avenir du régime communiste aux méfiances que suscite le dragon chinois. De plus, au banquet mondial de la puissance, de nombreux colosses de taille variable réclament leur part d'hégémonie.

» Un empereur institutionnel?

La Société des Nations (SDN) puis l'Organisation des Nations unies (ONU) sont parfois définies comme des empereurs collectifs ou institutionnels, les puissances majeures s'unissant (en principe) pour constituer un pouvoir impérial administrant l'ordre mondial. L'empereur collectif se révèle très précaire. Les géants tombent d'accord pour faire taire les petits, mais oublient rarement leurs susceptibilités et leurs rivalités.

À l'âge démocratique, l'empereur doit être caché. La multiplication, la sophistication des techniques de communication ne sauraient que réveiller les mythes dangereux d'empereurs occultes, véritables maîtres du monde.

Empire Le premier bâtisseur de paix

L'essentiel en 5 secondes

- » La paix impériale, par laquelle le plus fort d'une région s'en fait le gardien et le protecteur, est historiquement la plus fréquente et la moins instable des paix.
- » Tout ordre, à l'instar de la paix impériale, se dégrade inexorablement. L'empire se fatigue et suscite des convoitises croissantes finissant par le dévorer.
- » En ce XXI^e siècle, où la demande d'égalité se révèle infinie et toujours frustrée, une paix impériale ne saurait être légitime qu'en revêtant des formes démocratiques.

17 ENNEMI LE GRAND UNIFICATEUR

Selon le juriste constitutionnaliste le plus célèbre du nazisme, Carl Schmitt (1888-1985), la responsabilité première du pouvoir politique est de désigner l'ennemi, cet autre contre lequel la communauté nationale se soude, menant avec lui une lutte mortelle. Cette vision façonne la géopolitique classique, celle de nationalismes convaincus d'être chargés d'une mission et hantés par un possible anéantissement par l'ennemi.

Une notion pivot de la géopolitique darwinienne



L'Europe du XIX^e siècle, dans laquelle mûrit la géopolitique, est régie par une compétition permanente et épuisante entre des États tiraillés entre deux légitimités, celle crépusculaire des monarchies de droit divin et celle en formation des nations démocratiques.



» L'État-nation s'édifie contre un ennemi, par lequel il découvre et fabrique sa différence.

Le combat contre l'ennemi unit ce qui pendant des siècles est fragmenté : les Allemands contre la France, les Italiens contre la France et l'Autriche, les Slaves du sud contre l'Autriche... Cet ennemi, en général un voisin encombrant et ambitieux, est imposé, mais il doit aussi être choisi. Dans les années 1890-1914, l'Allemagne

multiplie les ennemis (France, Royaume-Uni, Russie), découvrant qu'elle doit se battre sur deux fronts. La France, quant à elle, comprend qu'elle doit accepter la suprématie de la « perfide Albion » pour se concentrer contre l'Allemagne qui menace de la détruire.

» La notion d'ennemi révèle l'interrogation centrale de l'État-nation : qu'est-ce qui fait positivement son unité ?

Tout État-nation est composé d'ingrédients hétérogènes : provinces, micronations, communautés religieuses... Les guerres mélangent, malaxent ces groupes, leur donnent des haines communes. Mais la nation n'a-t-elle pas besoin d'un réel ciment ?

Les principaux États-nations européens édifient des empires, s'érigeant en promoteurs de valeurs civilisatrices. Le colonisé ne mérite pas d'être reconnu comme un ennemi, il est un matériau que l'Européen façonnera en homme.



L'ennemi héréditaire. Tout peuple aurait un ennemi privilégié, avec lequel il serait voué à une guerre perpétuelle. Ainsi l'Allemagne pour la France, et réciproquement... L'ennemi héréditaire n'existe pas. La France a, du Moyen Âge au début du XXe siècle, son plus long et plus dur affrontement avec l'Angleterre. L'Allemagne, pour sa part, mène son combat des deux guerres mondiales pour le contrôle de l'Europe contre les Anglo-Saxons et la Russie (la France étant et se sachant dépendante de ses alliés).

Un concept dépassé?

Nombre des guerres du XX^e siècle poussent à l'extrême la notion d'ennemi. Ce dernier n'est plus un rival à vaincre, mais une espèce nuisible qu'il faut exterminer : conquérants de l'Ouest éliminant les Indiens, Allemagne nazie et sa lutte à mort contre les races dites inférieures. En même temps, la dureté des combats et les occupations révèlent que l'inimitié est une relation complexe, productrice d'intimité.



L'universalisme, porté par les États-Unis triomphants de la Deuxième Guerre mondiale,



traite l'ennemi comme un autre dévoyé qui, ayant été ramené au dénuement extrême par des bombardements massifs, est remodelé pour entrer dans le cercle des élus démocratiques. La croissance économique et le marché, en libérant les hommes d'une logique de pillage, transforment les anciens ennemis, voués à s'entretuer, en concurrents, certes rivaux, mais tout de même réunis par un souci commun, une prospérité offrant au plus grand nombre la promesse d'une vie meilleure.

» Des États-nations à l'humanité

Le système onusien abolit (déjà sur le papier) la notion d'ennemi. Les États membres formant une société ne peuvent plus être des ennemis ; si l'un d'eux en attaque un autre, il est un délinquant que le policier mondial, le Conseil de sécurité, a pour responsabilité de ramener dans le droit chemin. Dans les dernières décennies du XX^e siècle, le bloc soviétique se défait inexorablement, le développement d'armes de destruction massive rend très dangereuse toute grande guerre, les défis écologiques se font plus pressants. La notion d'ennemi paraît dérisoire,

l'humanité prenant conscience qu'elle se comporte en apprentie sorcier et qu'il lui revient de beaucoup mieux gérer sa fragile maison, la Terre. Ou, au contraire, les ressources étant de plus en plus disputées, chaque homme serait un ennemi!

Ennemi Le grand unificateur

L'essentiel en 5 secondes

- » Dans la géopolitique classique darwinienne, la lutte avec un ennemi censé être perpétuel constitue l'État-nation, soudant son peuple contre un autre diabolisé.
- » La notion d'ennemi révèle l'incertitude structurelle de l'État-nation : ce dernier est-il fait aussi d'éléments positifs ?
- » La délégitimation de la guerre et les mutations de la mondialisation contraignant l'humanité à se penser comme une société unique exigent de repenser la notion d'ennemi, sans être certain qu'elle n'ait plus de sens.

18 ÉQUILIBRE L'HORIZON TOUJOURS FUYANT DE L'ORDRE INTERNATIONAL



Du Moyen Âge aux deux guerres mondiales, le concept d'équilibre, opposé à celui d'empire mais inséparable de lui, régit la géopolitique de l'Europe. Ce continent va de tentative en tentative d'unification impériale, de Charles-Quint à Hitler, toutes ces entreprises butant contre des coalitions ayant pour but de rétablir et de maintenir l'équilibre européen.

Ce système entre dans sa crise finale avec les deux guerres mondiales, accouchant d'un équilibre planétaire entre les États-Unis et l'Union soviétique. En 1989-1991, l'effondrement du bloc soviétique enterre cet équilibre Est-Ouest. Mais la notion d'équilibre est-elle morte ou se réinvente-t-elle?

Des équilibres au remodelage sans fin

Les siècles d'équilibres et donc de déséquilibres européens vivent dans une révision jamais terminée des hiérarchies de puissance.



» Un ordre instable, la guerre étant seule capable de fixer temporairement la configuration des puissances

Le continent de l'équilibre européen est tout autant celui des guerres à répétition. Chaque période de calme très relatif se termine par des conflits apocalyptiques : guerres de la Révolution et de l'Empire (1792-1815) achevant le Siècle des Lumières ; guerres totales de 1914-1918 et de 1939-1945 à l'issue de « la Grande Paix » de 1815-1914.

» Un envers plus ou moins caché : l'expansion impériale

Les puissances européennes des XVI^e-XX^e siècles, tout en se combattant férocement, ouvrent et se disputent la planète, leur inépuisable énergie se déchaînant de mille manières : luttes religieuses, explosions sociales, appropriations de territoires...

» Un arbitre finalement englouti par la tourmente

Tout ordre entre des entités souveraines et inégales en force requiert un gardien, un arbitre intervenant lorsque l'équilibre apparaît menacé de disparaître par une puissance particulièrement offensive : France napoléonienne, Allemagne hitlérienne...

L'Angleterre assume cette fonction régulatrice, utilisant longtemps ses capacités financières.

Mais, lors des deux guerres mondiales, elle se ruine, soutenue, non sans conditions, par les États-Unis.







L'équilibre, un ordre idéal ? Un ordre international, monopolisé par une poignée d'États importants, est souvent présenté comme « idéal ». Aucun des acteurs ne domine, tous (au moins les élus) sont égaux ou croient l'être. L'histoire suggère une réalité plus contrastée : seules les grandes puissances du moment sont admises au banquet ; ces puissances ne cessent de se jalouser, toutes sachant que la première défaite les condamne au déclassement.

Un équilibre planétaire tout aussi mouvant

Les guerres des XIX^e-XX^e siècles et surtout les engrenages des crises qui les précèdent et les déclenchent soulignent la fragilité des équilibres, la rapidité avec laquelle ils se disloquent.

» Un équilibre de plus en plus institutionnalisé Dans le sillage du congrès de Vienne (septembre 1814-juin 1815), mettant fin à un quart de siècle de combats extrêmes, les dispositifs d'équilibre sont de plus en plus encadrés, institutionnalisés : réunions régulières (congrès, sommets); secrétariats garantissant le suivi des travaux et l'exécution des décisions ; forces internationales temporaires puis permanentes pour rétablir l'ordre dans les zones troublées.

L'Organisation des Nations unies reste pour le moment la matérialisation la plus achevée de cette institutionnalisation. Le Conseil de sécurité avec, notamment, ses cinq membres permanents – les principaux vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale –, a vocation à être le policier de la planète. Les Casques bleus assurent en principe le retour à la paix civile de régions ravagées par des affrontements armés.

» Des équilibres anarchiques et enchevêtrés

Sous le mécanisme onusien à l'efficacité très incertaine prolifèrent divers équilibres mondiaux et régionaux, souvent flous, toujours évolutifs. Les États-Unis et la Chine gardent, semble-t-il, l'équilibre suprême. Cet équilibre se fragmente en diverses configurations locales, se cristallisant autour des protagonistes de la zone concernée : Méditerranée, Proche-Orient, Asie centrale... La notion d'équilibre demeure pertinente aussi longtemps que le système international est composé d'États souverains et inégaux. En même

temps, l'institutionnalisation, la bureaucratisation de ce système soumettent inexorablement les jeux d'équilibre à un encadrement égalitaire.

Équilibre L'horizon toujours fuyant de l'ordre international

L'essentiel en 5 secondes

- » Dans un monde d'États souverains, celui qui, revendiquant la sécurité absolue, se place audessus des autres, ne peut que susciter leur hostilité afin de bloquer son ambition hégémonique.
- » Les guerres mondiales confirment que les jeux d'équilibre se terminent en affrontements sanglants.
- » Maîtriser ces jeux d'équilibre requiert la stricte subordination des souverainetés à des mécanismes supérieurs de gouvernance.

19 ÉTAT UNE SOUVERAINETÉ REMODELÉE PAR LES BUREAUCRATIES PLANÉTAIRES



Depuis le Moyen Âge, l'édification de l'État moderne en Europe est un processus à deux faces : elle affirme et consolide la souveraineté de l'État, tout en développant, notamment par l'institutionnalisation des relations diplomatiques, une société interétatique transformant radicalement la notion même de souveraineté.

L'État moderne

L'État moderne ou rationnel unifie et homogénéise des territoires (régions, provinces, villes...) en les insérant dans un seul et même cadre juridique, fiscal, policier et militaire. Cette entité peut se percevoir et être perçue comme une totalité séparant de manière absolue intérieur et extérieur. Pour cet État, la guerre est essentielle pour fusionner le carcan du droit et le support humain, l'identité nationale, formant l'État-nation.



» Des limites territoriales linéaires et reconnues

Les frontières des États modernes délimitent des souverainetés distinctes ne se superposant pas. Pour le national, la frontière dessine l'espace où il existe comme citoyen. Le territoire étatique est à la fois une maison, une forteresse et une prison.



» La nationalité, clé d'accès à l'identité juridique Jusqu'à présent l'individu est un être de droit par sa nationalité. Sans nationalité (apatride), aucun passeport, ce document garantissant à son détenteur une sécurité minimale pour circuler à l'étranger.

Le monopole de la force légitime. Le sociologue philosophe allemand Max Weber (1864-1920) définit l'État moderne comme le maître exclusif de la police à l'intérieur et de la défense contre tout agresseur extérieur. Ce monopole ne cesse d'être précaire, mis en cause tant par des délinquances et des trafics de toutes sortes que par des ennemis étrangers. Sur une Terre mondialisée, le territoire étatique ne peut plus être traité comme une totalité impénétrable, les flux franchissant les frontières comme l'eau se faufile dans les murs, des centaines de traités intégrant les compétences étatiques dans des structures multilatérales.

Une souveraineté prise dans les flux et les pactes

L'État se construit en interaction avec les autres États, avec lesquels il se bat mais aussi tisse d'innombrables liens, relations belliqueuses et rapports pacifiques s'entremêlant.

- Des territoires soumis à l'impératif de fluidité Les États commencent par conquérir et piller, puis il leur faut accepter les autres, commercer, négocier, compromettre. Tout État peut verrouiller son territoire, mais le coût est très élevé. L'égalité des États impose la réciprocité, chacun devant être en mesure de tirer profit de ses atouts. La circulation exige de gérer les territoires non comme des bastions clos dans lesquels l'on entre après de minutieux contrôles mais comme des morceaux d'un espace international unique que les administrations étatiques doivent gérer ensemble par des contrôles continus suivant les parcours, qu'il s'agisse de biens, d'informations, de capitaux, de personnes.
- » Une loyauté en négociation permanente L'État-nation classique a pour mission fondamentale la défense de son territoire, le citoyen étant prêt à mourir pour la patrie. Aujourd'hui, l'individu n'appartient plus à son

État. L'ouverture, la porosité des territoires, les moyens de communication permettent aux plus doués, aux plus déterminés de s'affranchir des enracinements hérités et de bricoler leur identité.

» Des surveillances entrecroisées

L'État souverain se trouve pris sous les projecteurs d'innombrables critiques et censeurs : le peuple de cet État, ses mouvements de défense de droits, les médias, les réseaux sociaux, les autres États, les bureaucraties internationales... De bloc opaque, il se transforme en enjeu, en terrain de compétition et de confrontation de multiples acteurs, allant des multinationales à l'homme de la rue. En 1914, les États européens envoient à la mort des millions de jeunes hommes se faisant faucher sans protester (au moins jusqu'en 1917). Un siècle plus tard, ces mêmes États ou plus exactement ceux gardant le même nom consacrent des sommes colossales pour préserver une solidarité sociale chancelante et n'obtiennent de leurs peuples que récriminations. L'État souverain est pour le

rationalisme du XIX^e siècle la fin de l'histoire. Ce n'est peut-être qu'une étape dans la quête de la cité planétaire, vouée, elle aussi, à décevoir ou à produire une énième tyrannie.

État Une souveraineté remodelée par les bureaucraties planétaires

L'essentiel en 5 secondes

- » L'État moderne se construit comme une totalité close et exclusive, une machine de guerre.
- » En même temps, les États se font en interaction les uns avec les autres, devant se reconnaître et apprendre à vivre ensemble.
- » La souveraineté étatique se trouve irrémédiablement enserrée dans des interdépendances et des liens juridiques de plus en plus denses, faisant des États des rouages des gouvernances internationales.

20 ÉTATS-UNIS L'ACCOUCHEUR DE LA MONDIALISATION DÉMOCRATIQUE



Le 20 janvier 2017. L'entrée à la Maison-Blanche de Donald Trump marque, semble-t-il, la fin du siècle américain (1917-2017), durant lequel les États-Unis façonnent l'ordre mondial. Le slogan du nouveau président « America First » paraît signifier le renfermement sur elle-même de la première puissance mondiale depuis le milieu du XIX^e siècle. La puissance exceptionnelle, ralliant par la force mais aussi par sa spectaculaire réussite, la quasi-totalité des sociétés à un modèle occidental, n'est-elle plus qu'un pays comme les autres ?

Le marché et la démocratie universalisés

Les États-Unis cumulent un ensemble de caractères les imposant comme le laboratoire majeur de la modernité et de ses contradictions : isolement géographique, vaste territoire considéré comme offert par Dieu, peuplement par des vagues d'immigration — effaçant les peuples originaires, conviction d'être une nouvelle Jérusalem.



» Les trois guerres du XX^e siècle

 1918. Les États-Unis du président Wilson sont le vainqueur décisif, recevant pour mission de modeler la paix future. Or, en ne ratifiant pas le traité établissant celle qui est leur enfant, la Société des Nations (SDN), ils se renferment dans leur île.

- 1945. Les États-Unis tirent la leçon de leur échec de 1919. Face au rival soviétique, ils instaurent leur ordre en Europe occidentale et dans l'Asie maritime.
- Décennies 1970-1990. Le bloc soviétique s'effondre. Les pays du Sud, de la Chine à l'Inde, de l'Amérique du Sud à l'Afrique subsaharienne, optent non sans équivoques et tricheries pour l'économie de marché et la démocratie pluraliste.

Le 11 septembre 2001. Ce jour-là, deux Boeing, pilotés par des kamikazes de la nébuleuse islamiste Al Qaïda, se jettent contre les Twin Towers, les gratte-ciel les plus sophistiqués de New York. Pour la première fois, les États-Unis sont frappés sur leur territoire. Une peur inconnue s'installe, née d'une vulnérabilité, d'une imprévisibilité dont les Américains s'étaient crus préservés.

» Mission accomplie?

Le défi communiste éliminé, les États-Unis peuvent considérer leur travail achevé et se replier sur eux-mêmes. Mais le promoteur de l'universalisme démocratique est aussi la première des puissances impériales et le gardien – parfois maladroit et brutal – des équilibres mondiaux. L'instauration d'un cadre universel de principes requiert des mécanismes veillant à son respect. C'est, en principe, la raison d'être de l'ONU conçue et voulue par les États-Unis, ces derniers, comme tout État faisant partie de la charte, acceptant de se soumettre aux règles onusiennes. Or, aucun géant ne supporte d'être ligoté même par des obligations qu'il a luimême mises sur pied.

Normalisés?

Toute puissance impériale, afin d'éradiquer toute menace, ne cesse d'être tentée d'accroître son emprise continentale. Trop tard, elle prend conscience de sa « surextension », ses moyens militaires sont insuffisants, les rébellions se multiplient.

» L'inexorable fatigue de la puissance

Les années 1945-1991 marquent l'apogée géopolitique des États-Unis, nouvelle Rome portée par une vision et une élite convaincue de devoir et pouvoir faire accéder l'humanité à la prospérité et à la liberté. Très vite viennent les coups tordus (alliances avec des régimes douteux), les erreurs (enlisement au Vietnam...), les trahisons (après le 11 septembre 2001, utilisation de la torture).

» Être le premier, ou le second, au milieu des autres

Les États-Unis gardent des atouts rares : créativité, quête permanente du nouveau, universités de très haut niveau, enfin les meilleures entreprises dans les domaines de pointe. Mais les États-Unis sont-ils toujours uniques, seuls dans leur catégorie? Ou ne sont-ils plus que le premier dans un peloton de tête de plus en plus compétitif? Près de deux siècles à être « la cité sur la colline », le pays où prend forme le futur! Depuis la présidence Obama (2009-2017), les États-Unis découvrent le poids d'une forme de dopage, d'un excès de tout, des pollutions à l'obésité. En 2017, la présidence Trump ravive le mythe (ou l'illusion) d'une Amérique pouvant sans conséquence tourner le dos au monde et défaire les innombrables

leviers, des bases militaires aux filiales des multinationales, du rayonnement américain. Le repli des États-Unis est largement admis, conduisant les petits à chercher de nouveaux protecteurs, et déchaînant les appétits des candidats aux premiers rôles.

États-Unis L'accoucheur de la mondialisation démocratique

L'essentiel en 5 secondes

- » 1917-2017. Les États-Unis inscrivent la Terre dans un espace unique d'échanges et de références occidentales.
- Empire démocratique, les États-Unis ne peuvent échapper ni à l'usure ni aux convoitises qui rongent tout empire.
- » Les États-Unis, exceptionnels depuis leur naissance, peuvent-ils accepter d'être comme les autres, parmi les autres ? Jusqu'à présent aucune puissance n'a réussi à se résigner à un tel déclassement.

21 FRANCE ENTRE CONTINENT ET OCÉAN



La France est l'enfant du travail patient (certes très inégal) de quarante rois puis de cinq Républiques, rassemblant autour de Paris provinces et villes pour les fondre en une entité unique et homogène nommée la France.

La France vit des effondrements en 1814-1815, en 1870-1871, en 1940-1944. Ces chocs terribles la conduisent au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale à se lancer dans une aventure historique radicalement nouvelle, la construction européenne.

La terre ou la mer?

Pendant deux siècles (XVII^e-XVIII^e), la France est le colosse de l'Europe. Elle défend et étend son territoire, tant vers l'Amérique que les Indes.



Napoléon comme Louis XIV regardent vers le continent. Le conquérant surgit toujours de l'est, cette terre plate et riche, allant de la Manche aux Vosges : Impériaux durant la guerre de Trente Ans (1618-648), Allemands en 1914 puis en 1940. La France tient tête à l'envahisseur et même s'impose temporairement aux États allemands, manipulant leurs dissensions.



» L'Océan, échec historique

Le rêve océanique de la France reste l'affaire d'une poignée d'aventuriers remarquables, de Jacques Cartier à Joseph François Dupleix, peu et mal soutenus tant par la cour que par les faiseurs d'opinion.

Pourquoi le français n'est-il pas la langue planétaire? La France conquiert en Amérique du Nord un formidable espace impérial, la Nouvelle-France, s'étirant des Grands Lacs au golfe du Mexique. La France échoue à peupler cette « Belle Province ». Lors de la guerre de Sept Ans (1756-1763), 85 000 Français s'opposent à 1,5 million de Britanniques. Les Français ne pouvant qu'être vaincus, l'Amérique du Nord parlera anglais!

Le colosse démographique frappé par l'enfant unique

Au lendemain des guerres napoléoniennes (Waterloo, 1815), la France, dont les soldats ont pourtant terrifié les monarchies européennes, se découvre irrémédiablement vulnérable, incapable de défendre seule le sol sacré de la patrie.



» La stagnation au mauvais moment

Alors que les nations européennes (Britanniques, Allemands, Italiens...) connaissent une forte expansion démographique, les Français préfèrent l'enfant unique (ne pas fragmenter les héritages). La grande nation de la Révolution, pays le plus peuplé d'Europe, laisse sa population stagner.

» Une solution insatisfaisante : les alliances

Après la débâcle de 1870-1871 face à l'armée
prussienne, la France de la III^e République doit
assumer son déclin démographique, allongeant
la durée du service militaire, et nouant
patiemment des alliances contre l'Allemagne
(Russie puis Royaume-Uni). Au cours des
décennies 1850-1914, elle réussit tout de même
à bâtir un nouvel empire colonial, en
concertation avec la puissance qui a détruit son
premier empire, le Royaume-Uni.

La construction européenne, pari géopolitique



À l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la France prend conscience qu'il lui faut mettre fin à l'antagonisme franco-allemand. La menace soviétique à l'est en fait un conflit d'autrefois. Le protecteur américain veut exige la réconciliation des deux vieux ennemis.

» Un choix plus ou moins assumé

En 1950, le Royaume-Uni, l'un des trois grands vainqueurs, refusant d'être mis à égalité avec des vaincus, la demi-Allemagne de Konrad Adenauer (la République fédérale d'Allemagne, RFA) ne pouvant assumer qu'un second rôle, la France est la seule initiatrice possible de la construction européenne. Mais elle reste la grande nation, attachée à sa souveraineté, proposant une armée européenne avant de l'enterrer (en 1950-1954, affaire de la Communauté européenne de défense – CED).

» Entre acceptation de la mondialisation et nostalgie de l'isolement

Plus d'un demi-siècle plus tard, le 29 mai 2005, la France rejette le projet de traité constitutionnel européen, pourtant mis au point par une convention présidée par un ancien chef d'État français. Les Français, convaincus de leur universalité, admettent mal que d'autres peuplent se croient aussi universels qu'eux. Pourtant, la France tire sa richesse de l'ouverture, du déploiement mondial des plus grandes

entreprises françaises aux millions de touristes étrangers heureux de frôler le fantôme de Louis XIV à Versailles.

La France revendique une solitude orgueilleuse et romantique, pour se rendre compte qu'elle doit comme beaucoup exploiter ses atouts et se vendre comme une marque.

France Entre continent et océan

L'essentiel en 5 secondes

- » La puissance française, colosse de l'Europe, atteint son apogée aux XVII^e-XVIII^e siècles.
- » Au XX^e siècle, la France, frappée par son déclin démographique, survit et maintient son rang, notamment en s'appuyant sur des alliés décisifs (Royaume-Uni, États-Unis) face à la menace allemande.
- » À l'issue des deux guerres mondiales, la France, tirant la leçon de ses tragiques affrontements avec l'Allemagne, opte pour une rupture historique : promouvoir l'unification de l'Europe, développer dans ce cadre une réconciliation irréversible avec l'Allemagne.

FRONTIÈRES INTOUCHABLES ET CONSTAMMENT MODIFIÉES



Le 31 janvier 1793, le révolutionnaire Georges Danton, dans l'euphorie des victoires contre les monarques européens, réclame pour la France des « frontières naturelles », c'est-à-dire des limites territoriales coïncidant avec des obstacles matériels : montagnes, fleuves, mers... Les frontières, lignes continues séparant des souverainetés étatiques, participent à la formation des États modernes, entités maîtresses de territoires clairement dessinés. Elles photographient les rapports de force : les vainqueurs étendent leur domaine, les vaincus doivent accepter des amputations.

Stabilité des frontières et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Depuis les années 1970, la diffusion du droit international s'accompagne de l'enracinement des principes démocratiques. Mais ces principes à la fois se complètent et se contredisent.



» Un droit international démocratique D'un côté, l'inviolabilité des frontières, l'intégrité des territoires, l'interdiction de les modifier par la force sont reconnues comme des principes fondamentaux d'un ordre international fondé sur l'égalité souveraine des États. De l'autre côté, si la conquête de territoires par les plus forts n'est plus acceptée, un autre mécanisme de modification des territoires paraît être considéré comme inhérent à la démocratie : le droit de tout peuple à disposer d'un État et donc d'un territoire, invoqué notamment par tous ceux se battant dans ce but : Kurdes, Palestiniens...

» Quel est le propriétaire légitime d'un territoire ?

Une terre appartient-elle à ses premiers occupants, à ceux qui sont là depuis toujours ou qui croient l'être, ou aux envahisseurs revendiquant le droit de se l'approprier afin de la mettre en valeur? Ce conflit ne cesse de renaître à travers les siècles (ainsi entre colonisateurs européens et populations d'origine). Tant de sols sont disputés entre plusieurs individus ou communautés, l'issue étant décidée tant par la force que par le droit. Il n'est guère de peuples qui n'obtiennent d'être reconnus qu'après d'âpres combats.

Éclatements d'États. Dans les années 1990, les éclatements d'États s'enchaînent : Yougoslavie, Union soviétique, Tchécoslovaquie. L'argument est toujours le même : détruire des faux États-nations, en réalité des « prisons de peuples », libérer ces derniers. Malheureusement, les États issus de ces fragmentations se révèlent souvent être tout aussi hétérogènes que leurs prédécesseurs (ainsi la Bosnie-Herzégovine, l'Ukraine).

Sacralisation et désacralisation des frontières

Le souci de stabilisation des frontières par le droit international s'accompagne dans les faits de leur instabilité ou de leur brouillage. Des Balkans à l'Ukraine, du Moyen-Orient à la Corne de l'Afrique, que de zones où coexistent et se combattent États, quasi-États, autorités autoproclamées.

» Insaisissable sol de la patrie

Les États revendiquent des **« frontières justes »** coïncidant avec la distribution géographique des peuples. Mais de nombreuses régions, du Kosovo à la Palestine, de l'Ogaden au Cachemire, sont

- regardées comme « étant exclusivement leurs » par plusieurs nations.
- » La persistance de comportements impériaux Le développement du droit international n'abolit pas les réflexes impériaux : Russie avec la Crimée, Inde au Cachemire, Chine avec Taiwan... D'où d'interminables et insolubles contentieux territoriaux.
- » Les frontières comme lieux de coopération
 Traditionnellement, les frontières se présentent
 comme des lignes où se font face et s'ignorent
 deux souverainetés. Chacun chez soi. Cette
 coexistence devient inefficace et dangereuse
 dans un monde de frontières ouvertes et surtout
 poreuses. La frontière est moins un mur
 qu'une zone de passage et d'échange. Les
 États, pour garder le contrôle de leur
 territoire, doivent travailler ensemble, se
 communiquer de plus en plus
 systématiquement des informations (trafics
 officiels ou clandestins), établir des
 mécanismes de cosurveillance.

Les frontières mettent en lumière les contradictions d'un système international juxtaposant ou associant deux géopolitiques : l'ancienne, pour laquelle les territoires





font l'objet d'appropriations exclusives par la guerre ; la nouvelle, centrée sur les flux et les réseaux. Il ne s'agit plus de partager ou de se partager des territoires, mais de manipuler et de contrôler des circulations (biens, capitaux, individus, information...).

Frontières Intouchables et constamment modifiées

L'essentiel en 5 secondes

- » La soumission de la force au droit, la délégitimation des conquêtes rendent en principe très difficile la modification des frontières.
- » Toutefois, le droit des peuples à disposer d'euxmêmes impose de faire coïncider limites territoriales et distribution géographique des communautés humaines. À chaque nation sa terre!
- » En ce début de XXI^e siècle, les tensions territoriales s'amplifient du fait tant de la circulation accrue des individus, des groupes que de la bousculade des revendications.

23 GÉOPOLITIQUE LA SCIENCE ÉQUIVOQUE DE LA PUISSANCE



En 1916, en pleine Première Guerre mondiale, le professeur suédois d'histoire et de science politique, Rudolf Kjellen (1846-1922) forge le terme « géopolitique » : « La géopolitique est l'étude de l'État considéré comme un organisme géographique, ou encore comme un phénomène spatial... » La géopolitique examine la naissance, le développement et le déclin des États, ces derniers étant traités comme des organismes vivants, régis par des lois quasi biologiques.

Une science... scientiste

Le XIX^e siècle européen croit que la science doit et peut tout expliquer, des maladies mentales aux transformations des sociétés ou de l'univers. La géopolitique est le produit parmi des milliers d'autres de cette conviction positiviste ou scientiste que tout peut donner lieu à des principes généraux, valables en tout lieu et en tout temps.



» Un darwinisme sociopolitique

Le naturaliste britannique Charles Darwin (1809-1882) met en lumière que toutes les espèces végétales et animales sont soumises à une compétition permanente pour s'adapter à des milieux eux-mêmes en changement constant. Il en résulte une « une sélection naturelle », les plus aptes survivant en retenant les variations contribuant à leur maintien.

La géopolitique s'inscrit dans le darwinisme social, appliquant aux sociétés et donc aux États la notion de sélection naturelle. L'Europe du XIX^e siècle s'impose comme le meilleur des laboratoires pour observer cette lutte sans fin des États pour croître en puissance et d'abord pour ne pas disparaître.

» Un âge d'or apocalyptique (1914-1945)

La Grande Guerre (1914-1918) montre des États convaincus qu'ils tiennent dans cet affrontement leur ultime chance de survie et de réinvention : Allemagne de Guillaume II, Autriche-Hongrie de François-Joseph...

Ces empires au bord du gouffre rêvent de vastes territoires détenant toutes les ressources stratégiques indispensables. La crise des années 1930, le renfermement des grands États autour de zones protégées par des tarifs douaniers et des contingents donnent aux géopoliticiens une chance historique, celle d'édifier des plans grandioses (et délirants) : Europe allemande, sphère japonaise de

coprospérité de la grande Asie. Tous ces projets finissent en cendres sous les bombes de la grande alliance.



Déterminisme géographique. L'approche déterministe n'envisage que des enchaînements univoques. Ainsi toute puissance continentale n'aurait-elle pas d'autre motivation que de s'étendre (Russie, États-Unis...). Pourtant, des États continentaux (Brésil, Canada...) ne semblent pas être guidés par une expansion systématique. L'énorme Chine, quant à elle, redoute d'être envahie et s'enferme derrière sa Grande Muraille.

De la geopolitik à la géopolitique

La « geopolitik » avec un k est identifiée comme une science nazie. Elle ne peut qu'être emportée par la chute du III^e Reich hitlérien. Pourtant...



» 1945 : la science maudite

À l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la géopolitique sent le soufre. Du scientisme perverti! Or, les deux vainqueurs majeurs ont l'un et l'autre une démarche géopolitique. L'île américaine – les États-Unis – ne peut demeurer isolée en raison de son dynamisme capitaliste et démocratique. Comme l'Angleterre victorienne triomphante, les États-Unis ont un besoin vital d'accès à l'île mondiale – l'ensemble Europe-Afrique-Asie –, d'abord en se déployant économiquement et militairement sur les rivages ou les mers voisines : Europe occidentale, Méditerranée, océan Indien, Japon... L'Union soviétique, maîtresse du cœur de l'Eurasie, enclavée, assiégée par les États-Unis et leurs alliés, est la forteresse du marxisme-léninisme devant tenir jusqu'à la Révolution mondiale qui mettra fin à son siège.

» Un outil parmi d'autres

Aujourd'hui est « géopolitique » toute question prise dans des réalités culturelles exotiques ou difficilement compréhensibles. Par exemple, le conflit israélo-arabe, les poussées de fièvre du Moyen-Orient... L'outil géopolitique se concentre sur les données géographiques et historiques : où, quand, de quelle manière un problème (dispute de territoires, affrontement entre communautés) a-t-il pris



forme? L'approche géopolitique suit le problème pas à pas, commençant par sa naissance, repérant les tournants importants. L'homme est et reste en situation et ne comprend ce qui lui arrive, ce qu'il est que lorsqu'il est conscient de cette situation.

Géopolitique La science équivoque de la puissance

L'essentiel en 5 secondes

- » La géopolitique est typique du scientisme européen, se fixant pour ambition le savoir absolu et définitif sur la puissance.
- » La géopolitique ou plus exactement des géopoliticiens se persuadent d'établir pour leurs États des stratégies établissant des empires de mille ans.
- » La géopolitique, science vouée à la clandestinité après la chute de l'Allemagne hitlérienne, se réinvente en outil d'analyse avec pour spécificité la mise en valeur des facteurs géographiques.

24 GUERRE DÉSIGNER LE FAISEUR ET LE MAÎTRE DE LA PAIX

Pourquoi la guerre ? Pourquoi tout ce sang, ces corps mutilés, ces innombrables vies sacrifiées ? Pourtant, depuis le néolithique, la guerre est modelée par les sociétés comme un affrontement organisé entre des groupes organisés.

» La guerre vise à discipliner, civiliser les hommes

La violence est inhérente à l'homme. Toutes les sociétés tentent de la dompter tant pour éviter qu'elle les détruise que pour la canaliser vers des buts supérieurs : encadrement des élites, défense de la patrie, conquête d'un empire.

» La guerre, en séparant vainqueurs et vaincus, désigne le plus fort. Celui-ci s'octroie la mission ou reçoit pour charge d'organiser et d'administrer la paix aussi longtemps qu'il reste le plus fort.

Les vaincus doivent se soumettre et payer le prix de leur défaite. Les vainqueurs doivent combiner dureté, pour que les vaincus sachent qui est le maître, et flexibilité, afin de ne pas semer des haines insurmontables.

Mais toute guerre réelle est composite et instable. La plupart des victoires sont douteuses,





Un combat douteux

Pour le général prussien Karl von Clausewitz (1780-1831), la guerre est un duel, un face-à-face aux règles bien fixées. La réalité se révèle quelque peu différente.



» Un pari qui ne cesse de déraper

L'initiateur de toute guerre tente un calcul rationnel, espérant que ses gains l'emporteront sur ses pertes. Mais rien n'advient comme prévu. Les combats doivent être courts, ils s'enlisent. Les plans des états-majors sous-estiment l'impact du climat, la médiocrité des voies de communication, bref d'innombrables frictions.

» La victoire, un cheminement incertain

Bien des victoires (comme celle de 1918) laissent le vaincu presque intact, préparant bientôt sa revanche, face à des vainqueurs épuisés, inquiets de devoir reprendre les armes quelques années plus tard. D'autres victoires (ainsi celle de 1945) sont totales, accouchant d'autres conflits, d'abord entre les vainqueurs se disputant avidement le butin.



Des guerres à géométrie variable et évolutive.

Toute guerre est multiple. Ainsi les deux guerres mondiales s'accompagnent-elles de déchirements civils chez les belligérants. Depuis 1945, le recul des guerres classiques de conquête laisse la place à des conflits multiformes, à la fois interétatiques et internes, mêlant haines religieuses, ethniques ou autres, avec, pour enjeu fondamental, les innombrables revendications de peuples à disposer chacun de leur territoire souverain.

Le retour d'une violence chaotique

Le contrôle de la violence par l'État souverain exige un travail sans fin de cet État. Or, la mondialisation et la démocratisation bouleversent la problématique.



Décomposition et recomposition du monopole de la force légitime

Selon la formule célèbre du sociologue allemand Max Weber (1864-1920), l'État moderne se définit par sa maîtrise exclusive de la force, à travers la police à l'intérieur et l'armée contre les menaces extérieures. Le développement d'un système interétatique contraignant (en premier lieu,

l'Organisation des Nations unies), la multiplication des flux et des réseaux liant et pénétrant les territoires étatiques font que ces territoires ne sont plus des espaces clos, isolés de l'extérieur. Les moyens d'expression des individus, des groupes placent les États, en particulier leur emploi de la force armée, sous des surveillances multiples et croisées. La guerre, toujours hasardeuse, l'est encore plus qu'autrefois!

» Contrôler un territoire au XXI^e siècle

S'approprier un territoire, défendre son territoire, telles sont et restent les motivations fondamentales de la guerre. En principe, les armes d'un conquérant vainqueur lui suffisent pour imposer son ordre. Mais les territoires ne peuvent plus être fermés hermétiquement, les échanges avec l'extérieur se faufilent partout, les populations montrent une imagination infinie pour ne pas se soumettre. Comme le démontrent toutes les interventions dites humanitaires depuis les années 1990, le contrôle d'un territoire par la force sombre dans le chaos s'il bute contre la passivité des occupés.



La violence échappe aux États et les déborde tant par les délinquances de toutes sortes que par la prolifération « démocratique » du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La guerre interétatique subsiste et subsistera, mais elle n'est plus que la moins incontrôlée des violences.

Guerre Désigner le faiseur et le maître de la paix

L'essentiel en 5 secondes

- » Depuis le néolithique, la guerre vise à désigner le plus fort, celui qui sera en principe capable d'instaurer la paix.
- Toute guerre est un pari hasardeux, donnant lieu à de surprenants retournements.
- » La guerre est un mode précaire de contrôle de la violence. Or, cette dernière échappe à l'emprise des États, la guerre se décomposant et se recomposant en des formes anarchiques : bandes armées, terrorismes, guérillas...

25 HAUSHOFER (KARL) (1869-1946) L'INGUÉRISSABLE NAÏVETÉ DU PENSEUR



out chez Haushofer se confond avec l'ascension et la chute de l'Allemagne des années 1870-1945 : naissance dans un milieu bourgeois et intellectuel ; jusqu'à la cinquantaine, carrière d'officier, le conduisant au Japon ; après la défaite de 1918, intense activité intellectuelle, faisant de Haushofer le fondateur de la géopolitique allemande ; en 1945, interrogatoire par les forces américaines d'occupation, libération et suicide.

Le géopoliticien et le Führer

Hitler aurait été un géopoliticien en action. Mais la réalité se révèle un peu plus compliquée. Le Führer est-il tout de même influencé par le penseur de la geopolitik allemande ?

» Une relation épisodique

Le 4 avril 1919, Haushofer fait la connaissance de Rudolf Hess, l'un des proches d'Hitler – alors un agitateur parmi des centaines d'autres dans une Allemagne en pleine tourmente.

Entre 1922 et 1938, par l'intermédiaire de Hess, Haushofer rencontre, semble-t-il, Hitler une dizaine de fois. Il ne reste aucune trace de leurs conversations.

» Haushofer et le III^e Reich

Haushofer reste en marge de l'Allemagne hitlérienne. Il n'est pas membre du parti nazi. C'est un nationaliste conservateur, attaché à regrouper tous les Allemands de souche (Volksdeutsche) au sein d'une Grande Allemagne. L'empire de mille ans que veut bâtir Hitler est, pour Haushofer, un dangereux délire ne pouvant mener qu'au désastre.

Haushofer s'enferme et se réfugie dans le travail « scientifique », ne pouvant reconnaître que la géopolitique est une discipline en situation, dans laquelle l'analyse ne saurait se dissocier d'une perspective politique.



Le suicide de Karl Haushofer. Le 10 mars 1946, Haushofer (77 ans) et sa femme – d'origine juive – se suicident. Le 20 juillet 1944, le fils de Haushofer, Albrecht, avait fait partie conspiration anti-hitlérienne ; arrêté par Gestapo, il a été exécuté en avril 1945. Après la d'Albrecht, mort la défaite apocalyptique du 8 mai 1945, l'interrogatoire par des soldats américains enfoncent Haushofer dans l'impasse où se retrouvent tous ceux qui, au nom d'un incontestable patriotisme, se sont soumis à la folie haineuse d'Hitler.

Une double et tragique incompréhension

Le rapport, finalement inexistant entre Haushofer et Hitler, ne fournit qu'une énième illustration du faux dialogue entre le penseur, anxieux de poser en conseiller du prince, et le tyran qui n'attend du penseur qu'une admiration inconditionnelle de son génie.



Pour le penseur – ici, le géopoliticien –, un pouvoir digne de sa mission doit réaliser l'utopie, créer enfin la société parfaite : république idéale de Platon, Genève de Calvin... Le tyran se définit par un sens aigu du pouvoir ; la matérialisation de l'utopie n'est qu'un instrument au service de ce pouvoir que seul, à ses yeux, le tyran est apte à exercer : Staline puis Mao déchaînant périodiquement la terreur ou le chaos afin de rappeler aux pauvres humains qui est le démiurge. Le penseur est soit englouti, soit exilé! Alexandre le Grand est l'élève d'Aristote, mais rien n'indique dans son extraordinaire épopée la mesure, la rigueur qui font du philosophe grec l'un des fondateurs de la rationalité occidentale.

» Quel rôle pour la géopolitique?

Pour Haushofer, la géopolitique est une science avec des lois que le politique doit respecter. Il coule dans un langage « scientifique » l'aspiration nationale omniprésente dans l'air du temps. Tous les Allemands dans une seule et même Allemagne! La géopolitique bute alors contre un défi probablement insoluble, celui de l'espace vital (*Der Lebensraum*). Un grand peuple doit être maître de toutes les ressources stratégiques dont il a besoin et édifier un « panespace » : pangermanisme, panasiatisme, panaméricanisme...

Haushofer n'oublie pas qu'il y a autour des Allemands d'autres peuples exprimant le même souci d'espace vital. Hitler, pour sa part, n'a pas les scrupules du savant. L'empire hitlérien se procure par un pillage assumé ce dont il a besoin, élimine ou réduit en esclavage les populations qu'il soumet. La force se suffit à elle-même.

Haushofer prend-il conscience de ces contradictions? Peut-être... Mais, avec Hitler, la démarche scientifique du géopoliticien, si présente dans l'Allemagne triomphante de Bismarck puis de Guillaume II, se trouve enveloppée, emportée, écrasée par la lame de fond souterraine du génie allemand, son pessimisme romantique.

Haushofer (Karl) (1869-1946) L'inguérissable naïveté du penseur

L'essentiel en 5 secondes

- » Karl Haushofer représente sans doute la plus parfaite incarnation de la geopolitik : allemand, convaincu de développer une science et d'avoir identifié les clés de la puissance.
- » La relation avec le chef (Hitler) est brève et marquée par le malentendu.
- » En 1946, Haushofer se suicide, prenant probablement acte du tragique échec de son ambition scientifique.

26 HEARTLAND Y A-T-IL UN CENTRE DU MONDE?



Le 25 janvier 1904, devant la Royal Geographic Society, l'un des plus brillants produits de l'Angleterre victorienne, Halford J. Mackinder (1861-1947), prononce une conférence sur « Le pivot géographique de l'histoire ». Celui qui tient le cœur du monde (Heartland) – nord et intérieur de l'Eurasie, s'étendant de l'Arctique à l'Asie centrale, de la Baltique à la mer Noire – tient le monde, explique-t-il. La thèse fait grand bruit et ne cesse de hanter la géopolitique, fournissant ou paraissant fournir la clé d'une puissance totale et absolue. Qu'en est-il vraiment ?

Une centralité géopolitique en situation

De l'âge d'or de l'Empire romain sous Auguste aux grandes découvertes (XV^e-XVI^e siècles), l'Asie centrale peut être considérée comme l'axe du monde. Cette position ne résulte que d'une conjoncture géohistorique.



» La route de la soie

Tout au long du Moyen Âge, les pistes entre Méditerranée et Asie (la route de la soie) constituent la liaison vitale de l'époque, assurant les échanges de soie et d'épices, produits à très haute valeur ajoutée. Celui qui contrôle cette voie règne sur le premier des empires (paix mongole du XIIIe siècle).

» Contournée

L'accès par les océans Atlantique et Indien des navigateurs européens à l'Asie insulaire et enfin à la Chine déprécie brutalement l'Asie centrale. Ce n'est plus qu'une zone marginale pour empires de seconde catégorie (Empire ottoman, Iran, Turquie). Au début du XX^e siècle, la construction du Transsibérien paraît installer une voie ferrée de la soie, mais le chaos de la Chine, la Révolution soviétique excluent que l'Asie continentale devienne un marché sûr, ouvert à toutes les circulations.



Le terrain géopolitiquement décisif ?

De 1941 à 1945, l'Allemagne hitlérienne et l'Union soviétique de Staline se livrent une lutte à mort pour le *Heartland*. La partie centrale ne s'en déroule pas moins sur les océans Atlantique et Pacifique, où se joue le futur ordre mondial : serat-il gouverné par la première puissance du monde, les États-Unis, ou par deux empires totalitaires (Allemagne et Japon) ? La Grande Guerre patriotique russe, atrocement destructrice, n'est qu'un théâtre secondaire d'une partie planétaire, dont le protagoniste décisif est l'Amérique de Franklin D. Roosevelt.

» La route de la soie réinventée

En ce début de XXI^e siècle, la Chine dans la course pour la puissance suprême se fait la promotrice d'une double autoroute entre Europe et Asie, l'une continentale (*One Belt*) reprenant plus ou moins le tracé de l'ancienne route de la soie, l'autre maritime (*One Road*) prenant appui sur les ports – les premiers du monde – de l'Asie. Cette nouvelle route de la soie ne peut être l'axe du monde comme l'ancienne l'était, l'Eurasie

n'étant plus le monde, mais un de ses morceaux. L'avenir de la Chine se joue certes dans l'espace continental s'étirant de la Sibérie à l'Europe, mais aussi dans l'océan Pacifique.

La puissance indissociable d'un centre?

L'idée d'un centre d'où rayonnerait toute puissance fait partie des mythes que l'homme ne cesse jamais de se raconter. Ce centre conférerait un pouvoir absolu et indestructible.

Le Heartland, un vide toujours à prendre

La zone entre l'Oural et la Chine, la Sibérie, fait
partie des eldorados que leurs températures
extrêmes ou leurs moustiques protègent (au
moins temporairement) de l'avidité des hommes.

Ce Heartland attire les convoitises pour les
décevoir tant son exploitation est dure. La Russie
des tsars puis l'Union soviétique de Staline se
lancent dans des colonisations forcées (bagnes
puis Goulag) mais échouent à faire de la Sibérie
un Far East à l'américaine. En ce début de XXIe
siècle, la Chine se lance à son tour dans
l'aventure. L'accroissement spectaculaire des
capacités techniques dont disposent les hommes

rendrait cette fois-ci possible une réelle colonisation. Mais les Russes s'accommoderontils d'une immense amputation ?

Encore et toujours, contrôler la circulation Chaque civilisation, chaque État un peu important aime à s'autoproclamer le centre du monde. La plupart des époques s'organisent en fait autour de plusieurs centres. La constitution de la Terre en un espace unique d'échanges par les puissances européennes impose un Heartland économique éphémère : tour à tour Amsterdam, Londres, New York, peut-être demain Shanghai. Le cœur du monde peut se croire le centre du pouvoir planétaire. Mais flux et réseaux se

déplacent. Le *Heartland*, à son tour, se fait

nomade.



Heartland Y a-t-il un centre du monde?

L'essentiel en 5 secondes

- » Le maître du cœur de l'Eurasie au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient et de la Sibérie tiendrait le monde.
- » En réalité, toute centralité géopolitique est indissociable des liaisons, des configurations de l'époque.
- » Le ou les centres du monde varient dans le temps et l'espace en fonction des flux et des réseaux, euxmêmes se modifiant en permanence.

27
HITLER (ADOLF)
(1889-1945)
LES NOCES
SANGLANTES DE
L'IDÉOLOGIE ET DE
LA GÉOPOLITIQUE



Entre novembre 1918 et janvier 1933, en moins de quinze ans, un raté, un misérable caporal, l'Autrichien Adolf Hitler, accède au pouvoir suprême dans l'un des États les plus civilisés d'Europe, l'Allemagne. Les analyses les plus sophistiquées ne peuvent expliquer cette ascension fulgurante d'un mégalomane haineux, enfermé dans ses monologues obtenant des masses allemandes toutes les soumissions.

Pourtant, Hitler est l'homme d'un authentique pari géopolitique. Ce pari pouvait-il réussir ?

Un pari géopolitique

Hitler est bien un maniaque prisonnier d'un magma de haines extrêmes. Il n'en incarne pas moins une nation, l'Allemagne de la défaite et de la crise, assoiffée de revanche.



» L'Allemagne de 1933

Au tournant des XIX^e-XX^e siècles, l'Allemagne a la conviction d'arriver trop tard au banquet de la puissance, tout ou presque (terres à coloniser, marchés...) étant déjà partagé. En 1929-1932, l'Allemagne, étouffant déjà sur un territoire trop petit, se trouve brutalement frappée par le krach, la contraction des crédits, le chômage de masse et la fermeture des marchés étrangers.

Pour Hitler, l'extérieur, manipulé par les juifs, veut étrangler l'Allemagne. La guerre est inévitable tant pour briser l'arrogance et l'égoïsme des rivaux de l'Allemagne que pour régénérer des Allemands pris dans un étau entre communisme soviétique et capitalisme judéo-américain.

» Le coup de poker

Pour Hitler, l'Allemagne, coincée au centre du continent européen, dépourvue de matières premières vitales (en premier lieu, de pétrole), dispose, au début des années 1940, d'une étroite fenêtre d'opportunité pour conquérir l'espace autosuffisant auquel, selon elle, elle a droit. L'Angleterre et la France ne veulent pas se battre. L'allié vital, les États-Unis, ne se montre pas disposé à sortir de son isolationnisme. L'ours soviétique s'autodétruit par les purges répétées de ses élites. L'Allemagne, en frappant vite et fort, peut faire de l'Europe continentale une forteresse imprenable.





L'ennemi juif. Le combat d'Hitler (*Mein Kampf*) se veut une lutte titanesque entre un ennemi diabolisé, le juif, et le peuple allemand, chevalier de la race aryenne. La haine du juif, l'obsession d'un complot juif donnent à Hitler son idée motrice : la guerre est l'épreuve indispensable qui sauvera ou perdra les Allemands. Soit ils triomphent, régnant sur le monde pour mille ans. Soit ils sont vaincus et ne méritent même pas de survivre.

Hitler pouvait-il l'emporter?



Vaincre avant que se déchaînent les forces colossales américaine et soviétique, tel est le pari hitlérien. 1940, avec la débâcle de la France, semble promettre le succès de ce calcul.



» L'immensité russe

En juin 1941, la force allemande se jette sur l'Union soviétique, capturant des millions de prisonniers. Plus les victoires sont impressionnantes, plus elles promettent aux Allemands une défaite catastrophique : hostilité croissante des populations, approche du terrible

hiver, infini de la plaine russe... Dès l'été 1941, les militaires allemands les plus lucides savent qu'ils ont perdu.

» L'Océan mondial, encore et toujours

Tout comme lors de la guerre de Sept Ans (1756-1763) puis des guerres de la Révolution et de l'Empire (1792-1815), celui qui tient la mer remporte la victoire.

L'Allemagne victorieuse de 1940-1941 est prisonnière du continent qu'elle domine avec une poigne d'acier. Elle manque de l'essentiel et surtout de pétrole. Les guerres se gagnent finalement sur les champs de bataille, mais soldats, chars, avions ne marchent qu'approvisionnés, le courage ne suffit jamais!

Le pari d'Hitler a quelque chose d'insensé.

Mais, durant les années 1930, le colosse américain est à terre, enfermé dans un isolationnisme égoïste. L'Europe s'offre, proie facile prête à se livrer au plus cynique des maîtres. Heureusement, l'histoire connaît toujours des tournants surprenants.

Ce que confirme la descente aux enfers des douze ans du III^e Reich, c'est le lien nécessaire



entre idéologie et géopolitique. Toute géopolitique est sous-tendue par une vision – parfois insensée et dangereuse – du monde et de l'homme. Hitler croit être le vrai Messie, celui qui donnera aux Allemands leur Royaume, un empire allant de l'Atlantique à la Sibérie, gouverné par une race de seigneurs. Le plan d'Hitler se veut une utopie globale, la géopolitique étant au service de sa réalisation.

Hitler (Adolf) (1889-1945) Les noces sanglantes de l'idéologie et de la géopolitique

L'essentiel en 5 secondes

- » Hitler est bien mû par un authentique pari géopolitique, indissociable de l'esprit du temps.
- » Hitler ne pouvait probablement pas l'emporter.
- » Son génie diabolique réside sans doute dans sa transformation d'une problématique géopolitique en un crépuscule des dieux déchaînant les pires délires de l'homme.

28 IDÉOLOGIE TOUTE GÉOPOLITIQUE EST IDÉOLOGIE



a géopolitique, comme tant de sciences humaines, se rêve objective, débarrassée de toute subjectivité. Cette science serait enfin un savoir absolu et éternel. Les principes, les lois de la géopolitique s'appliqueraient en tout lieu et en tout temps. La géopolitique n'en est pas moins issue d'un environnement historique précis : l'Europe et les États-Unis des années 1850-1914.



La géopolitique, ou plus exactement la géopolitique scientiste au tournant des XIX^e-XX^e siècles – comme le positivisme comtien et le socialisme marxiste – se revendique a-idéologique ou post idéologique, bâtissant une connaissance totale et définitive du monde et de l'homme, dépassant ou transcendant les subjectivités idéologiques. Dans cette perspective, est idéologique tout ce qui fournit aux hommes des cadres, des clés pour déchiffrer le monde. Or, ces leviers deviennent inévitablement des mécanismes d'enfermement dans une représentation se figeant en idées toutes faites, en préjugés.

La géopolitique, science absolue

La géopolitique croit ou veut naître a-idéologique, notamment face au capitalisme et au socialisme qui, eux, réduisent l'homme soit à un manipulateur de capital, soit à un prolétaire.



» Des entités immuables et intemporelles

La géopolitique scientiste traite d'entités *a priori* claires : l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, les

États-Unis, la France... Ces États, ou ces nations, ou ces États-nations sont semblables à des individus ou à des personnages avec des caractères physiques et moraux bien définis. L'Allemagne est autoritaire et dominatrice, l'Angleterre perfide et impériale, la France prompte à s'emporter mais enracinée dans sa terre... Chaque peuple se définit par une psychologie plus forte que les changements de régime ou d'idéologie.



Le cas français. Depuis la fondation de monarchie capétienne, la France suivrait toujours même géopolitique : s'opposer à toute la hégémonique, qu'elle démarche émane de l'empereur allemand ou du pape romain ; affirmer la souveraineté du roi puis de la République. Cette approche escamote la rupture de la Révolution française. La République reste souvent fidèle au pragmatisme de la monarchie (alliance avec la Russie tsariste) mais il lui arrive de mener une politique idéologique (à l'issue de la Première mondiale, destruction Guerre de l'Autriche-Hongrie, ce qui accroît au cœur de l'Europe le poids de l'Allemagne).

» Les irruptions de l'idéologique

En 1914-1918, l'affrontement s'ouvre comme une lutte géopolitique entre des puissances établies (Royaume-Uni, France) et un colosse émergent (Allemagne). En fait, le combat est aussi idéologique entre démocraties et monarchies de droit divin. Mais idéologique et géopolitique ne coïncident pas : la Russie tsariste est l'alliée des démocraties. En 1917-1918, le bouleversement

idéologique – fin de tous les empires centraux – se confond avec l'antagonisme géopolitique, les quatre ex-empires (Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie et Empire ottoman) se retrouvant parmi les vaincus du conflit.

Géopolitique et idéologie ne cessent de s'entremêler et d'interagir, toute entité politique ayant une identité idéologique, toute idéologie devant s'incarner dans une ou des entités politiques pour exister dans l'épaisseur de l'histoire.

La géopolitique est, elle aussi, idéologique

La géopolitique, depuis sa création, repose sur des fondements ou des postulats idéologiques.

- » Le produit du darwinisme sociopolitique La géopolitique (comme le marxisme) peut être analysée comme l'une des expressions du darwinisme sociopolitique, pour lequel toute vie – notamment sociale et politique – est régie par une lutte sans fin entre les parties prenantes, la victoire revenant aux mieux adaptés.
- » La géopolitique au XXI^e siècle, entre macro et micro

Les outils géopolitiques, en premier lieu l'attention privilégiée donnée aux facteurs territoriaux, restent essentiels à l'époque de la mondialisation et des dynamiques démocratiques. Toute idée se territorialise. D'un côté, les enjeux écologiques mais aussi économiques, sociaux, politiques imposent une macrogéopolitique, traitant la Terre entière comme une unité territoriale créée par les flux et les réseaux. De l'autre côté, la multiplication des revendications suggère une microgéopolitique, regardant les territoires comme des puzzles dont les pièces seraient constamment redessinées et redistribuées.

Idéologie Toute géopolitique est idéologie

L'essentiel en 5 secondes

- » La géopolitique, comme nombre de sciences ou plutôt de disciplines humaines, se rêve absolue, objective et intemporelle.
- » La géopolitique, ses métamorphoses obéissent à l'esprit du temps. Elles en véhiculent les modes et les préjugés.
- L'appréhension du substrat idéologique de toute géopolitique aide à mieux saisir le poids de la géographie et de l'histoire sans lesquelles il n'y a pas de géopolitique.

29 JAPON INACCESSIBLE OCCIDENTALISATION



Le Japon est d'abord et reste « *l'île nue* » (Kaneto Shindō, 1960), l'archipel aux très maigres ressources, où l'homme ne cesse d'être jeté à terre par les secousses de la nature et les coups de boutoir de l'histoire (11 mars 2011, catastrophe écologique de Fukushima). Pour faire face à ces colères périodiques, les Japonais combinent une soumission extrême à l'ordre du monde, la quête du raffinement dans les actes les plus quotidiens et un sens aigu de l'éphémère. La beauté est là pour disparaître.

Le Japon est pourtant le seul à relever avec une audace remarquable le défi que lui jette l'Occident dans la seconde moitié du XIX^e siècle : « Égale-moi si tu peux ! »

Le défi impossible

Le Japon finit par se soumettre à la force des circonstances mais, loin d'en être récompensé, il se retrouve lourdement puni!

» La révolution Meiji (1868-1912)



En 1853, le Japon est ouvert à coups de canon par l'amiral américain Matthew C. Perry. Le Japon, pays fermé et méfiant, admet très vite qu'il n'a pas d'autre alternative que de copier le plus fort. En quarante ans (fin des années 1860-fin des années 1900), le Japon devient une puissance

industrielle, copiant ce qui lui paraît le meilleur en Occident : parlementarisme britannique, structures militaires prussiennes... Le Japon triomphe tour à tour de la Chine (1894-1895) puis de la Russie (1904-1905), édifiant un empire colonial à l'européenne (Formose – Taiwan, Corée).

Le Japon s'enfonce dans d'insupportables contradictions. Il se pose en porte-parole des peuples non européens, en libérateur des races opprimées ; cela ne l'empêche pas de mener une colonisation brutale. Cette course pour s'occidentaliser ne fait pas admettre le Japon dans le club des puissances établies. Le Japon reste un « jaune » parmi des « blancs ».

Hiroshima (6 août 1945). Le Japon est le seul pays à avoir été frappé deux fois (Hiroshima puis Nagasaki) par l'arme atomique, mise au point par les États-Unis. Le président Harry S. Truman, considérant qu'un débarquement dans l'archipel entraînerait des pertes colossales de vies américaines, décide de contraindre le Japon à une capitulation sans conditions. Le Japon se soumet, n'obtenant qu'une concession : le maintien d'un empereur... privé de toute aura divine !

» 1945, le Japon année zéro

La crise des années 1930, l'écroulement de ses exportations poussent le Japon à se lancer dans l'acquisition d'un empire autosuffisant en Chine et, au-delà, en Asie du Sud-Est. L'aventure tourne au désastre : enlisement dans une masse impossible à dominer ; agression des États-Unis (Pearl Harbor, 7 décembre 1941). On ne frappe pas un géant impunément!

En 1945, le Japon est pour la première fois de son histoire occupé par un vainqueur tout puissant. N'ayant droit qu'à une force d'autodéfense, il deviendra une démocratie commerçante. Sa réussite est si éclatante que, dans les années 1980, le protecteur américain s'agace de cette insolente métamorphose.

Tenir malgré tout

Le Japon montre une impressionnante capacité de renaissance, préservant, ou paraissant préserver, son identité pluriséculaire.

» Piégé par un modèle dépassé?

Le Japon, comme l'autre grand vaincu de 1945, l'Allemagne, maintient, semble-t-il, un modèle économique et social hiérarchisé, liant industrie et finance en une cohésion organique. Mais, inexorablement, le système se pétrifie, affecté par des maux majeurs : fort vieillissement de la population ; endettement national très lourd ; secteur bancaire sclérosé...

» Tenir dans une Asie-Pacifique, nouveau centre du monde

En 1979, le Japon est perçu comme la grande puissance du futur (*Japan, Number One*, Ezra Vogel). Le Japon serait le premier État postmoderne, tiré par les technologies les plus avancées. Mais la géopolitique la plus classique

rappelle que le poids de tout pays dépend à la fois de ses atouts et de son environnement. Depuis les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale, l'Asie maritime décolle, s'imposant comme la zone la plus dynamique. Le pionnier japonais est rattrapé et bousculé tant par ses voisins (en premier lieu, Corée du Sud) que le colosse chinois. Les deux éléphants de la zone, les États-Unis et la Chine, cherchent une relation qui ne soit pas trop conflictuelle, le Japon ne pouvant qu'observer. Alors peut-il espérer ne pas être pris entre ces deux maîtres et retrouver une liberté de manœuvre ? Peut-être...

Japon Inaccessible occidentalisation

L'essentiel en 5 secondes

- » Le Japon peut être défini comme un archipel entre une masse continentale, la Chine, et une immensité océanique, longtemps trop vaste pour y échanger, le Pacifique.
- » Au tournant des XIX^e-XX^e siècles, le Japon est le seul État non occidental à entrer d'emblée dans la compétition mondiale pour la puissance économique, militaire, politique et même impériale.
- » Le Japon paie ce choix par son anéantissement en 1945. Il doit non sans humiliations vivre entre les deux géants de la planète, les États-Unis et la Chine.

30 MÉDITERRANÉE UN CENTRE DU MONDE PRISONNIER DE SON ENCLAVEMENT



De la fin des guerres puniques (− 146 av. J.-C.) à la prise de Constantinople par Mehmet II le Conquérant (1453), la Méditerranée peut se croire le centre du monde. Mais depuis cet âge d'or, elle n'est plus qu'une mer enclavée, dépréciée par l'amplification des flux économiques océaniques. De plus, elle devient un champ d'affrontements, mais aussi de dialogues entre chrétienté et islam.



Alors la Méditerranée retrouvera-t-elle un jour une forme d'unité ?

Une mer entre des terres

L'unité de la Méditerranée est faite par Rome. Cet été de la Méditerranée dure un bon millier d'années, non sans conflits et divorces.



» Mare Nostrum

La paix romaine fait de la Méditerranée une mer intérieure, tenue ensemble par de multiples échanges et par la force des légions. Seule la Perse est une menace proche. La Chine est si loin, n'existant que par la soie dont raffolent les riches Romaines.

» Un champ de bataille marginalisé

La fragmentation de la Méditerranée commence au sein même de l'Empire, tiraillé entre ses deux capitales, Rome et Byzance. Au VII^e siècle, l'éruption de l'islam fait de la Méditerranée le grand terrain d'affrontement entre les deux monothéismes.



Tandis qu'au XVI^e siècle, Venise, la papauté et l'Empire ottoman s'épuisent dans un combat incertain, le sort de la Méditerranée se joue ailleurs, dans les océans Atlantique et Indien. La Méditerranée attirait vers elle les richesses de l'Orient (tissus, épices...), ces dernières affluent désormais, après une escale au bout de l'Afrique australe, à Amsterdam puis à Londres.

» Colonisation et décolonisation

Au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e, la Méditerranée redevient une mer européenne sous la double garde des deux premières puissances coloniales, le Royaume-Uni (avec l'Égypte pour pivot) et la France (Maghreb), se surveillant mutuellement. Cet épisode s'achève avec le reflux au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Un mur ou un pont?



Même dans les périodes d'affrontement (croisades aux XI^e-XIII^e siècles, avancées ottomanes aux XV^e-XVI^e siècles), la Méditerranée demeure un lieu d'intenses échanges, notamment commerciaux et intellectuels.

Les migrations, bouleversement géopolitique.

Depuis 2015, les migrations venant de l'est et du sud de la Méditerranée augmentent brutalement, jetant sur les rivages de l'Europe méridionale des centaines, des milliers de malheureux. L'Union européenne (UE) prend peur et se divise. L'UE doitelle et peut-elle ériger une protection étanche entre les deux parties de la Méditerranée, alors que tout, des valeurs aux technologies, facilite et même encourage la circulation ?



» Construction européenne et nationalismes arabes

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, les deux rives de la Méditerranée s'engagent sur des voies qui les éloignent. L'Europe, rompant avec ses siècles de guerre, s'engage dans un processus d'unification, levier pour lui donner une place propre sur une terre mondialisée. Les pays arabes au sud peinent à trouver un authentique

développement économique et à instaurer des structures politiques prenant en compte les mutations de la modernité, comme si ces sociétés échouaient à dépasser leur culture millénaire centrée sur des clans et sur un partage immuable des rôles de l'homme et de la femme.

» La Méditerranée, plaque tournante

La Méditerranée du XXI^e siècle est-elle appelée à être traversée par une muraille infranchissable ou sera-t-elle un pont entre Europe et Afrique ? Telles sont les questions de la géopolitique du XXI^e siècle : appréhender tout territoire dans son environnement planétaire ; saisir, au-delà des États, les masses continentales – Europe, Afrique... – et leurs articulations ; analyser les territoires moins comme des proies à capturer que comme des carrefours où se rejoignent et se séparent flux et réseaux.

La Méditerranée peut-elle renaître comme un carrefour de civilisations ? Dans l'Antiquité, les pôles de civilisation se développent loin les uns des autres, entretenant des contacts précaires et intermittents. Aujourd'hui, voici la Terre toute petite du fait des activités humaines ! La

Méditerranée ne saurait être une totalité isolée, il lui faut accepter mélanges et synthèses inattendus. Alors beaucoup dépend de l'intelligence des hommes.

Méditerranée Un centre du monde prisonnier de son enclavement

L'essentiel en 5 secondes

- » Pendant environ mille ans, la Méditerranée, unie par Rome, est un centre du monde parmi d'autres comme la Chine ou l'Amérique centrale.
- » Les ruptures historiques viennent moins des affrontements au sein de la Méditerranée que de son contournement aux XV^e-XVI^e siècles par l'expansion de la navigation océanique.
- En ce début de XXI^e siècle, le choc géopolitique majeur vient bien des migrations du Moyen-Orient et d'Afrique, confirmant que la Méditerranée est désormais un grand lac.

31 MEXIQUE SI LOIN DE DIEU, SI PRÈS DES ÉTATS-UNIS

Le Mexique est l'une de ces nombreuses puissances potentielles auxquelles l'histoire tend un instant la main pour les hisser au centre de la scène mondiale et les repousser très vite. L'histoire n'apprécie pas qu'on l'emprisonne, retirant brutalement son soutien que l'on veut croire acquis pour l'éternité. Les possibles géants, comme le Mexique, sont-ils des élus ou des damnés ? La formule de l'un des présidents du Mexique, Porfirio Días (1830-1915), à propos de son pays : « Si loin de Dieu, si près des États-Unis », met en lumière la question que soulèvent ces colosses boiteux : Les Mexicains sont-ils victimes d'une injustice divine ou fabriquent-ils leur échec, leur malheur ?

Deux fois terrassé

Le Mexique, à la charnière des deux Amériques, est submergé et modelé par deux cataclysmes, l'un et l'autre plaçant ce pays et son peuple devant des adversaires ressentis comme invincibles.



» Au début du XVI^e siècle, l'anéantissement de l'empire aztèque par les Espagnols

L'empire aztèque (1430-1521) est, avec l'Empire inca, l'une des deux ultimes constructions géopolitiques de l'Amérique précolombienne. Ces deux ensembles écrasants pour les populations locales sont réduits en cendres par les

envahisseurs espagnols disposant de forces inconnues : chevaux, armes à feu et même microbes contre lesquels les Amérindiens ne sont pas immunisés. Le Mexique moderne est l'enfant de ce traumatisme, qu'il tente de s'approprier en combinant, dans une exaltation baroque de la mort, catholicité et rites d'avant la catastrophe.

» Aux XIX^e et XX^e siècles, l'ascension écrasante des États-Unis

En 1821, le Mexique accède à l'indépendance. Enlisé dans un enchevêtrement de conflits internes, le pays bute contre la formidable ambition des jeunes États-Unis. En 1848, ces derniers avalent l'immense nord du pays, du Texas à la Californie. En 1864-1867, le Mexique tombe sous la brève domination de la France de Napoléon III, retrouvant son indépendance avec l'aide du grand frère nord-américain.



La Révolution institutionnelle. Comment exister entre une Église omniprésente, imposée par l'Espagne, et les États-Unis à l'insatiable volonté de puissance ? Le Mexique opte pour la révolution permanente et institutionnelle. Les héros mexicains sont des paysans-justiciers mourant assassinés : Emiliano Zapata, Pancho Villa... Des années 1920 aux années 1980 règne le parti révolutionnaire institutionnel (PRI), enfermant le Mexique dans un étatisme corporatiste.

À nouveau la malédiction nord-américaine

Dans les années 1980, le Mexique, quelque temps porté par ses ressources pétrolières mais à deux reprises frappé par la chute des prix des hydrocarbures (faillite de l'État mexicain en 1982 puis en 1994), non seulement s'ouvre mais noue avec les États-Unis un rapport, semble-t-il, moins déséquilibré. Avec, en 1994, lancement de l'Accord de libre-échange nord-américain — ALENA ou NAFTA, incluant les États-Unis, le Canada et le Mexique).

» 1980-2000 : le Mexique normalisé sous l'aile américaine.

Dans les dernières décennies du XX^e siècle, le Mexique sort de son isolement et s'intègre dans l'économie mondiale. La frontière avec les États-Unis devient une zone d'intenses échanges. L'écart n'en subsiste pas moins. Des millions de Mexicains se faufilent aux États-Unis en quête de travail. Les multinationales nord-américaines implantent des usines au Mexique, mais n'hésitent pas à se tourner vers la Chine si sa main d'œuvre se révèle moins coûteuse ou plus performante.

» 2017 : le mur du président Donald Trump

En 2016, durant sa campagne – victorieuse — pour être élu président des États-Unis, Donald Trump fait de l'érection d'un mur le long du Rio Grande une des priorités de son programme. Pour le Mexique, la perspective est désastreuse, renvoyant le pays à son enfermement. L'« *America First* » de Donald Trump promet de faire des États-Unis une forteresse impénétrable. Le Mexique ne peut s'offrir le luxe de l'isolement. Sa localisation le place dans la position toujours instable de voie de passage entre l'Amérique pauvre et l'Amérique riche.





Dans ce paysage perturbé, le populisme, officialisé pendant des décennies par le PRI, peut s'imposer, comme dans tant d'autres États, comme la solution incontournable tant pour résister à l'arrogance yankee que pour protéger le territoire mexicain des hordes d'une Amérique centrale en proie à des désordres endémiques.

Mexique Si loin de Dieu, si près des États-Unis

L'essentiel en 5 secondes

- » Le Mexique fait partie de ces États prisonniers tant de traumatismes historiques que de contraintes géographiques.
- » Sur le plan géopolitique, le Mexique ne peut échapper au poids des États-Unis.
- » Dans les dernières décennies du XX^e siècle, le Mexique semble trouver un rapport moins conflictuel avec le colosse nord-américain. Mais, en 2017, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis rappelle au Mexique sa vulnérabilité aux sautes d'humeur de Washington.

32 MIGRATIONS L'ÉTAT TERRITORIAL MIS EN CAUSE PAR LE NOMADISME



ême si l'homme ne cesse de s'enraciner et de s'approprier des territoires qu'il décrète siens pour l'éternité, il ne peut échapper au nomadisme, devant constamment chercher de nouvelles ressources, de nouvelles possibilités de travail, d'enrichissement et de domination. La diffusion planétaire de l'agriculture, à partir du néolithique, paraît installer l'humanité dans une sédentarisation permanente. Or, depuis la fin du Moyen Âge européen, les vagues de révolutions technologiques imposent à l'humanité une adaptation permanente, entraînant une amplification multiforme des migrations.

Pour la géopolitique, il en résulte une rupture majeure : la déstabilisation irréversible de son institution centrale, l'État souverain, indissociable d'un territoire clairement délimité et détenteur du monopole de la force légitime.

Des migrations partout et tout le temps

L'histoire fait alterner phases d'ancrage territorial, sous la direction de grands empires, et poussées de fièvre migratoire (ainsi colonisations européennes vers l'Amérique et ailleurs aux XVI^e-XX^e siècles). Alors qu'y a-t-il de neuf ?

» Une planète entièrement distribuée

Tous les espaces terrestres sont attribués, le plus souvent régis par des États souverains. Cette disparition des terres dites libres fait que tout migrant bute contre quelqu'un d'établi. La répartition des territoires est désormais un jeu à somme nulle : celui qui en est dépourvu ne peut en acquérir un qu'en le prenant à un autre!

» La migration, moteur du monde contemporain

Sur cette terre où chaque parcelle a un maître, le changement et donc l'une de ses concrétisations essentielles, la migration, s'imposent tant comme une exigence quotidienne que comme l'un des composants du droit central de la modernité, le droit au bonheur individuel. Tout encourage à la migration, des multiples outils dont disposent les migrants potentiels pour s'informer et circuler que l'exigence d'adaptation donc de mobilité.



Migration, migration, est-ce que j'ai une gueule de migration? La notion de migration tend à être identifiée à un déplacement géographique important et permanent (d'un État à un autre, avec une modification de vie). En réalité, l'homme ne cesse de « migrer ». Les plus vastes déplacements se font au sein d'un même État (transferts massifs de populations des campagnes vers les villes).

Une gouvernance globale des migrations

Tout, des techniques à la planétarisation des idées, facilite et encourage les flux et les réseaux, faisant de la Terre un espace unique de circulations. En même temps, les territoires font l'objet d'appropriations multiséculaires, et d'abord de partages entre États.

UN PEU DE

» Fermeture

La réponse instinctive de toute entité territoriale est de se protéger contre l'intrus en s'enfermant. Les empires, les États, ne cessent de construire des murailles. Ces derniers ont toujours des fissures, des points discrets de passage.



» Libre circulation intégrale

Le libéralisme, dans sa formulation la plus radicale, prône une complète ouverture des frontières, la multiplication des contacts, des échanges stimulant la créativité des hommes. Mais, pour le moment, toute société requiert une séparation entre « nous » et « les autres », la solidarité entre les premiers exigeant qu'il y ait un autre à écarter.



» Une gestion internationalisée des migrations

Les migrations constituent l'un des révélateurs de la transformation de la géopolitique. Il s'agit moins de s'interroger sur des totalités closes, juxtaposées, en rivalité permanente les unes avec les autres, que de penser la multiplication, l'enchevêtrement des relations horizontales, les flux d'individus n'en étant qu'un exemple parmi beaucoup d'autres.

Les migrations peuvent-elles continuer d'être traitées comme des rapports de troc, chacun marchandant son ouverture, ou appellent-elles des cadres supra nationaux ? L'individu n'est encore que le ressortissant d'un État, tirant ses droits de son lien avec ce dernier (nationalité). Mais, peu à peu, individus, groupes revendiquent d'exister par eux-mêmes. Encore les États doivent-ils établir entre eux des dispositifs juridiques consacrant la nature supra étatique des droits individuels.

Migrations L'État territorial mis en cause par le nomadisme

L'essentiel en 5 secondes

- » L'homme est un animal migratoire, son enracinement territorial étant lié à l'universalisation de l'agriculture.
- » La Terre étant partagée entre des États souverains, la migration bouscule et ignore les frontières.
- L'un des enjeux majeurs de la macrogéopolitique, celle de la Terre comme totalité, est la question des migrations, prise entre deux principes en heurt frontal : le respect des attributions de territoires et le droit de chacun à chercher son bonheur là où il le veut.

33 MONDIALISATION TERRITOIRES, FLUX, RÉSEAUX



La mondialisation peut être définie comme la multiplication toujours en cours des flux et des réseaux liant de plus en plus ensemble toutes les parties de la Terre et leurs acteurs (individus, États...) et entraînant une contraction massive de l'espace et du temps.

La géopolitique classique au tournant des XIX^e-XX^e siècles appréhende comme totalités indépassables les États-nations, laissant de côté tant ce qui les pénètre (échanges de toutes sortes) que ce qui les enveloppe et les encadre (droit international). Le développement multiforme des liaisons horizontales impose une autre géopolitique.

Tout problème géopolitique est désormais planétaire

La mondialisation non seulement érige toute grande question (par exemple, changement climatique, évolution des inégalités, organisation du commerce international...) en dossier planétaire mais aussi inscrit tout conflit local (par exemple, Israël-Palestine, Corée...) dans le cadre planétaire.



» Des enchaînements sans fin

La circulation des biens comme des idées et son intensification provoquent des enchaînements et des résonances imprévisibles. L'importance économique et stratégique du pétrole, la

concentration de réserves importantes au Moyen-Orient font que toute guerre dans la région ébranle les marchés d'hydrocarbures ainsi que tous ceux intervenant sur ces marchés.

» Des nébuleuses de parties prenantes

Le chaos terroriste illustre les innombrables canaux par lesquels se mondialise un problème : initialement des contentieux éclatés, chacun impliquant des protagonistes eux-mêmes hétérogènes (pour la Palestine, les États arabes, Israël et la diaspora juive, musulmans éparpillés entre divers environnements) ; finalement un enchevêtrement instable d'affrontements, associant violences urbaines, guérillas et même guerres classiques.



La mondialisation n'a que le sens que les hommes lui donnent. La mondialisation résulte du remodelage sans fin des dynamiques de l'histoire. Elle peut accoucher tout autant de luttes sans fin pour des ressources évaluées comme limitées que d'un État totalitaire mondial.



L'humanité, acteur ou enjeu?

La mondialisation multiplie les échanges, les frottements entre les hommes. Mais les rend-elle plus solidaires, parce que plus conscients de leur destin commun ?

» Un ensemble flou et mouvant

Au moins depuis les grandes découvertes du XVI^e siècle, les débats sur la notion d'humanité s'enchaînent, se centrant tour à tour sur les Amérindiens, les noirs, les femmes et aujourd'hui les animaux. Cette « planétarisation » des débats montre à la fois la constitution d'une scène publique planétaire, mais aussi la réinvention sans fin des antagonismes : raison contre religion, individualisme contre communautarisme...

» Un acteur encore en gestation

L'idée d'humanité se construit notamment à travers les pactes onusiens relatifs aux droits de l'homme. Mais la référence universelle à ces droits n'efface pas les équivoques. Le système onusien des droits de l'homme, se voulant représentatif, se révèle étrangement laxiste : en 2018, l'Arabie saoudite sera admise au sein de la Commission des droits de la femme, alors que

les femmes sont privées dans cet État des droits les plus élémentaires!

De l'État souverain à l'État rouage

La mondialisation conduit-elle à la subordination de l'État souverain à des exigences supérieures privilégiant l'humanité tout entière ?



» Une souveraineté de plus en plus ligotée et surveillée

Les interdépendances de la mondialisation enferment l'État dans un imbroglio d'alternatives impossibles. Ainsi soit réaffirmer sa souveraineté en se fermant et en se vouant à la pauvreté (Corée du Nord), soit se résigner à n'être que l'un des deux cents concurrents de la course à la prospérité. Soit toujours refuser les normes mondiales au nom de l'indépendance et se retrouver au ban de la société interétatique, soit encore se couler dans ces normes et se reconnaître comme un simple rouage des mécanismes planétaires.



» Une entité coriace

Les États et leurs peuples résisteront ou traîneront les pieds, l'orgueil national et la fierté

d'être seul contre tous demeurant des vecteurs très forts d'unité. La mondialisation ne saurait abolir en un jour le vieil homme, modelé par ses passions et ses haines.

Mondialisation Territoires, flux, réseaux

L'essentiel en 5 secondes

- » La mondialisation, en faisant de la Terre une totalité liée ensemble par les activités et les échanges des hommes, impose une macrogéopolitique traitant l'espace terrestre non comme une juxtaposition de souverainetés rivales mais comme une unité.
- » Cette unité ne fait pas disparaître les rivalités de puissances, mais les insère dans les innombrables liens entre individus et sociétés.
- » L'idée d'humanité, loin d'unifier les hommes, reste tiraillée entre les innombrables representations qu'ils s'en font.

34 MULTILATÉRALISME LA GÉOPOLITIQUE DÉFIÉE PAR L'ÉGALITÉ



Le multilatéralisme peut être présenté comme le système conçu pour enterrer définitivement la géopolitique, discipline partant de l'inégalité des États et s'interrogeant sur leurs luttes sans fin. En 1945, la création de l'Organisation des Nations unies (ONU) a pour ambition de rendre impossibles de nouvelles guerres menées pour la domination du monde. D'abord avec la Société des Nations (SDN) en 1919 puis surtout avec l'ONU, les États concluent entre eux un contrat social, excluant (au moins sur le papier) le recours aux armes pour surmonter leurs antagonismes.

D'une jungle à une société



Relève du multilatéralisme tout accord entre plusieurs États (au moins trois) établissant entre eux des liens juridiques égaux, leurs litiges étant soumis à des mécanismes supérieurs dont ils s'engagent à respecter les solutions.

» Des pactes démocratiques

Le multilatéralisme repose sur deux principes contradictoires qu'il doit absolument concilier : l'égalité souveraine des États et l'acceptation par ces États d'obligations juridiquement contraignantes, disciplinant nécessairement leur souveraineté. Chaque traité multilatéral instaure

entre les États-parties une société aux règles inscrites dans le pacte.

» L'égalité... et ses équivoques

Les États étant inégaux en taille et en puissance, se méfiant les uns des autres et ne cessant de comparer leurs atouts et leurs vulnérabilités, l'égalité instaurée par le multilatéralisme est nécessairement relative et ambiguë, variable d'un domaine à l'autre. L'égalité acceptable pour le commerce (les États admettant plus ou moins que les échanges bénéficient au plus grand nombre) l'est beaucoup moins dès qu'est concerné le cœur de la souveraineté : police, diplomatie, défense.

La soumission à des mécanismes supérieurs de règlement

L'égalité multilatérale exige que tous, grands et petits, reconnaissent un ou des policiers. Ces gardiens doivent disposer d'une indépendance incontestable, leurs décisions doivent être scrupuleusement exécutées.



Le multilatéralisme, enfant de la plus grande puissance du monde. Les États-Unis, non sans réticences et retournements, sont le grand multilatéralisme et du de promoteur incarnation majeure, la constellation onusienne. Pour la démocratie américaine. international ne saurait être légitime que s'il est démocratique, liant tous les États par un contrat social planétaire. Les États-Unis n'en sont pas moins une puissance impériale, supportant mal de se retrouver à égalité avec le plus petit des États.

Incontournable inégalité, irréductible puissance

Le multilatéralisme reste une création des États. Ces derniers, tout en se résignant à être régulés par des mécanismes juridiques, ne sauraient renoncer de bonne grâce à leur position de totalités indépassables.



» L'État, la plus ombrageuse des créatures sociales

Le multilatéralisme suppose des relations de confiance entre les parties prenantes. L'État est et reste une entité anxieuse, consciente de son extrême précarité, prise entre un peuple aux

humeurs changeantes et les autres États. L'État doit être susceptible, s'irritant du moindre affront; s'il se montre trop compréhensif, il n'est plus respecté et respectable. Le multilatéralisme s'impose aux États, ces derniers devant accepter de devenir les rouages de la gouvernance planétaire.

» L'insoluble question de la force

Tout ordre requiert un policier pour veiller à son maintien. La charte de l'ONU prévoit la mise en place d'une armée internationale... formée de contingents fournis par les États. Mais la gestion de la force fonde la légitimité des États. Ces derniers ne peuvent que traîner les pieds dans l'édification de dispositifs supranationaux. Les Casques bleus, ébauche de policiers mondiaux, ne sont pas issus de la charte de l'ONU, ce sont des bricolages d'urgence, souvent indifférents devant les souffrances des populations qu'ils sont censés protéger.



Tout comme le contrat social des philosophes des Lumières transforme le sauvage en civilisé, le multilatéralisme appelle une métamorphose de l'État souverain : le monstre froid, en guerre permanente, doit se muer en partie prenante d'une société. La



rupture qualitative ne peut venir des seuls États, elle réclame un changement global, incluant sociétés et individus, tous percevant la Terre comme une richesse commune qu'il faut administrer dans le souci d'assurer la survie de l'humanité.

Multilatéralisme La géopolitique défiée par l'égalité

L'essentiel en 5 secondes

- » Le multilatéralisme vise à enterrer la géopolitique du cynisme, celle de la jungle interétatique, en liant les États par des pactes sociaux.
- » Le multilatéralisme doit concilier l'inconciliable : soumettre des États inégaux en puissance et conscients de cette inégalité à des règles identiques.
- » Le multilatéralisme est voué à rester boiteux tant que subsistera la réalité pluriséculaire de l'État détenteur anxieux de la force légitime.

35 MULTIPOLARITÉ INDESTRUCTIBLE?



Pour la géopolitique classique, la jungle interétatique, lutte sans fin entre des entités politiques inégales, constitue une donnée permanente de l'ordre international. Le monde est et restera multipolaire, composé de pôles de puissance voués à s'affronter, le ou les plus forts imposant temporairement leur loi jusqu'à ce que d'autres, plus jeunes, plus vigoureux, prennent leur place.

Mais la multipolarité peut-elle demeurer le mode d'organisation du monde, alors que la mondialisation impose une intégration croissante des activités humaines?

L'ordre international type

D'abord en Europe depuis la fin du Moyen Âge, puis à l'échelle mondiale depuis la décolonisation, le système international peut être défini comme multipolaire.



» La coexistence inquiète d'entités structurellement hostiles

La multipolarité implique des entités politiques inégales en poids et en puissance, en clair des États souverains. La partie s'organise autour de configurations mouvantes de camps hostiles aux alliances changeantes, chacun redoutant qu'un autre ne tente de le dominer ou de le détruire.



» Toujours une guerre à l'horizon

L'État se sentant le plus fort cherchant à imposer sa volonté aux autres (France de Louis XIV puis de Napoléon I^{er}, Allemagne de Guillaume II puis d'Hitler), la guerre est inévitable. Il revient aux vainqueurs de fixer les termes de la paix et de veiller à son respect jusqu'à ce que surgisse une nouvelle ambition hégémonique.

» La paix, produit d'un équilibre précaire

Le jeu multipolaire est à somme nulle, la puissance des uns ne s'accroît que par l'affaiblissement des autres. La paix ne peut être qu'un répit, une trêve. Les États, conscients que l'affrontement n'est jamais fini, ne cessent de se préparer pour une prochaine guerre.





La mort de la multipolarité européenne (1914-

1945). La multipolarité dure tant que, si l'un des protagonistes tente de dominer les autres, il se trouve automatiquement bloqué par une coalition dirigée par une puissance-gardienne se donnant pour mission de préserver cette multipolarité (dans l'Europe des XVI^e-XX^e siècles, le Royaume-Uni). Lors de la Grande Guerre, le Royaume-Uni et ses alliés se révèlent incapables de vaincre celui qui défie l'ordre établi, l'Allemagne. La puissance-États-Unis, arbitre est désormais les inéluctablement la multipolarité se mondialise avec un nombre croissant de parties prenantes : Russie, Japon, Chine...

Inéluctable et précaire institutionnalisation

Depuis le congrès de Vienne (1814-1815), mettant fin à un quart de siècle de guerres, la multipolarité cherche à se discipliner, les puissances les plus importantes multipliant les mécanismes de dialogue et de concertation, afin de calmer les susceptibilités et d'empêcher les malentendus.



La multipolarité soit est emportée par une folie destructrice (Europe des années 1914-1945), soit se trouve coiffée ou domptée par un colosse impérial (États-Unis de 1945 aux années 2000). Si les puissances ne sont pas contenues par une peur extrême (par exemple, depuis l'apparition de l'arme nucléaire, crainte d'une escalade incontrôlable), elles peuvent se laisser emporter par une combinaison explosive d'arrogance et d'anxiété (en 1914, Autriche-Hongrie, Allemagne, Russie menant le combat ultime pour ne pas disparaître).

» Une institutionnalisation croissante

Cette institutionnalisation a pour illustration majeure le Conseil de sécurité des Nations unies, instance de quinze États membres, dont les cinq vainqueurs de 1945 (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France) membres permanents dotés chacun d'un droit de veto. Cette enceinte contraint des États soucieux de leur rang à un dialogue institutionnel, leur apprenant laborieusement à assumer des intérêts supérieurs comme le maintien de la paix.

» Un système du passé?

La multipolarité conçoit les États comme des acteurs souverains et pleinement maîtres d'euxmêmes. Or, les États, loin d'être des totalités closes, sont de plus en plus des plaques tournantes prises dans des flux et des réseaux. La multipolarité interétatique est perturbée et brouillée par les manœuvres d'innombrables autres acteurs. Les jeux diplomatiques d'autrefois sont brutalement démodés par les impératifs de gestion du système économique planétaire. Il ne s'agit plus de fixer des équilibres mais de tenter d'administrer ensemble la Terre.

Multipolarité Indestructible ?

L'essentiel en 5 secondes

- » La multipolarité définit l'ordre international depuis des siècles : un affrontement sans fin entre des entités inégales, les unes voulant imposer leur hégémonie, les autres résistant à cette volonté.
- » La multipolarité épuise ses protagonistes, la victoire revenant finalement à un arbitre extérieur (ainsi Royaume-Uni, puis États-Unis en Europe).
- » Dans un monde de plus en plus intégré, la multipolarité peut être perçue comme un héritage du passé aux coûts trop élevés (notamment guerres à répétition).

36 NATION BRICOLAGE GÉOPOLITIQUE

En 1882, Ernest Renan, dans sa célèbre conférence « Qu'est-ce qu'une nation ? », définit la nation comme « un plébiscite de tous les jours », un devenir permanent, avançant entre un passé qu'elle doit savoir assumer et un avenir incertain.



En ce début de XXI^e siècle, le nationalisme demeure l'un des moteurs majeurs de l'histoire. En même temps, les loyautés nationales se trouvent mises en cause par la revendication de chacun, individu ou groupe, de fabriquer sa propre synthèse de croyances et d'attachements.

Une construction permanente et toujours précaire

Des nations ne cessent de naître et sans doute de mourir. La liste d'États peut être fournie par l'ONU, le nombre des nations reste ouvert. Bien des populations sans État sont proclamées nations par certains, mais ne sont pas reconnues comme telles par d'autres.



» L'enfant de multiples luttes

Toute nation naît de longs et douteux combats, comme l'illustrent aujourd'hui les Palestiniens, les Kurdes et sans doute beaucoup d'autres. La conscience nationale se forge à travers des tragédies (massacres, expulsions de territoires, guerres...) par l'expérience desquelles des

individus ou des collectivités font l'apprentissage douloureux de leur identité, de ce qui sépare « nous » des « autres ».

» Une combinaison variable d'éléments objectifs et subjectifs

Chaque nation est et se veut unique, différente des autres. Les ingrédients la composant – ancrage dans un territoire, culture ou langue communs, mythes référentiels... . – sont toujours les mêmes, mais le dosage varie d'une nation à l'autre. Toute nation ne se dissocie pas d'une histoire vécue et voulue comme particulière, jalonnée d'événements ressentis et racontés comme n'appartenant qu'à cette nation.

» Un pavillon couvrant bien des marchandises

En ce début de XXI^e siècle, les phénomènes collectifs bouillonnent, les expressions nationales se multiplient, des « petites » nations prisent dans un État (Écossais, Catalans, Flamands...) aux demandes pré ou paranationales (Tziganes, peuples premiers se battant pour leurs droits).



La France, nation exemplaire? La France est longtemps la « Grande Nation », s'appuyant sur une histoire pluriséculaire, et indissociable de l'édification d'un État transcendant la cassure de la Révolution française. Aujourd'hui, l'identité française, tout en demeurant très vigoureuse, est bousculée – comme celle de bien d'autres vieilles nations – par deux poussées, celle des « petites » nations – Corses, Basques..., celle des populations immigrées affirmant leur foi ou leurs coutumes. Toute nation a un noyau dur de valeurs et de références, mais ce noyau doit sans cesse s'ajuster à des réalités humaines imprévues.

Une incarnation juridique problématique

La consécration classique pour toute nation est l'acquisition d'un État. Mais État et nation doivent-ils et peuvent-ils se confondre ?

» L'État, but de toute nation?

Depuis les années 1990, les États prolifèrent : ex-Yougoslavie, ex-Union soviétique, Afrique (Érythrée, Sud-Soudan). Ces nouvelles entités, loin de constituer d'authentiques États-nations, produisent des antagonismes nationaux virulents : par exemple, Bosnie-Herzégovine, Macédoine... Le lien entre État et nation est de plus en plus problématique : les nations sont et restent des ensembles mouvants de personnes elles-mêmes en mouvement, alors que les États sont ancrés dans un territoire relativement permanent.

» Des liens changeants entre nations, territoires et populations

Les communautés humaines se diversifient, leurs membres se déplacent et changent de vie (par exemple, importance et reconnaissance des diasporas). La nation est-elle encore la collectivité la plus achevée ? Son exigence d'un lien exclusif avec les individus (ainsi être prêt, pour ces derniers, à mourir pour la patrie) est-elle encore possible dans un monde où reculent les grands vecteurs de la cohésion nationale, l'école publique et le service militaire obligatoire ?

» Nation et cohésions collectives

L'âge des loyautés absolues, exclusives, perpétuelles s'érode inexorablement. Les liens sociaux – politiques, religieux, sexuels... – sont désormais en concurrence sur un marché planétaire comme tout bien marchand. La relation nationale reste tout de même à part, la nationalité, ou plus exactement l'appartenance à un État, donnant à son détenteur un passeport, la sécurité que pour le moment seul l'État confère.

La constitution d'un État demeure pour le moment le but logique de toute nation, l'État équipant la nation d'un squelette ou d'une cuirasse. En même temps, les tissus nationaux se font de plus en plus précaires, s'enchevêtrent.

Nation Bricolage géopolitique

L'essentiel en 5 secondes

- » La nation est souvent ressentie comme la construction collective la plus achevée, toute nation étant censée s'incarner dans un État souverain.
- » Le lien national apparaît de plus en plus enchevêtré dans d'autres loyautés.
- » La nation ne s'accomplit pleinement qu'en se coulant dans la coquille d'un État. En même temps, les réalités nationales tendent à dissoudre ou à contourner l'État.

37 NAURU L'ELDORADO CHANGÉ EN BOÎTE AUX LETTRES

Nauru fait partie des innombrables îles de l'Océanie. Nauru (21,3 km²), peuplée d'une dizaine de milliers d'habitants, serait la plus petite République du monde. Elle accède à l'indépendance en 1968. Le destin de Nauru est lié au phosphate, dont l'île est largement composée. Grâce à ce minerai, Nauru bénéficie dans les années 1960 d'un des plus hauts niveaux de vie du monde. Mais les réserves s'épuisent. En outre, ce rapide enrichissement transforme les habitants et d'abord leur régime alimentaire, les frappant d'obésité et de ses maladies. Parallèlement, les ressources financières sont gaspillées dans des investissements infructueux. Dans les années 2000, Nauru rejoint la horde des paradis fiscaux, servant de boîtes aux lettres à toutes sortes d'entités en quête de discrétion et de tranquillité.

L'eldorado, moteur de l'histoire



L'histoire des hommes peut être racontée comme une suite de courses vers la richesse totale et éternelle : quête du paradis terrestre, rivalités pour l'encens de l'Arabie heureuse ou la soie chinoise, ruées vers l'or ou l'argent.



» D'eldorado en eldorado

Chaque eldorado est tout de suite un enfer.

Ainsi, dans l'actuelle Bolivie, la montagne d'argent de Potosí, vidée de son précieux métal du milieu du XVI^e siècle au XVIII^e par des générations d'Amérindiens vouées à une mort atroce (notamment à cause du raffinage de l'argent à l'aide du mercure très toxique). Tous les eldorados se ressemblent, les richesses extraites s'échappant vers les circuits de l'échange international.

» Les ultimes trésors

Les hommes ne cessent de chercher de nouveaux eldorados. En ces années 2000, le pôle Nord excite bien des convoitises. La Sibérie, le Sahara et bien d'autres zones perçues comme vides pourraient être érigés en eldorados faisant affluer vers leurs ressources réelles ou imaginaires tous ceux en quête d'une vie meilleure.



Amazonie. L'Amazonie, son immense forêt, ses innombrables rivières en font l'un des derniers eldorados que l'homme n'a pas encore complètement soumis à son rêve prométhéen. Elle demeure plus ou moins protégée par sa nature difficilement pénétrable. Mais déjà pullulent les chercheurs d'or, l'État brésilien installe des autoroutes évidemment colossales, les tribus reculent dans l'obscurité des recoins encore intacts. L'homme et ses machines arrivent.



La réinvention sans fin des eldorados
La course aux eldorados est un moteur
majeur de l'histoire humaine. Cette quête
toujours déçue, les parties prenantes
s'entredéchirant pour le trésor, ne calme pas
les appétits mais les excite. Les hommes ne
cessent de s'inventer des eldorados, la monnaie
et le crédit étant peut-être les plus résistants
d'entre eux, l'éclatement de chaque bulle
financière n'empêchant en rien les perdants d'en
recréer une nouvelle qui, cette fois-ci, n'explosera
pas. En ces années 2000, la maîtrise des
technologies les plus sophistiquées ouvre

d'extraordinaires possibilités de fabriquer des eldorados d'autant plus magnifiques que l'homme les aura lui-même façonnés.

Une régulation planétaire des eldorados?

Sauver les eldorados, telle semble être l'une des priorités d'une humanité prenant conscience de la fragilité de sa maison, la Terre.

» Interdire leur exploitation

Interdire de toucher aux eldorados semble une voie prometteuse, en bloquant d'emblée la tentation des hommes de toucher aux fruits si beaux mais défendus. Tout interdit tient tant que les hommes

- États, multinationales... - pensent qu'il est préférable de ne pas le briser. Puis l'on se dit : un petit morceau tout de même! Juste un tout petit morceau! La porte, initialement entrouverte, est bientôt violemment poussée sous la pression des demandes. Pourquoi pas moi?

» Organiser une exploitation raisonnable

Une exploitation rationnelle, organisée, ne seraitelle pas la solution la plus sage et la plus équitable, en mettant au service des hommes, de leurs besoins légitimes une nature inutile?
L'homme est et reste un apprenti sorcier,
convaincu de la noblesse de ses intentions, mais
incapable de reconnaître qu'il habille de la
rhétorique la plus altruiste ses exigences les plus
égoïstes.

Nauru n'est qu'un exemple extrême. Mais Nauru pouvait-elle échapper à cet effondrement ?

Toutes les terres les plus lointaines, les plus isolées sont prises dans les dynamiques irrésistibles de la mondialisation par des lames de fond que ne maîtrisent pas les hommes.

Nauru L'eldorado changé en boîte aux lettres

L'essentiel en 5 secondes

- » Nauru est un eldorado parmi beaucoup d'autres, une île aux richesses en principe infinies, éveillant d'innombrables appétits.
- » La quête de l'eldorado est l'un des grands moteurs de l'histoire humaine. Sa découverte, suscitant de multiples convoitises, le détruit.
- » Une réglementation des eldorados ne peut être efficace que si toutes les sociétés concernées acceptent de limiter leurs besoins.

38 OCÉAN MONDIAL QUI TIENT LA MER TIENT LE MONDE



L'Océan mondial, cette mer unique enveloppant les continents et reliant les côtes les plus éloignées, couvre 71 % de la surface de la Terre. 80 % du commerce mondial se fait par la voie maritime. Ces deux pourcentages confirment le célèbre précepte de l'explorateur élisabéthain, Walter Raleigh (1552-1618) : « Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même. »

L'enjeu géopolitique suprême



Depuis les grandes découvertes, l'Océan mondial est la grande route des échanges, la circulation fluide et sûre de ces derniers étant vitale pour la prospérité de l'économie.

Les guerres franco-britanniques du XVIII^e siècle, les guerres mondiales du XX^e siècle se révèlent modelées par la question du contrôle de l'Océan mondial. L'Angleterre puis les États-Unis savent que leur puissance ne se dissocie pas de ce contrôle, notamment des points de passage vitaux (ainsi Suez, Singapour, Panama...). Les puissances défiant ces colosses maritimes (France de Napoléon I^{er}, Allemagne de Guillaume II puis d'Hitler, Union soviétique) se heurtent

toutes au même défi qu'elles échouent toutes à relever : briser leur enfermement continental durement maintenu par les flottes britannique puis américaine.

» La victoire des puissances maritimes

Les puissances maritimes l'emportent, leur accès à l'Océan mondial leur garantissant un approvisionnement en ressources stratégiques : au XX^e siècle, d'abord et surtout le pétrole, avantage absolument décisif pour faire fonctionner une machine militaire de plus en plus motorisée.

Mais, en ce début de XXI^e siècle, une puissance, aussi remarquable soit-elle, peut-elle garder le monopole de la police de l'Océan mondial, alors que se multiplient les pôles de développement économique et qu'est revendiqué de plus en plus haut un partage plus égal des responsabilités internationales ?





Après la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui ? Seule la Chine paraît en mesure de relever le défi. Mais la surveillance de l'Océan mondial requiert, outre des capacités navales colossales, d'être reconnue par les autres comme disposant de qualités particulières, et d'abord d'une longue expérience des flux maritimes et des dangers qui les menacent. Il reste à la Chine à prouver son sens de la mer.

Une gouvernance planétaire de l'Océan mondial ?



» De l'Océan mondial voie d'échanges à l'Océan mondial lieu de production

Cet Océan n'est plus seulement une route, c'est de plus en plus une richesse multiforme, probablement vitale pour la survie de l'humanité : poissons, minerais... C'est enfin la première poubelle de la planète.

» La course à l'appropriation

L'Océan mondial est attiré dans les convoitises inépuisables des États : extensions de leur mer territoriale; zones économiques exclusives réservant aux riverains l'exploitation des ressources sous-marines. Toutefois la plus grande partie de l'Océan mondial, même si le droit de la mer proclame ce qu'il contient patrimoine commun de l'humanité, continue d'échapper à toute appropriation contraignante, à toute police institutionnelle, ce qui permet beaucoup d'abus, des pillages aux déversements d'ordures.

» Un bien commun

Depuis les années 1950, le développement du droit de la mer traduit la volonté des États d'étendre leur emprise vers la haute mer et ses ressources. L'Océan mondial s'impose comme la promesse d'un nouvel infini, celui des hauts fonds marins encore mal connus. L'humanité estelle capable de mettre sur pied une authentique administration commune de ce domaine, soucieuse de ne pas le détruire, mais acceptant également que l'espèce humaine, ayant pour inévitable priorité sa survie, doit pouvoir exploiter cette formidable réserve ?

Océan mondial Qui tient la mer tient le monde

L'essentiel en 5 secondes

- » Depuis les grandes découvertes des XV^e-XVI^e siècles, le contrôle de l'Océan mondial confère la puissance suprême, celle de la police des échanges mondiaux.
- L'Océan mondial, tout en restant l'autoroute du commerce international, acquiert une autre importance majeure, celle des richesses de toutes sortes – de la faune aux minerais – qu'il recèle et qui sont de plus en plus exploitées.
- » L'Océan mondial fait partie des biens communs indispensables à la survie de l'humanité, ce qui ne fait qu'amplifier les convoitises multiples de nombreux prédateurs.

39 ORGANISATION DES NATIONS UNIES LA JUNGLE CHANGÉE EN SOCIÉTÉ ?



n 1945, la création de l'Organisation des Nations unies (ONU), dans le sillage de la Société des Nations (SDN), a pour but d'abolir la guerre en liant les États social, tous pacte les membres l'Organisation des liens nouant juridiquement contraignants par lesquels ils règlent tout litige entre eux par la négociation ou l'arbitrage. Si jamais l'un d'eux viole la charte de l'ONU – par exemple, agression contre un autre État -, tous s'engagent à punir le délinquant, en allant, si nécessaire, jusqu'à utiliser la force armée afin de ramener le fautif dans le droit chemin.

Un pacte social planétaire

Le projet onusien vise bien une mutation de l'ordre international, remplaçant la jungle interétatique, régie par la loi du plus fort, par une société tenue par des lois écrites et soumettant tout conflit à des procédures fixées à l'avance.



» Un système global

L'ONU est le cœur d'un système global, composé, outre l'Organisation chargée de la préservation de la paix, d'une quinzaine d'institutions spécialisées – appelées *agencies* en anglais – couvrant tous les grands champs de la vie sociale : monnaie (Fonds monétaire

international, FMI); santé (Organisation mondiale de la santé, OMS)... Il s'agit de gérer la totalité du monde comme un ensemble cohérent, coordonné, administrant les missions fondamentales de toute société : par exemple, programmer la production agricole, prévenir et stopper les pandémies...

» Une égalité tempérée

L'un des principes de l'ONU est l'égalité souveraine des États. Mais les États-Unis et le Tchad, la Chine et le Paraguay peuvent-ils être égaux ? Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France : les cinq principaux vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale – disposent chacun de la capacité de bloquer tout texte leur déplaisant (droit de veto). Le principe d'égalité ne peut effacer une donnée pluriséculaire de la diplomatie : il revient au(x) vainqueur(s) d'organiser et d'administrer la paix jusqu'à ce que d'autres vainqueurs l'emportent.

» À qui le monopole de la force légitime?
L'ONU établit le Conseil de sécurité comme policier du monde, l'article 51 de la Charte





rappelant tout de même qu'aucun État ne saurait être privé de son droit de légitime défense s'il doit faire face à une agression armée contre lui. Le texte ajoute : « Jusqu'à ce que le Conseil ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales », cette formule laissant au gendarme mondial une très large capacité d'appréciation.

États-Unis et ONU. L'ONU est l'enfant des États-Unis. Les rapports entre la première et les seconds n'en sont pas moins compliqués et difficiles, les États-Unis admettant mal d'être mis à égalité avec les 200 autres États, l'ONU étant utilisée par les pays du Sud pour dénoncer l'arrogance de l'Amérique. Les États-Unis, tout en promouvant un pacte démocratique mondial, restent la plus grande puissance du monde, soucieuse de son rang.

La géopolitique ? Domptée mais toujours présente

Le jeu propre des États souverains, ces monstres susceptibles, ne saurait disparaître. L'ONU est une formidable machine vouée à constamment se bloquer.

» Un champ d'intervention limité à ce que lui concèdent les puissances

L'ONU n'agit que dans l'espace que lui concèdent les colosses. L'Afrique demeure le champ majeur d'opération de l'Organisation, les grands s'impliquant pour le moment avec une extrême réserve dans ce continent. L'ONU demeure en principe exclue des arrière-cours des puissants : Caraïbes pour Washington (à l'exception d'Haïti où les États-Unis s'enlisent de 1915 à 1934), Caucase pour Moscou, Tibet pour Pékin...

» Le maintien de la paix, une tâche sans limites Le maintien de la paix fait partie de ces missions impossibles à achever. La paix ne se maintient pas, elle se construit dans un travail épuisant et perpétuel de rapprochement des points de vue, de conciliation des oppositions les plus intransigeantes.



Les Casques bleus ne sont pas l'armée onusienne prévue par la Charte et jamais créée, ce sont des constructions *ad hoc*, composées de contingents nationaux le plus souvent peu motivés, veillant à ne pas abuser de leurs armes.

Organisation des Nations unies La jungle changée en société ?

L'essentiel en 5 secondes

- » En 1945, l'ONU a pour but d'instaurer la paix perpétuelle, en liant tous les États, si possible, par un contrat social, semblable à ceux définis par Thomas Hobbes ou Jean-Jacques Rousseau pour les individus.
- » Le contrat social a pour fondement l'égalité des parties prenantes. Les États souverains peuvent-ils accepter l'égalité, tels des individus au sein d'une société démocratique?
- » Le contrat social requiert la renonciation à la vengeance privée, l'exercice de la force devenant le monopole des pouvoirs publics. Mais l'État souverain est-il prêt à confier sa sécurité à une autorité supérieure ?

40 PAIX UN PROCESSUS SANS FIN



La paix fait partie de ces notions dont la définition sera toujours contestée, les uns la regardant comme l'avenir certain d'une humanité enfin réconciliée avec elle-même, d'autres demeurant convaincus de la violence inéluctable des rapports sociaux.

Pourtant, laborieusement, la conception de la paix évolue tout au long du XX^e siècle, l'horreur des guerres totales conduisant finalement les États et le système international à rechercher une forme de paix permanente.

La paix-trêve

Dans la jungle interétatique, la guerre est le rouage désignant vainqueurs et vaincus. Les premiers définissent et administrent l'ordre à venir, les seconds se soumettent ou/et se rebellent. La paix n'est qu'une trêve imparfaite.



» Des phases plus ou moins longues

La durée, la qualité de la paix dépendent fondamentalement de la capacité du (ou des) vainqueur(s) à rester le(s) plus fort(s). Tout au long de l'histoire, la paix impériale se révèle la plus stable, la plus féconde si l'empereur dose habilement l'usage – souvent très brutal – de sa force et l'association des peuples dominés, ces derniers renonçant à prendre leur revanche et



finissant par prospérer dans la culture du maître. À l'instar de la Méditerranée romaine ou de l'Empire britannique dans ses bons moments.

» Des paix armées

La paix-trêve a lieu entre deux guerres, le vainqueur faisant tout pour empêcher la renaissance du vaincu, et le vaincu préparant sa vengeance. Cette forme de paix ne se dissocie pas des buts ou des enjeux des guerres : conquérir – ou défendre – des territoires. Le jeu ne peut pas avoir de fin : ce que l'un prend à l'ennemi, l'autre (régions, villes...), continue d'être revendiqué par cet autre ; aucun ne cesse de réclamer ce qui lui a été pris.

L'Europe du Moyen Âge aux deux guerres mondiales va d'affrontement armé en affrontement armé, les rivalités hégémoniques, les antagonismes religieux se traduisant toujours dans des ajustements territoriaux.

La paix-processus

La paix perpétuelle d'Emmanuel Kant (1795). À la fin du XVIII^e siècle, alors que l'Europe se trouve plongée dans la tourmente des guerres de la Révolution française, le philosophe allemand conçoit un projet de paix perpétuelle, remarquable de modernité. Ouatre conditions. indispensables, doivent être réunies : des États mêmes sociales adhérant aux valeurs politiques ; un pacte entre ces États fixant leurs droits et leurs obligations ; des dispositifs institutionnels de règlement des conflits entre ces États : enfin, des instruments de recours permettant aux individus de contester les États.

La violence extrême des deux guerres mondiales enclenche de réelles réflexions pour que le déchaînement des armes cesse d'être une option pertinente.

» D'un jeu à somme nulle à un jeu à somme positive

L'univers de la guerre implique un jeu social à somme nulle (*zero-sum game*) : les territoires, leur étendue étant des données intangibles, chacun ne peut accroître son territoire qu'en réduisant celui des autres, et réciproquement. Alors, comment passer de ce jeu, où la guerre est

inévitable, à un jeu où tous peuvent gagner (winwin game), le « gâteau » à partager augmentant régulièrement et promettant à chacun une part ?

» Un progrès précaire et probablement toujours réversible

Au moins trois dynamiques se rejoignent pour conduire les États à se montrer beaucoup plus prudents devant la guerre :

- Le développement d'armes de plus en plus destructrices, les moyens nucléaires ne constituant que la part la plus redoutable d'arsenaux pouvant ravager la planète.
- L'encadrement multiforme des États, toute agression armée étant d'une efficacité douteuse et suscitant une hostilité très large de la communauté internationale.
- L'éducation et l'information des individus et des sociétés, tant les premiers que les secondes paraissant de moins en moins prêts à « mourir pour la patrie ».

» L'Europe, quelle paix?

De 1945 aux années 1990, l'Europe se métamorphose en laboratoire de la paix, lançant, dans sa moitié occidentale, un processus de multiplication des interdépendances (construction européenne). Dans les années 1990, les guerres de l'ex-Yougoslavie suggèrent que la paix européenne de la deuxième moitié du XX^e siècle n'aurait été qu'une énième paix impériale, se décomposant dès qu'un ou des policiers (Union soviétique, États-Unis) ne sont plus là pour geler les haines nationales.

Paix Un processus sans fin

L'essentiel en 5 secondes

- La vie étant faite de conflits toujours renaissants, la paix ne peut être qu'un horizon vers lequel des hommes tentent d'avancer sans jamais l'atteindre.
- » Dans la géopolitique classique, la paix est une trêve entre deux guerres, les entités se disputant sans fin les mêmes territoires (jeu à somme nulle).
- Le XX^e siècle, avec ses guerres atroces, s'efforce d'inventer une nouvelle paix par l'échange, les hommes se liant par le travail en commun et apprenant à vivre ensemble.

41 PALESTINE L'IMPOSSIBLE PARTAGE



Tout problème géopolitique ne se comprend qu'en le situant sur une carte et en parcourant l'histoire.

La question palestinienne ou le conflit israélo-arabe s'inscrit au cœur du Proche-Orient, creuset des monothéismes et carrefour d'empires. Au moins trois histoires se catapultent : juifs hantés par la haine qui les entoure et tente parfois de les anéantir ; arabes surgissant du désert au VII^e siècle, conquérant un immense empire pour subir ensuite des siècles d'assujettissement ; enfin Palestiniens, arabes devenant un peuple par ses combats tant contre les juifs édifiant un État sur leur terre que contre leurs « frères » arabes encombrés de ces réfugiés.

La terre de deux peuples



D'abord, les deux points de vue. Puis l'évolution perturbatrice des populations.

» Pour les juifs, le refuge

En 134, à la suite d'une énième révolte durement réprimée par Rome, les juifs sont chassés de la Terre promise avec interdiction d'y revenir. « L'an prochain à Jérusalem », telle devient alors l'aspiration jamais abandonnée. Au tournant des XIX^e-XX^e siècles, le sionisme conclut que, pour échapper à la malédiction de l'antisémitisme, les juifs doivent se constituer en nation, protégée

par un territoire reconnu internationalement. Entre 1933 et 1945, les persécutions nazies, la Shoah confirment aux juifs le besoin absolu d'un refuge, d'une forteresse.

» Le peuple palestinien, l'enfant non reconnu d'Israël

À partir de 1882, l'arrivée des colons juifs, l'achat des terres aux grands propriétaires terriens absents transforment peu à peu les fellahs palestiniens en une population se sentant spoliée. Deux traumatismes majeurs vont entraîner leur exil : en 1948 (création d'Israël) 700 000 Palestiniens et en 1967 (occupation de la Cisjordanie par l'armée israélienne) 400 000. La conscience nationale palestinienne se forge dans l'exil et les camps (en 1964, mise en place de l'Organisation de libération de la Palestine – OLP).

» Deux populations de plus en plus enchevêtrées

Depuis 1967, Israéliens et Palestiniens apparaissent à la fois de plus en plus séparés par les écarts de niveaux de vie et entremêlés du fait, notamment, de la multiplication des colonies juives en Cisjordanie. En 2015, Israël, dans ses



frontières de 1948, héberge 6,5 millions de juifs et près de 2 millions d'Arabes. En Cisjordanie, environ 400 000 colons juifs sont entourés de près de 3 millions d'Arabes.



Jérusalem. Le 30 juillet 1980, la Knesset – le Parlement israélien – proclame Jérusalem « capitale éternelle et indivisible d'Israël ». Les Palestiniens revendiquent également Jérusalem pour capitale. Jérusalem est la Ville trois fois sainte, chacun des trois monothéismes y gardant des lieux sacrés. Comme le préconise le Vatican, Jérusalem appelle un statut spécial de « corpus separatum », mais chacun revendique sa Jérusalem.

Solutions (im) possibles

Depuis la fin des années 1940, les plans de paix et de partage se succèdent.



» Un seul État

Initialement tant les juifs que les Arabes ne veulent qu'un seul État : juif pour les Israéliens et arabe pour les Palestiniens. Pour les Palestiniens, les juifs étant des intrus qui doivent se fondre dans l'identité arabe (Charte nationale palestinienne de 1964). Pour les juifs, l'État n'a de sens que s'il s'ancre dans la Bible. Israël, tout en reconnaissant les Arabes installés sur son territoire de 1948 comme des citoyens israéliens, n'a pas de constitution séparant le religieux et le politique.

» Deux États

À partir des années 1980, le principe de deux États, l'un pour les juifs, l'autre pour les Arabes, s'impose ou paraît s'imposer (en septembre 1993, la déclaration de principes entre le Premier ministre israélien et le président de l'OLP, appelée Accords d'Oslo). Mais, pour le moment, la matérialisation bute sur la délimitation des frontières ou, plus précisément, sur le peuplement de la Cisjordanie. Cette dernière se trouve de plus en plus grignotée par la colonisation israélienne. L'Autorité palestinienne, soumise pour son financement au bon vouloir israélien, contrôle plus ou moins des enclaves coupées les unes des autres. La question palestinienne est irrémédiablement brouillée, refoulée par la crise multiforme dans

laquelle est enlisé le Moyen-Orient : effondrement d'États (Syrie, Irak...), poussée de l'islamisme, terrorisme...

Palestine L'impossible partage

L'essentiel en 5 secondes

- » Depuis les années 1880, la Palestine se trouve prise entre la volonté des juifs d'y édifier un refuge et la population qui y vit depuis des siècles.
- L'établissement de deux États, l'un pour les juifs, l'autre pour les Palestiniens, apparaît comme la solution raisonnable, mais sa concrétisation se heurte au tracé de frontières garantissant la viabilité des deux États.
- » En ce début de XXI^e siècle, le dossier est plus que jamais dans l'impasse, Israël donnant la priorité absolue à sa sécurité, le sort des Palestiniens laissant indifférente la communauté internationale.

42 PÉTROLE LA MALÉDICTION DE L'OR NOIR



L'empereur pétrole, à la fois source d'énergie et matière première, règne sur tout le XX^e siècle. Cette magnifique ressource, comme tout cadeau de la nature, confirme à l'homme qu'il est un apprenti sorcier, déchaînant des forces qui le dépassent. En ce début de XXI^e siècle, il s'agit désormais de se débarrasser de cette cause de marées noires, de gaspillages et de pollutions. Mais comment faire ?

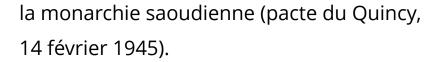
La ressource géopolitique du xx^e siècle

Le pétrole est à la fois le carburant indispensable de toute société aspirant à la modernité et l'un des outils majeurs de la guerre.



» L'atout stratégique par excellence

Comme l'écrit le géopoliticien Yves Lacoste à propos de la géographie, le pétrole, ça sert d'abord à faire la guerre. La Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) montre l'Allemagne nazie et le Japon impérial obsédés par leur manque d'hydrocarbures, leur course ratée pour se les approprier à Bakou pour la première ou dans les Indes néerlandaises pour le second. Contrôler ses approvisionnements pétroliers devient une priorité absolue pour toute grande puissance. D'où, notamment, l'alliance entre les États-Unis et



Le piège de la rente pétrolière Dans les années 1970, le contrôle de la production pétrolière passe des grandes compagnies – les Sept Sœurs – aux États producteurs. Le cartel de ces derniers, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), tient le marché. Les prix explosent. Tels des gagnants au casino, l'Arabie saoudite, l'Iran et d'autres accumulent des réserves financières colossales. Les plans pharaoniques se multiplient: l'Iran du shah se donne pour ambition de devenir le Japon du Moyen-Orient; l'Arabie saoudite wahhabite se pose en pôle directeur d'un monde arabe traumatisé par l'échec des nationalismes modernisateurs. L'aventure se termine le plus souvent très mal : faillites, dérives politiques, appropriation par des gouvernants plus ou moins scrupuleux.



Mésaventures d'un cartel. L'OPEP, après son apogée lors des chocs pétroliers (années 1970), se divise, les États producteurs, engagés dans des projets les dépassant, courant après l'argent. La montée, vertigineuse mais toujours précaire, des prix du pétrole fait apparaître de nouveaux exportateurs, les NOPEP : Mexique, Russie... Enfin, dans les années 2000, l'importateur majeur, les États-Unis, met en exploitation sur son territoire la ressource lui permettant de se libérer de la contrainte pétrolière : les gaz de schiste.

L'inéluctable fin du roi-pétrole?

Le pétrole confirme que toute dépendance impose aux hommes de s'en affranchir par des cheminements tortueux.



Dès les chocs des années 1970, de nombreuses réactions se mettent en place : politiques d'économie des énergies ; recherche d'énergies alternatives ; développement (surtout en France) du nucléaire... L'homme, toujours prométhéen,

rêve d'un après-pétrole, d'une énergie qui ne se consomme pas mais est utilisée sans s'épuiser. Le vent, le soleil, l'eau offrent des possibilités dans cette direction. L'humanité au bord du gouffre finit toujours ou presque par découvrir une voie de survie et de réinvention (au tournant des XVIII^e-XIX^e siècle, mise en exploitation du charbon et le bois – matériau des bateaux, moyens et symboles de puissance – commençant à manquer).

» Le changement climatique

Les débats sur le changement climatique poussent également à l'abandon des hydrocarbures, émetteurs de gaz à effet de serre. L'homme poursuit des buts dont il n'est pas conscient mais qui subrepticement le guident et le remodèlent. Même si la maîtrise du changement climatique se révèle incertaine, une mutation des comportements, des mœurs, dans l'emploi de l'énergie se matérialisera probablement.

» Toujours une arme?

Alors le pétrole n'est-il plus l'arme décisive qu'il était ? Les États sont des machines

conservatrices, prudentes, soucieuses de garder ouvertes le plus grand nombre d'options. Aucune grande puissance ne conçoit de s'en remettre au seul marché pour des approvisionnements (dont ceux en pétrole) qu'elle ressent comme stratégiques.

Le pétrole restera longtemps très convoité. Les avancées technologiques mettent des décennies à pénétrer et à transformer les sociétés. De plus, le nouveau ne remplace pas l'ancien, il impose de nouveaux besoins, de nouvelles manières de travailler.

Pétrole La malédiction de l'or noir

L'essentiel en 5 secondes

- » Le xx^e siècle est le siècle du pétrole, vital tant pour gagner les guerres que pour assurer la prospérité des sociétés de consommation.
- » Le pétrole se révèle un cadeau très toxique pour tous ceux qui en sont largement dotés, source d'une richesse aussi spectaculaire qu'éphémère.
- » L'âge du pétrole prend inéluctablement fin, les sociétés et les États reconnaissant non sans mal que leur survie requiert une révolution énergétique.

43 PÔLE SUD UN DISPOSITIF POST GÉOPOLITIQUE



Le pôle Sud – ou l'Antarctique – (14 millions de km²) fait partie de ces immensités plus ou moins intactes (avec le Sahara, la Sibérie, l'Amazonie...) que l'homme tend à respecter, peut-être parce qu'elles lui rappellent sa petitesse et sa fragilité. Le pôle Sud dispose, outre son environnement extrême, d'un atout que n'ont pas les autres déserts : **son éloignement géographique**, le préservant des appétits les plus pressants, ceux de riverains ou de voisins.

L'Antarctique fournit un exemple des transformations des problématiques et des revendications géopolitiques. Il ne s'agit plus de conquérir et d'annexer par les armes mais d'obtenir des droits d'accès et d'exploitation par la négociation, la force résultant d'une combinaison de manœuvres et de coalitions.

Un continent en principe verrouillé

À l'opposé du pôle Nord – l'Arctique – cerné par des États parfois très puissants et pris dans leurs priorités géopolitiques, l'Antarctique, quant à lui, bénéficie d'un authentique régime international.



Un dispositif très complet... sur le papier Le Traité de Washington (1^{er} décembre 1959), complété notamment par la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines (CCAMLR, 1982), met en place un club de douze États – les parties consultatives fondatrices – chargés de veiller à l'intégrité de cette réserve naturelle. Les activités militaires et les exploitations industrielles sont interdites. Seuls sont autorisés les travaux scientifiques.

» Des pénétrations multiformes

L'Antarctique confirme qu'aucune partie de la planète ne peut désormais être isolée.

- La multiplication des déchets et leur déversement sauvage les amènent dans les zones les plus lointaines où ils stagnent et se décomposent. Consommés par les animaux, s'accrochant aux plantes, ces éléments affectent la nature et la modifient irréversiblement.
- Outre les milliers de scientifiques, les touristes, en principe en nombre limité et encadrés, sont des dizaines de milliers et leur nombre ne cessant d'augmenter.
- Rien ne garantit que des activités clandestines discrètes (recherche de minerais rares, bases d'observation...) se développent. L'Antarctique est vaste, encore mal connu, ce qui encourage les quêtes nobles et moins nobles.





Interdire ? Interdire, telle est la réponse spontanée pour protéger bien un rare. L'interdiction tente de bloquer le désir d'en savoir plus en maintenant autour de l'objet convoité une aura de sacré qu'il serait sacrilège de violer. Mais, comme le narrent tant de contes de fées, tout interdit finit par être brisé, l'auteur étant toujours puni... trop tard. Alors, accepter des formes d'exploitation, les soumettre à des contrôles, en espérant qu'ils seront respectés ? La pression des hommes et leurs appétits excluent toute solution miracle.

Un révélateur des vulnérabilités des protections juridiques

Le régime de l'Antarctique met en lumière les tensions, les contradictions de toute démarche écologique.



» Entre principe de précaution et désir d'exploitation

Le principe de précaution encourage l'interdiction. Ne rien faire qui risque de dégrader la nature! Mais tout absolu paralyse les initiatives. Si l'interdit s'éternise, il est tourné tant des concessions officielles que par des ruses ou des pratiques cachées.

À l'autre extrémité de la planète, le changement climatique rend possibles des utilisations économiques du pôle Nord (Arctique) : passage de bateaux, extraction de ressources minérales... Dès qu'une possibilité s'ouvre, les hommes se bousculent : multinationales, États, mais aussi populations locales réclamant leur part des richesses découvertes.

» Un régime fermé ou ouvert ?

Le club de Washington associe initialement douze États. En ces années 2010, près de cinquante États appartiennent au dispositif. Les pays émergents veulent avoir leur mot à dire. Les richesses, réelles ou virtuelles, de l'Antarctique suscitent toutes sortes de rêves, ou d'utopies, ou de délires. Pourquoi ne pas ériger l'Antarctique en parc naturel mondial, dont les recettes serviraient pour des investissements de développement?

» Quelle surveillance?

L'Antarctique appelle une surveillance stricte. Les instruments techniques, des satellites aux





bateaux les plus sophistiqués, existent. Mais les États sont-ils disposés à créer et à financer une Agence de l'Antarctique, à l'indépendance statutairement garantie, et pouvant sanctionner ceux qui commettraient des infractions?

Pôle sud Un dispositif post géopolitique

L'essentiel en 5 secondes

- » Le pôle Sud fait partie de ces zones interdites auxquelles l'homme ne doit pas toucher.
- » L'Antarctique est doté d'un régime en principe très protecteur, le mettant à l'abri des convoitises.
- » En réalité, le pôle Sud ne dispose que de deux réelles et très précaires protections : sa nature et son éloignement rendant son exploitation difficile et pour le moment peu rentable ; une certaine prudence des hommes, craignant toujours de briser un tabou.

PUISSANCE DISSOUTE PAR LES FLUX ET LES RÉSEAUX ?



La puissance, notion constamment brandie et jamais définie! La puissance n'existe et ne dure que par et dans une relation entre quelqu'un qui commande et quelqu'un qui obéit. Cette relation se bâtit à travers des événements (notamment victoires, réussites...) et ne cesse d'évoluer, le premier devant toujours prouver sa supériorité, le second tentant soit de tirer profit de sa soumission, soit de s'y soustraire.

La puissance est indissociable de son environnement, d'abord technologique, puis économique, politique, culturel. Chaque révolution industrielle — depuis la seconde moitié du XX^e siècle, numérique, télécommunications… — redéfinit les conditions et les modalités de la puissance.

D'une puissance enracinée à des puissances nomades

L'industrialisation et l'urbanisation de notre planète, l'explosion des échanges de toutes sortes bouleversent non la puissance, mais ses fondements et son exercice.



» La vraie clé de la puissance

La puissance s'est toujours appuyée sur le contrôle de voies commerciales, de ports, de détroits, tous sources de recettes substantielles. En ce début de XXI^e siècle, bien des plaques tournantes de transactions sont des

concentrations de richesse donc de pouvoir :
Londres, New York... Même s'il existe des
puissances pauvres (exemple souvent cité de
la Russie), la puissance se sépare difficilement
de la richesse, de l'accès aux marchés
mondiaux.

» Le bras de fer du siècle

Ainsi se met en place un bras de fer entre des acteurs, tous nomades ou pouvant le devenir (sauf un) – individus, entreprises, communautés... – et une entité soudée à son territoire : l'État dit souverain. Les premiers se déplacent, se délocalisent, ressentant la circulation comme un impératif et un droit. Le second est soudé à son territoire, ne pouvant qu'attirer (investisseurs) ou refouler (migrants non désirés).

L'enjeu est le contrôle des territoires, les nomades faisant valoir leur capacité à les mettre en valeur, l'État sédentaire étant, quant à lui, le gardien de leur intégrité, le protecteur de leur population présente depuis plusieurs générations.





Le cycle spectaculairement raccourci de la puissance. Les mutations techniques, la multiplication des communications, les connexions de toutes sortes raccourcissent brutalement et massivement les cycles historiques. Pour les pays occidentaux, l'industrialisation s'étale sur deux siècles. Les pays émergents accèdent en un demisiècle à la modernité, cette modernité incluant les progrès les plus récents.

Mutation de la puissance?

Tout comme, dans l'Europe des débuts du XX^e siècle, les luttes de classe l'emporteraient sur les rivalités nationales, les conflits « verticaux » entre États laisseraient la place aux conflits « horizontaux » entre sédentaires et nomades.



» L'État territorial, un moribond vigoureux L'État territorial dispose d'attributs uniques auxquels il n'est pas près de renoncer : sa souveraineté à l'intérieur de ses frontières ; l'octroi de la nationalité, sans laquelle un individu n'est qu'un apatride aux droits incertains ; le monopole de la force légitime (police, défense). Les États, tout en ne cessant de se disputer, ont un intérêt commun très fort : se maintenir comme les rouages nécessaires et légitimes entre populations et bureaucraties internationales. L'explosion des flux pousse les États tout aussi bien à se concurrencer férocement pour séduire touristes, investisseurs et autres fournisseurs de recettes qu'à s'allier pour préserver leur position dans l'ordre international.

» Tout nomade doit s'installer quelque part Les nomades – migrants, entreprises, diasporas... – sont voués à se couler dans la configuration territoriale. Ils peuvent mettre les États en compétition, ils ne peuvent pas les supprimer.

En ce début de xxi^e siècle, la fuite devant l'impôt illustre le dilemme de l'État : soit il tente d'être le plus attractif possible et court après les opérateurs en quête d'exemptions, soit il coopère avec les autres États avec le souci d'une répartition équitable des recettes.

Dans les faits, les États oscillent entre ces deux extrêmes, ces tiraillements illustrant la métamorphose de l'État de pôle de puissance en un administrateur d'un morceau du

territoire mondial, dans le cadre de règles et de dispositifs de surveillance.

Puissance Dissoute par les flux et les réseaux?

L'essentiel en 5 secondes

- » Depuis l'aube de l'histoire, toute puissance, comme tout pouvoir, se définit comme une relation précaire entre des individus ou des groupes qui commandent et des individus ou des groupes qui obéissent.
- » La puissance a toujours reposé sur le contrôle de flux et de réseaux. L'élément nouveau réside dans leur multiplication et dans l'accélération de leurs circulations, ainsi que dans les opportunités qui résultent de ces bouleversements.
- » Toute puissance (comme le bernard-l'hermite ne peut survivre sans coquille) garde le besoin d'un ancrage territorial.

45 RELATIONS INTERNATIONALES LA PARTIE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG GÉOPOLITIQUE

usque dans les dernières décennies du XX^e siècle, les relations internationales ont pour postulat que les États, monstres froids qui n'ont pas d'amis, sont des entités closes, tous les rapports entre intérieur et extérieur passant par le canal de l'État, le ministère des Affaires étrangères ayant le monopole des échanges avec l'étranger. Dans ces mêmes décennies, les banquises étatiques se craquèlent, s'ouvrent ou même se décomposent, les échanges multiples (des déplacements touristiques aux transactions financières, des images aux chansons) brisant toutes les barrières.



En ce début de XXI^e siècle, ce qui s'appelle encore les relations internationales subit deux transformations de fond : tout d'abord, les rapports interétatiques ne sont plus la part la plus visible, la plus officielle des interactions entre des sociétés elles-mêmes de plus en plus entremêlées ; ensuite, les rapports interétatiques ne se limitent plus aux liens diplomatiques mais couvrent tous les domaines de la vie sociale, de la monnaie à la santé, des normes juridiques à la sécurité.

La dislocation du monopole étatique

La notion d'État a deux significations tendant à se heurter : c'est à la fois l'entité souveraine (les États-Unis, le Royaume-Uni, la France...) et également la machine organisant cette entité (l'État américain, l'État britannique...).



» La politique étrangère, rouage des systèmes institutionnels

L'État disposerait d'un monopole dans les quatre compétences de la haute politique : monnaie, police, politique étrangère et défense. Mais la multiplication des liens internationaux et des coopérations de tous types, le développement spectaculaire des bureaucraties internationales et supranationales défont ces monopoles.

» L'interpénétration croissante des sociétés

De plus en plus les liens entre sociétés, des mouvements de personnes aux mariages entre individus de nationalité différente, de l'internationalisation des entreprises aux diasporas, se multiplient, s'enchevêtrent, se contredisent, enveloppant et remodelant les rapports interétatiques.

» Un espace planétaire à la fois partagé et unique

Notre planète ou plus exactement ses espaces terrestres restent partagés entre les États. Mais leurs frontières sont non seulement ouvertes mais aussi poreuses. Flux et réseaux



traversent ses limites, ébauchant ou créant un espace planétaire unique.



Que subsiste-t-il de la diplomatie ? La diplomatie, cet art subtil réservé à une élite cosmopolite fréquentant les mêmes salons, appartient à l'histoire. Multiplication des liens techniques, contacts directs entre administrations, démocratisation de la vie publique, présence entêtante des médias, personnalisation des relations officielles, tout ronge et rogne la diplomatie classique, pratique discrète et codée.

Au-delà des relations internationales

Les relations internationales ne sont que plus des relations sociales parmi d'autres.

» La multiplication des politiques internationales

Les administrations techniques, nouant des contacts indirects, se dotent de politiques étrangères propres. Les entreprises, surtout les plus grandes, par leur impact sur les emplois et les investissements, ont, elles aussi, des formes

de politique étrangère, négociant avec les États leurs implantations.

» Des États dans la lame de fond de la mondialisation

L'État souverain peut-il encore l'être s'il entre dans la dynamique des échanges, où chaque avantage, chaque succès appellent des compensations ou des contreparties ? La légitimité d'un État démocratique réside désormais dans sa capacité à assurer la prospérité et donc la compétitivité de sa population. L'État peut refuser cette contrainte, mais le prix est lourd (appauvrissement, isolement).

» Fin ou métamorphose de la géopolitique?

En ce début de XXI^e siècle, il y existe toujours une hiérarchie des puissances. L'âge des conquêtes, des grandes aventures territoriales est probablement révolu. La puissance subsiste, mais elle doit s'exercer au sein des contraintes contemporaines : populations hétéroclites et fragmentées, surveillances multiples, alourdissement des coûts... La puissance ne s'est

jamais réduite à la force mais, aujourd'hui, la force doit avancer masquée!

Relations internationales La partie émergée de l'iceberg géopolitique

L'essentiel en 5 secondes

- » Les relations internationales se concentrent sur les rapports interétatiques, ces derniers étant censés couvrir toutes les relations entre l'« intérieur » et son environnement extérieur.
- » La géopolitique, en s'interrogeant sur les dynamiques profondes façonnant la conduite des États, ouvre le champ des relations internationales.
- » Ce que vivent aujourd'hui les relations internationales dépasse le champ géopolitique : l'intérieur et l'extérieur ne sont plus séparés, s'interpénétrant à tous les niveaux : individus, entreprises, communautés, États...

46 ROUTE DE LA SOIE UNE GÉOPOLITIQUE DU XXI^E SIÈCLE



le l'Antiquité au XV^e siècle, la route de la soie, qui va de la Méditerranée orientale à la Chine, est le pivot des échanges de l'Eurasie. C'est par ces pistes se déplaçant en fonction des configurations politiques qu'est alors acheminée la précieuse soie, dont l'empire du Milieu protège jalousement les secrets de fabrication. À partir du XV^e siècle, le commerce transocéanique contourne la route de la soie. Le cœur de l'Asie, carrefour de civilisations, dépérit et n'est plus qu'une proie pour les empires voisins.

Or, en ce début de XXI^e siècle, la Chine en pleine ascension se cherche un dessein géopolitique. Pourquoi ne pas recréer la route de la soie ?

Les infrastructures, instrument géopolitique

Le projet chinois, quel que soit le résultat final, met en lumière les transformations de la géopolitique. Au moment de son élaboration (fin XIX^e siècle-début XX^e), l'instrument privilégié de la géopolitique est la guerre de conquête. Un siècle plus tard, les infrastructures remplaceraient la guerre.



» One Belt, One Road

Concevoir une route de la soie du XXI^e siècle, inscrite dans la mondialisation et faisant rayonner la Chine sur toute l'Eurasie, telle est l'ambition de Pékin. Cette nouvelle route aura deux axes, l'un continental (*One Belt*) reprenant le tracé de l'ancienne route à travers l'Iran (Perse) et l'Asie centrale, l'autre maritime (*One Road*) prenant appui sur les ports asiatiques, les plus dynamiques de la planète.

» Un projet impérial?

La route de la soie du XXI^e siècle représente pour la Chine un défi géopolitique. L'empire du Milieu, massif, colossal, sûr d'une immense histoire, ne conquiert pas, il absorbe et digère. La nouvelle route de la soie révèle une autre Chine, allant vers l'extérieur et paraissant vouloir s'approprier le monde.

» Au lieu du Pacifique, l'océan Indien

Le centre du monde annoncé pour le XXI^e siècle est le bassin du Pacifique, avec, pour piliers, les États-Unis et la Chine. La nouvelle route de la soie s'articule autour de deux axes horizontaux reliant l'Asie et l'Europe, ce qui entraînerait un rééquilibrage autour de l'océan Indien, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe.



L'Asie centrale, à nouveau centre du monde ?

Pour le géopoliticien britannique de l'époque victorienne, Halford J. Mackinder, l'Asie centrale est le *Heartland*, ce lieu permettant de tenir toute l'Eurasie (*lire chapitre 26*). Mais peut-il y avoir encore au XXI^e siècle un centre du monde ? Aucun pôle de richesse et de puissance ne saurait être sûr de la permanence de sa position, tant les facteurs de fluidité et d'instabilité, de la rapidité des communications à l'intervention d'innombrables acteurs, se bousculent.

La nouvelle route de la soie, projet géopolitique ?

L'empire du Milieu se croyait le monde à lui tout seul. La Chine contemporaine découvre qu'elle n'est en fait que le plus lourd des colosses... pour le moment.



» La problématique géopolitique de la Chine

Depuis sa naissance à l'aube de l'histoire, la Chine, du fait de sa localisation, de sa masse, de sa patiente édification d'une culture parmi les plus grandes, vit close en elle-même, plus ou moins protégée par sa Grande Muraille, digérant ou repoussant les barbares qui l'envahissent. Son effondrement durant la seconde moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e montre que désormais l'extérieur s'impose à elle.

La Chine post maoïste accomplit un impressionnant décollage. Mais elle ne peut plus rester unique, incomparable, hors des turbulences de la planète. En ces années 2010, les gouvernants chinois paraissent osciller entre deux extrêmes : soit se substituer aux États-Unis et se faire les promoteurs d'une mondialisation ouverte, soit se raidir dans un nationalisme xénophobe et agressif.

» Vraie ou fausse route?

Alors que la Grande Muraille matérialise et symbolise l'enfermement du pays, la future route de la soie marquerait la fin de la Chine des empereurs et sa reconnaissance comme partie du monde. Cette rupture requiert à la fois des dirigeants expliquant au peuple chinois la mutation qu'il doit accomplir mais aussi un dialogue avec les autres colosses concernés : Russie, Inde... La Chine aura-t-elle la capacité de transformer un projet impérial en un

projet multinational ? Ce défi de l'internationalisation est nouveau pour la Chine, mais peut-elle revenir en arrière ?

Route de la soie Une géopolitique du XXI^e siècle

L'essentiel en 5 secondes

- » La Chine veut être la première puissance du XXI^e siècle. Traditionnellement tournée vers elle-même, elle doit apprendre à penser le monde et sa place dans le monde.
- » La réalisation d'une nouvelle route de la soie s'offre comme un pont entre une histoire millénaire et un avenir ancré dans la mondialisation.
- » Ce grand projet géopolitique ne manque pas d'incertitudes, risquant fort d'apparaître comme l'arme et l'expression de la volonté impériale chinoise.

47 ROYAUME-UNI SOUDÉ À L'EUROPE

e 23 juin 2016, le peuple britannique, saisi par référendum, vote en majorité en faveur du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. À nouveau, conformément à la formule de Winston Churchill, l'Angleterre, mise devant l'alternative : l'Europe ou le grand large ?, opte pour le second, pour l'infini de l'océan.



L'Angleterre, édificatrice et composante majeure du Royaume-Uni, affirme et maintient, pendant près de quatre siècles, de la fin du XVI^e siècle à la première moitié du XX^e siècle, une démarche géopolitique d'une grande cohérence : **empêcher toute forme d'unification de l'Europe, qui exclurait les îles Britanniques du continent, et régner sur les océans, leur contrôle conduisant à la constitution d'un empire mondial.**

Le retour en Europe

Le Royaume-Uni est, comme tous les autres États, une construction historique, produit à la fois de circonstances et de la persévérance d'hommes et de femmes.



» Une insularité construite

L'Angleterre, perdant, à l'issue de la guerre de Cent Ans (1337-1453), toutes ses possessions sur le continent (sauf Calais reprise par la France en 1558), commence à être une île comme entité politique. L'unité de l'archipel vient plus tard (conquête de l'Irlande par Oliver Cromwell en 1649-1653 ; union avec l'Écosse en 1707).

Aucune configuration territoriale d'un État n'est naturelle, elle résulte d'une idée se constituant peu à peu à travers victoires et défaites.



première, sans première cesse la La L'Angleterre ne cesse d'être la pionnière dans l'Europe. Elle l'histoire de ébauche parlementarisme dès le XIII^e siècle (en 1215, *Magna* Carta), décapite son ex-roi Charles I^{er} en 1649, crée une banque centrale en 1694 (certes après la Banque d'Amsterdam née en 1609), initie Révolution industrielle à la fin du XVIII^e, enfin met en place le libre-échange (abolition des Corn Laws en 1846), pierre angulaire du système économique mondial.

» L'Empire

Du XVII^e siècle aux lendemains de la Première Guerre mondiale, l'Angleterre, avec la majorité des Écossais et des Irlandais, bâtit un empire où le Soleil ne se couche jamais. Surtout, elle peuple cet empire, exportant des millions de colons d'abord et en premier lieu en Amérique du Nord. C'est par et grâce à cet empire que l'anglais s'impose comme la *lingua franca* de la modernité.

» Le boulet européen

Le Royaume-Uni sait qu'il ne peut oublier l'Europe : le conquérant pouvant l'envahir et la détruire ne saurait venir que de ce continent. Mais l'ambition britannique est sur les océans. Se tenir à l'écart de l'Europe mais veiller à ce que personne ne la domine! Du XVII^e siècle à la Première Guerre mondiale, l'Angleterre finance les coalitions et se contente d'envoyer de brillants capitaines. Les deux guerres mondiales contre l'Allemagne saignent le Royaume-Uni qui se ruine et perd son empire. Dans les années 1950, la géopolitique pluriséculaire du pays souffre une défaite capitale : l'Europe occidentale s'unifie librement. En 1973, le Royaume-Uni, ne pouvant faire autrement, rejoint les Communautés européennes. If you cannot beat them, join them! (« Si vous ne pouvez pas les battre, joignez-vous à eux!»)



Le grand large, improbable horizon

En juin 2016, le vote en faveur du Brexit semble indiquer que le Royaume-Uni renoue avec se ligne traditionnelle : le grand large. Perspective ou mirage ?

» Un mauvais divorce

Le mariage entre le Royaume-Uni et l'Europe unie est de raison et il l'est toujours resté. Le divorce n'est-il pas la solution raisonnable ? Mais le Royaume-Uni s'est profondément européanisé, la proximité géographique du vieux continent l'emportant sur les liens traditionnels avec les partenaires du Commonwealth.

» La nostalgie impériale

L'Angleterre a bâti un empire exceptionnel. Mais cet empire est mort. Ses plus beaux joyaux – Amérique du Nord, sous-continent indien, Australie, Afrique du Sud... – soit développent des ambitions propres, soit sont pris dans leurs dynamiques régionales. L'allié spécial, les États-Unis, regarde la vieille dame britannique avec condescendance et n'hésite pas à l'humilier.

» Accepter d'être européen

Peut-être le Royaume-Uni n'a-t-il pas d'autre alternative que de se reconnaître comme un

vieux pays européen... Un passé remarquable ne garantit un futur magnifique. Pour l'Europe, le Royaume-Uni demeure un très bel atout. La City, place financière de Londres, demeure incomparable par son imagination financière.

Royaume-Uni Soudé à l'Europe

L'essentiel en 5 secondes

- » Le Royaume-Uni, ou plus exactement l'Angleterre, de l'âge d'or élisabéthain aux deux guerres mondiales, reste obstinément fidèle à deux axes géopolitiques : bloquer toute ambition hégémonique en Europe et contrôler l'océan mondial.
- » Le Royaume-Uni, perdant son empire à l'issue des deux guerres mondiales, se replie vers l'Europe sans se résigner à cette dégradation de rang.
- En ces années 2010, le Royaume-Uni se prépare à divorcer de l'Union européenne. Mais pour quoi faire?

48 RUSSIE L'EMPIRE ENCLAVÉ



En 1989-1991, la Russie (17 millions de km², soit plus d'un dixième des terres émergées) perd ses deux remparts : durant l'automne 1989, le rideau de fer et le bloc du pacte de Varsovie en Europe orientale ; en décembre 1991, l'Union soviétique elle-même (22,4 millions de km²). Alors, après ces deux murailles, la Russie elle-même est-elle prête à éclater ?

Depuis le XVI^e siècle, la Russie, menée durement par des tsars autocrates, s'étend à partir de Moscou puis de Saint-Pétersbourg, tant vers l'Europe que vers l'Asie centrale et l'Extrême-Orient. Cette extraordinaire expansion s'accompagne de poussées de modernisation se terminant mal.



Alors, la Russie est-elle vouée à rester prisonnière de son rêve impérial ou doit-elle, peut-elle se réinventer en État moderne ? L'échec de l'expérience soviétique marque sans doute pour la Russie la fin d'une vision de son histoire, celle d'un colosse convaincu d'avoir une mission.

Le dernier empire

La Russie, du fait même de ses tragiques ruptures, du temps des troubles (1598-1613) à la Révolution d'octobre 1917, est nécessairement hantée par la fragmentation.



» La mystique et le knout

L'unification de l'espace russe et de sa périphérie combine deux instruments : un lien religieux

avec la terre russe, le paysan russe incarnant l'innocence conduisant à Dieu, et le fouet – le knout – forçant ce même paysan enfermé dans ses superstitions à avancer.

» Inaccessible Océan

L'empire russe se fait comme les autres empires coloniaux. Mais il ne s'édifie pas au-delà des mers. Cette continuité territoriale fait des peuples conquis des frères... en principe. Territoire impérial et territoire national se superposent.

La Russie ne cesse de vouloir briser son enclavement, atteindre les mers chaudes pour connaître la griserie de l'Océan. La Russie ne réussit pas cette percée. Ses ports – Saint-Pétersbourg, Riga, Sébastopol, Vladivostok – soit donnent sur des mers fermées, soit restent loin des grands courants commerciaux.

» Une arriération rédemptrice?

Depuis Pierre le Grand (1672-1725), la Russie court après l'Occident. Ce dernier incarne pour les Russes la corruption, la décadence ; en même temps, il est le laboratoire de l'avenir, de la modernité. En particulier avec le courant





slavophile du XIX^e siècle, la Russie se persuade qu'elle est le messager de Dieu, gardienne d'une innocence qui sauvera l'humanité, et que, par conséquent, elle accédera à la première place par une voie propre.



Le moment soviétique (1917-1991). Lors l'utopie marxiste-léniniste, la Russie, sublimée en Union des Républiques socialistes soviétiques, se persuade qu'elle dépassera l'Occident. Elle se croit et peut se croire porteuse de l'universalisme de la Révolution prolétarienne. La participation décisive de la Russie à la victoire contre l'Allemagne hitlérienne en 1945 en fait militairement l'égal du géant nord-américain. Mais l'illusion s'évanouit. La Russie soviétique, coupée des mutations technologiques, se momifie et s'écroule sans susciter d'authentique sursaut pour la sauver.

La Russie peut-elle se réinventer?

En 1991, l'effondrement dans l'indifférence de l'utopie soviétique, la découverte de ses vices structurels

enterrent-ils la grande illusion d'une Russie élue de la providence et de l'histoire ?

» L'irrémédiable fin de l'âge impérial

La Russie sait et craint que chaque repli en annonce ou en prépare un autre. Tous les éléments du déclin sont là : fatigue et mauvaise santé du peuple, corruption des élites, enlisements militaires (Ukraine, Caucase...), improbabilité d'un nouveau messianisme prenant la place du panslavisme ou du stalinisme...

» Fédéralisation ou fragmentation?

La Russie peut-elle rompre avec sa logique impériale, inspirant aussi bien les tsars que leurs successeurs soviétiques ? La Russie peut-elle se fédéraliser sans se décomposer ?
Le vent de l'histoire refoule la Russie : démographies vieillissantes des Slaves, poussées de fièvre islamistes et effervescences nationalistes dans le Caucase et en Asie centrale, infiltrations chinoises en Sibérie... Comme d'autres empires affaiblis, la Russie est peut-être déjà une proie. Ainsi la Chine reconnaît-elle les traités inégaux avec la Russie des tsars, mais déjà des Chinois, anticipant des retournements

diplomatiques, s'installent en Sibérie. Les peuples du Caucase ne sauraient oublier leurs souffrances sous le joug russe.

Russie L'empire enclavé

L'essentiel en 5 secondes

- » En 1989-1991, la Russie se redécouvre face à ellemême : un empire colossal à nouveau emporté par la décomposition.
- » Au moins depuis Pierre le Grand, la Russie se sait le pays arriéré de l'Europe, néanmoins promis au premier rang par Dieu puis par le marxismeléninisme.
- » La Russie ne peut probablement pas rester l'ours impossible à dompter. Comme pour bien d'autres colosses, la voici, quelle que soit la rhétorique des gouvernants, rétrécie et ouverte par les flux de la mondialisation!

49 TERRORISME UN INSTRUMENT GÉOPOLITIQUE

Le terrorisme tend à être perçu comme, tel le mal, une hydre protéiforme, rôdant en permanence dans les coulisses de l'histoire. Mais le terrorisme est d'abord un instrument utilisé par des groupes marginaux ou/et en formation avides de reconnaissance. Frapper n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, n'est-ce pas se montrer tout puissant?



Le terrorisme se développe dans les périodes troublées de l'histoire, exprimant des sentiments ou des revendications que les sociétés établies ne veulent ou ne peuvent satisfaire. Le terrorisme ou plus exactement les mouvements terroristes sont exceptionnellement vaincus ; ils disparaissent ou s'autodétruisent, leur cause s'étant vidée de tout sens.

Révélateur de perturbations géopolitiques

Le terrorisme, comme la terreur, fait partie des phénomènes historiques. Toutefois, ses manifestations s'inscrivent dans des phases précises de bouleversement rapide, lors desquelles s'épanouissent toutes sortes d'utopisme.



Les Assassins. Les Assassins, secte chiite des Nizârites, terrorisent le Proche-Orient du XI^e au XIII^e siècle, à l'époque des croisades, en assassinant les plus hauts gouvernants. Leur chef est le Vieux de la montagne, leur forteresse Alamut (au nord de l'Iran moderne) évoque le château inaccessible d'un Lucifer invincible. Dans les faits, les Assassins finissent submergés par les Mongols. Ne subsiste qu'une légende!

N'OUBLIEZ PAS !

» Anarchismes

Durant les années 1850-1914, l'Europe et les États-Unis sont pris dans une vague de mutations inconnues : diffusion et amplification de la Révolution industrielle ; urbanisation s'accompagnant de beaucoup de misère ; ascension de classes bourgeoises étalant leur réussite... L'explosion anarchiste, les attentats répétés du nihilisme russe, l'assassinat de nombreux chefs d'État expriment une rage impuissante, déliée à la certitude folle que des hommes, s'ils le veulent, peuvent créer un ordre social parfaitement juste.



» Brigades rouges, bande à Baader

Dans les années 1970, dans le sillage des événements de mai 1968, éclosent des groupuscules qualifiés de « gauchistes » recourant à des actes terroristes (notamment enlèvement et meurtre d'hommes d'affaires et de responsables politiques) : bande à Baader ou Fraction Armée rouge en République fédérale d'Allemagne, Brigades rouges en Italie... Leur but est d'anéantir le système capitaliste. Ces mouvements se décomposent, éliminés à la fois par une répression dure et méthodique, par leurs excès et leurs déchirements internes et enfin par leur combat même centré sur un prolétariat ouvrier en déclin irrémédiable.

Le dilemme territorial des terrorismes



Le 11 septembre 2001, les attentats contre les Twin Towers de New York mettent en scène avec une férocité extrême un terrorisme inédit, lié à la mondialisation : le méga ou l'hyper terrorisme prenant pour cible toute la planète et mobilisant les technologies les plus sophistiquées.



» Un terrorisme à vocation planétaire

La mondialisation se définit notamment par l'abondance ou même la surabondance de tout :

richesses, hommes, armes, argent... Ces masses offrent à toute personne d'initiative des ressources considérables, qu'il peut mobiliser pour n'importe quel objectif. Surtout, cette offre omniprésente, souvent agressive, suscite frustrations et envies chez ceux qui ne peuvent les acquérir. Ainsi, les opérateurs du terrorisme recrutent-ils aisément une main-d'œuvre disponible pour toute aventure plus ou moins habillée par une justification noble.

» Nomadisme ou sédentarisation ?

Terroriser, même si ce comportement satisfait un délire de force, ne peut probablement pas être un but en soi. La terreur a besoin d'un objectif, le plus évident étant une forme de pouvoir sur une communauté relativement cohérente. Ici apparaît le dilemme du terrorisme.

Le terrorisme est et doit être nomade. Le déplacement permanent enferme les terroristes dans un isolement qui les soude au groupe et apporte une sécurité face à la police. Mais il n'y a pas de pouvoir stable sans enracinement d'un territoire. Le 29 juin 2014, le docteur en sciences islamiques, Abou Omar Bakr al-Baghadi

proclame à Mossoul (Irak) la renaissance du califat islamique, se matérialisant dans un État islamique ou Daech. Mais se fixer dans un territoire, c'est aussi s'emprisonner et devenir une cible.

Terrorisme Un instrument géopolitique

L'essentiel en 5 secondes

- » Le terrorisme est d'abord un moyen utilisé par des groupes en gestation avides de reconnaissance.
- » Le terrorisme et plus largement la terreur, tout en étant des constantes de l'histoire, s'épanouissent dans les périodes perturbées, où s'affrontent plusieurs légitimités.
- » Le terrorisme ne peut être qu'un moyen. Tout mouvement terroriste, s'il ne se donne pas une assise territoriale, peu à peu reconnue par d'autres, se décompose irrémédiablement.

50 VIDE LA GÉOPOLITIQUE, TELLE LA NATURE...

Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? s'étonne Albert Einstein. Tout désert est plein de vie cachée ou discrète, et parfois étincelante. Alors, la géopolitique, comme la nature selon Blaise Pascal, a-t-elle horreur du vide ?

Territoires



Pour la géopolitique, l'homme est d'abord un animal territorial, ses ambitions et même ses rêves devant se matérialiser et donc avoir une assise ou une expression territoriale.



 Il n'y a pas de territoire vide mais des territoires déclarés à prendre

Tout territoire oppose un ou des occupants initiaux, convaincus d'être là depuis toujours, et des arrivants, cherchant à se l'approprier, et devant, à leurs yeux, justifier cette appropriation – en clair, cette conquête – par un motif supérieur. Les Européens envahissant l'Amérique viennent pour élever de malheureux sauvages à la dignité d'individus civilisés. En outre, ces Européens exploiteront la terre efficacement et en obtiendront les meilleurs rendements. Quant aux premiers habitants, soit

ils se coulent dans les habits des nouveaux venus, soit ils disparaissent.

» L'ultime compétition

En ce début de XXI^e siècle, le partage de la terre est loin d'être achevé. Les territoires inclus dans des souverainetés étatiques – Sahara, Amazonie... – restent disputés de bien des manières entre habitants d'origine, États contrôlant ces zones, trafiquants de toutes sortes, multinationales en quête des secrets de la nature... Comme l'illustrent les deux pôles, les hommes imaginent toutes sortes de modes d'appropriation dès que des richesses sont en cause : marchandages interétatiques, dispositifs juridiques inédits...



L'espace extra-atmosphérique. L'infini au-delà de l'atmosphère ne doit-il pas continuer d'échapper sinon à l'appropriation humaine au moins à une privatisation de l'espace ? L'espace atmosphérique est régi par le traité de 1967 qui garantit la liberté d'accès à l'espace et interdit toute privée. Toutefois. l'orbite appropriation géostationnaire, cette orbite circulaire située à 35 786 km au-dessus de la Terre et sur laquelle tout objet reste en permanence au-dessus du même point de l'équateur, fait l'objet d'une répartition des positions par les États, ces derniers ne pouvant se désintéresser d'un tel enjeu stratégique (l'orbite héberge les satellites de télécommunications), les plus pauvres d'entre eux – situés sur l'équateur – louant leurs positions.

Puissance

Les formes de puissance croissent, atteignent leur maturité puis déclinent. Cette inéluctabilité des cycles ne diminue en rien l'âpreté de la compétition, les protagonistes se persuadant que, cette fois-ci, le cycle fatal sera rompu et que, pour toujours, ils demeureront au sommet.



» Décomposition de la puissance, bouillonnement de convoitises

Toute puissance vieillit et se dégrade. Mais ce n'est en rien le triomphe du vide. Au contraire, le terreau de la puissance, loin de s'appauvrir, s'enrichit et se nourrit des échecs, des désillusions des détenteurs du pouvoir et des projets, des illusions des ambitieux.

Les empires meurent en partie de la décadence de leurs maîtres. Autour de la structure moribonde, les candidats à la succession, les prédateurs connaissent sa grandeur évanouie, en ramassent des miettes et finissent par inventer quelque chose. Ainsi, au tournant des XX^e-XXI^e siècles, l'explosion des nationalismes sur les ruines du communisme soviétique.

» Finalement, quoi de neuf sous le Soleil ?

Le vide ne cesse d'attirer le plein, le plein invente des vides pour les remplir. Telles sont les dynamiques de la géopolitique. La conquête ouverte, brutale de territoires appartient sans doute au passé. Mais qu'est-ce qu'un territoire ? Les espaces virtuels d'Internet, les hauts fonds marins, les champs encore inexplorés de la

science sont des territoires si les hommes les définissent comme tels.

Alors, l'humanité peut-elle échapper à ce besoin de l'appropriation et du partage ? L'utopie communiste promet de dépasser cette démarche égoïste. L'Union soviétique, la Chine maoïste rappellent que le rejet de l'appropriation privée accouche d'une nomenklatura qui, sous le couvert d'une rhétorique fraternelle, s'approprie le monopole du pouvoir pour ne plus le lâcher.

Vide La géopolitique, telle la nature...

L'essentiel en 5 secondes

- » La géopolitique, telle la nature, a horreur du vide. Le vide n'y est qu'une apparence ou une fabrication.
- Les territoires en principe vides, quels qu'ils soient, suscitent ou attirent des appétits, des rivalités, qui, certes, ne peuvent ignorer les contraintes propres à chaque environnement.
- » Il n'y a pas de vide de puissance mais, comme dans la nature, des dégradations de la puissance, produisant une prolifération de convoitises dans l'attente d'une stabilisation elle-même imparfaite et précaire.

Sommaire

(വ	117	70	rt	ur	Д
U	U	u١	V	ıι	uı	L

La géopolitique pour les Nuls en 50 notions clés

<u>Copyright</u>

Introduction

AFRIQUE LE CONTINENT PROIE

Dépecée, exploitée, abandonnée, à nouveau exploitée

L'Afrique décollera-t-elle?

ALLEMAGNE AU CENTRE DE L'EUROPE

Entre Est et Ouest, la nation tardive

Européanisée ou/et vieillissante

ALLIANCE MON AMI ? NON, L'ENNEMI DE MON ENNEMI

Des jeux sans fin aux motifs complexes et changeants

Abolies ou remodelées par la sécurité collective

ARABIE LA PATRIE DU PROPHÈTE AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION DU PÉTROLE

L'islam wahhabite, levier et carcan

	Le	cadeau	maléfiqu	e de l	l'or noir
--	----	--------	----------	--------	-----------

Crépuscule d'une union théocratico-politique

AUSTRALIE UNE ÎLE- CONTINENT RATTRAPÉE PAR LA GÉOGRAPHIE

La marque glorieuse de la Couronne

L'Australie, impossibles États unis du Pacifique

Entre deux colosses plus les autres

Quelle géopolitique pour l'Australie?

AUTOSUFFISANCE L'OBSESSION GÉOPOLITIQUE

Un objectif voué à l'échec

Une quête toujours déçue, toujours renaissante

BALKANS CARREFOUR ET TOMBEAU D'EMPIRES

<u>Un enchevêtrement d'ambitions frustrées et</u> indestructibles

Paix barricadée, insaisissable réconciliation

CHINE UN EMPIRE-MONDE QUI N'EST PLUS QU'UNE GRANDE PUISSANCE

<u>Une ascension si ample et si rapide</u>

Entre nationalisme et universalisme

Quelle Chine au XXI^e siècle?

CLIMAT VARIABLE GÉOPOLITIQUE ?

<u>Un exemple majeur</u>	<u>de la globalisation</u>	<u>de la géopolitique</u>
<u>L'affrontement géop</u>	olitique du futur	

CONSTRUCTION EUROPÉENNE AU-DELÀ DE LA GÉOPOLITIQUE ?

Un processus technocratique

Chassez la géopolitique...

DÉMOCRATIE UN ÉTAT COMME LES AUTRES ?

Un État avec un territoire et une population à défendre

L'ordre international démocratique peut-il être « a-géopolitique » ?

DÉMOGRAPHIE LA POPULATION, ATOUT ET CHARGE

Un facteur indissociable d'une configuration de forces

L'emprise aléatoire du politique

<u>DÉTERRITORIALISATION FIN OU REMODELAGE DE LA GÉOPOLITIQUE ?</u>

Dissolution des territoires ou...

L'homme est et reste un animal territorial

<u>DIASPORAS AU SERVICE D'ÉTATS OU D'ELLES-MÊMES ?</u>

Des groupes pris entre au moins deux loyautés

Des acteurs géopolitiques ?

DROIT CIVILISER LES JEUX GÉOPOLITIQUES

Instrument, enjeu, cadre

Abolir les rapports de force ?

EMPIRE LEPREMIER BÂTISSEURDEPAIX

Conditions et incertitudes de la paix impériale

Une puissance incontestée et incontestable

Une emprise territoriale bien définie

Une paix intégrant les défaites

Décomposition de la paix impériale

ENNEMI LE GRAND UNIFICATEUR

<u>Une notion pivot de la géopolitique darwinienne</u>

Un concept dépassé?

<u>ÉQUILIBRE L'HORIZON TOUJOURS FUYANT DE</u> <u>L'ORDRE INTERNATIONAL</u>

Des équilibres au remodelage sans fin

Un équilibre planétaire tout aussi mouvant

ÉTAT UNE SOUVERAINETÉ REMODELÉE PAR LES BUREAUCRATIES PLANÉTAIRES

L'État moderne

<u>Une souveraineté prise dans les flux et les pactes</u>

ÉTATS-UNIS L'ACCOUCHEUR DE LA MONDIALISATION DÉMOCRATIQUE

Le marché et la démocratie universalisés

Normalisés?

FRANCE ENTRE CONTINENT ET OCÉAN

La terre ou la mer?

Le colosse démographique frappé par l'enfant unique

La construction européenne, pari géopolitique

FRONTIÈRES INTOUCHABLES ET CONSTAMMENT MODIFIÉES

Stabilité des frontières et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Sacralisation et désacralisation des frontières

GÉOPOLITIQUE LA SCIENCE ÉQUIVOQUE DE LA PUISSANCE

Une science... scientiste

De la geopolitik à la géopolitique

GUERRE DÉSIGNER LE FAISEUR ET LE MAÎTRE DE LA PAIX

Un combat douteux

Le retour d'une violence chaotique

<u>HAUSHOFER (KARL) (1869-1946) L'INGUÉRISSABLE</u> NAÏVETÉ DU PENSEUR

Le géopoliticien et le Führer

Une double et tragique incompréhension

HEARTLAND Y A-T-IL UN CENTRE DU MONDE ?

Une centralité géopolitique en situation

La puissance indissociable d'un centre?

HITLER (ADOLF) (1889-1945) LES NOCES SANGLANTES DE L'IDÉOLOGIE ET DE LA GÉOPOLITIQUE

Un pari géopolitique

<u>Hitler pouvait-il l'emporter ?</u>

IDÉOLOGIE TOUTE GÉOPOLITIQUE EST IDÉOLOGIE

La géopolitique, science absolue

La géopolitique est, elle aussi, idéologique

JAPON INACCESSIBLE OCCIDENTALISATION

Le défi impossible

Tenir malgré tout

MÉDITERRANÉE UN CENTRE DU MONDE PRISONNIER DE SON ENCLAVEMENT

Une mer entre des terres

Un	mur	ou	un	pont	?
					_

MEXIQUE SI LOIN DE DIEU, SI PRÈS DES ÉTATS-UNIS

Deux fois terrassé

À nouveau la malédiction nord-américaine

MIGRATIONS L'ÉTAT TERRITORIAL MIS EN CAUSE PAR LE NOMADISME

Des migrations partout et tout le temps

Une gouvernance globale des migrations

MONDIALISATION TERRITOIRES, FLUX, RÉSEAUX

Tout problème géopolitique est désormais planétaire

L'humanité, acteur ou enjeu?

De l'État souverain à l'État rouage

MULTILATÉRALISME LA GÉOPOLITIQUE DÉFIÉE PAR L'ÉGALITÉ

D'une jungle à une société

Incontournable inégalité, irréductible puissance

MULTIPOLARITÉ INDESTRUCTIBLE ?

L'ordre international type

<u>Inéluctable et précaire institutionnalisation</u>

NATION BRICOLAGE GÉOPOLITIQUE

<u>Une construction permanente et toujours précaire</u>

J	Jne	incarna	tion	jurio	dique	prob	oléma	atique

NAURU L'ELDORADO CHANGÉ EN BOÎTE AUX LETTRES

L'eldorado, moteur de l'histoire

<u>Une régulation planétaire des eldorados ?</u>

OCÉAN MONDIAL QUI TIENT LA MER TIENT LE MONDE

L'enjeu géopolitique suprême

<u>Une gouvernance planétaire de l'Océan mondial ?</u>

ORGANISATION DES NATIONS UNIES LA JUNGLE CHANGÉE EN SOCIÉTÉ ?

Un pacte social planétaire

La géopolitique ? Domptée mais toujours présente

PAIX UN PROCESSUS SANS FIN

<u>La paix-trêve</u>

La paix-processus

PALESTINE L'IMPOSSIBLE PARTAGE

La terre de deux peuples

Solutions (im) possibles

PÉTROLE LA MALÉDICTION DE L'OR NOIR

T	,	1	Δ	• • • •
La ressource	GEODO	lifialie a	11 YY	SIECLE
La ressource	Scopo.	muque u	<u> </u>	DICCIC

L'inéluctable fin du roi-pétrole?

PÔLE SUD UN DISPOSITIF POST GÉOPOLITIQUE

Un continent en principe verrouillé

<u>Un révélateur des vulnérabilités des protections</u> <u>juridiques</u>

<u>PUISSANCE DISSOUTE PAR LES FLUX ET LES RÉSEAUX ?</u>

D'une puissance enracinée à des puissances nomades

Mutation de la puissance?

RELATIONS INTERNATIONALES LA PARTIE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG GÉOPOLITIQUE

La dislocation du monopole étatique

Au-delà des relations internationales

ROUTE DE LA SOIE UNE GÉOPOLITIQUE DU XXI^E SIÈCLE

Les infrastructures, instrument géopolitique

La nouvelle route de la soie, projet géopolitique?

ROYAUME-UNI SOUDÉ À L'EUROPE

Le retour en Europe

Le grand large, improbable horizon

RUSSIE L'EMPIRE ENCLAVÉ

Le dernier empire

La Russie peut-elle se réinventer?

TERRORISME UN INSTRUMENT GÉOPOLITIQUE

Révélateur de perturbations géopolitiques

Le dilemme territorial des terrorismes

VIDE LA GÉOPOLITIQUE, TELLE LA NATURE...

Territoires

Puissance